LA MARÉE NOIRE: LES INTÉRÊTS CAPITALISTES CONTRE LA COLLECTIVITÉ

notre dossier p.11 à 13

OUNTER PE

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 512 - 25 mars 1978 - prix : 4 F

La droite minoritaire dans l'électorat, majoritaire au parlement

Giscard questionne la gauche et les syndicats

IL FAUT LUI FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS



ITALIE: LE TERRORISME DES BRIGADES
ROUGES NE SERT QUE L'ETAT page 14

SOMMAIRE

DANS LE MONDE

Page 10:

 Tchad : l'impérialisme français prêt à tirer les marrons du cessez-le-feu.

Pages 14 et 15 :

Italie : le terrorisme des Brigades Rouges sert l'Etat qu'elles prétendent combattre.

Le Parti Communiste Italien et l'enlèvement d'Aldo Moro.

Page 16:

 Espagne: reprise des luttes revendicatives et calculs des appareils politiques et syndicaux.
 Page 17:

 Sud-Liban : terrorisme israélien, complicité de Carter et des Etats arabes.

EN FRANCE

Page 4

La droite sortante, minoritaire dans l'électorat, majoritaire au Parlement.

Rouge à la recherche de l'Union de la gauche en perdition.

La gauche entre la soupe et les élections.
 La « division » : une fausse explication de la défaite.

Page 6:

 Face aux élections, tous les candidats sont égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres.

Pages 7 et 8 :

— La souscription pour les candidatures de Lutte

Page 9 :

- Les élections aux Antilles.

Pages 11 à 13 :

LA MAREE NOIRE EN BRETAGNE :

Les intérêts capitalistes contre la collectivité.
 Super-pétroliers et super-profits.

Super-petrollers et super-profits.

 Indemnisation immédiate des victimes de la pol-

Pages 18 et 19 :"

Dans les entreprises : Fives-Cail-Babcock, La Courneuve ; SNCF région de Clermont ; Elbé, Seine-Maritime ; Aciéries de Neuves-Maisons ; centrale nucléaire de Braud et Saint-Louis ; Roussel-Uclaf ; Creusot-Loire Saint-Chamond ; Bois Déroulés Océan, Rochefort.

DIVERS

Pages 20 et 21 :

Livres : Sept ans auprès de Léon Trotsky de Jean Van Heijenoort; La vraie vie des Français de J. Arbois et J. Schidlow; Le meunier d'Angibault de George Sand; Les lâches de J. Skvorecky; Les Français face au chômage de G. de Sairigné.

 Le petit soldat de paille par le Théâtre du Galion.

 Appel aux artistes pour la huitième fête de Lutte Ouvrière.

Page 22 :

— Films : Panique ; Les déracinés ; Betsy.

Page 23

 Aux Dossiers de l'écran : « A quel âge peut-on choisir son destin ? » a-t-on demandé aux cinquantenaires.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

— Dans les entreprises au lendemain du 2° tour

Nous avons recueilli quelques échos dans les entreprises, essentiellement dans la région parisienne, après le deuxième tour des élections. Au début de la semaine, les travailleurs étaient surtout sous le coup de la déception, à tel point même qu'il a parfois fallu attendre le mardi ou le mercredi pour que chacun sorte de son mutisme. A l'Alsthom Saint-Ouen, par exemple, le lundi, personne n'avait envie de discuter et tous travaillaient sans mot dire. Un vieil ouvrier démoralisé : « Je croyais voir la gauche au pouvoir cette fois-ci, mais je ne la verrai peut-être jamais. »

La déception atteignait tout particulièrement les militants et les sympathisants des partis de gauche.

A la CRAMIF, à Paris (19°), des électeurs communistes : « On va mettre des années à s'en remettre », et encore à la CRAMIF : « Regarde-les, le cadavre est à peine froid qu'ils se chamaillent à gauche. C'est indécent. Ils se paient notre tête ».

A la Thomson-CSF Levallois, des militants du Parti Communiste font une tête d'enterrement et ne discutent pas avec les travailleurs, à la CNAVTS dans le 19° arrondissement, c'est le mutisme complet du côté des militants communistes, et à General Motors à Gennevilliers, la plupart des militants du PCF étaient introuvables le lundi. A la CRAMIF les militants du PCF interviennent peu, si ce n'est pour lancer amèrement « On va demander l'autonomie de la Seine-Saint-Denis : là tout est rouge ». Au centre de Tri-PTT de Paris-Brune, les militants du PCF ne parlent à personne mais entre eux ils s'en prennent violemment « aux salauds du PS ». A la BNP Barbès, ils rejettent aussi la responsabilité de l'échec électoral sur le Parti Socialiste : « Les voix du PS ne se sont pas

partout reportées sur le PC, c'est de leur faute s'il y en a encore pour cinq ans des mêmes ». Les ouvriers proches du Parti Socialiste mettent eux en cause le Parti Communiste, comme aux Aciéries de Neuves-Maisons en Lorraine : «Il faudra un programme socialiste avec les radicaux : ça ira mieux ».

Les travailleurs, eux, rejettent souvent dos à dos les deux partis. Certes, il y en a quelques-uns qui mettent en cause les travailleurs eux-mêmes. Au Tri-PTT Paris-Brune : « Dire qu'il y en a qui sont comme nous et qui votent à droite ». A l'Alsthom aussi : « Décidément qu'est-ce qu'il faudra pour que les gens votent à gauche... Ils n'en ont pas assez bavé ». Mais le plus souvent, ils rendent les partis de gauche, parfois même en particulier le Parti Communiste, responsables de l'échec électoral. A l'Alsthom Saint-Ouen, de nombreux travailleurs pensent que c'est à cause du PC que tout a échoué : « Ils se sont foutus de nous ». A Rateau à La Courneuve, le Parti Communiste a été beaucoup critiqué sur l'ensemble de l'entreprise : « C'est la faute du PC, il n'a pas arrêté de taper dans la gueule du PS, c'est pas qu'il avait tort, mais il aurait dû attendre ». A Chausson Asnières, les deux partis sont rejetés dos à dos : « C'est de leur faute, ils n'avaient qu'à s'entendre ». A la BNP Barbès, certains expliquaient les résultats par la querelle PC-PS et le trucage électoral; à la RATP : « Ils se sont foutus de notre gueule. Ils se sont lancés dans des polémiques durant des mois et puis tout de suite après le premier tour, en l'espace de trois heures, ils se serrent la main et se sont mis d'accord; mais ils prennent des gens pour des c... La seule chose qui les intéresse c'est d'aller au gouverne-

Et finalement tout le monde discute politique. A la CRAMIF, des employés qu'on avait jamais entendus discuter politique commentent les résultats en critiquant la querelle de la gauche : « Moi d'habitude, je ne m'intéresse pas à la politique, mais là je voulais que la gauche passe. Pourtant, je ne suis pas pour les communistes. Maintenant, je commence à regarder ça de plus près. Bien sûr, la droite est repassée mais elle a eu drôlement chaud, pour elle, c'est le début de la décadence », ou encore « ils ont eu chaud à droite, ils vont être obligé de faire un peu de so-

Et si certains sous le coup de la démoralisation disent, comme à l'Alsthom Atlantique au Bourget : « La lutte c'est fini, après la claque qu'on a prise », d'autres pensent déjà à l'avenir et aux luttes qui sont inévitables. Au CHU de Nancy, des militantes CGT se sont vues interpelées : « Puisque la droite est ressortie, qu'est-ce que vous allez faire? Ce sera maintenant les grèves? Il ne reste plus que ca!». Aux Aciéries de Neuves-Maisons, à la CNAVTS, certains disent même qu'il faudrait un nouveau Mai 68. A la CGCT Vaugirard, les travailleurs disent tout de même que « il n'y aura pas de troisième tour avant quelques jours »! A la RATP : « C'est raté, il ne reste plus qu'à recommencer, mais pendant ce temps, la droite va nous plumer, il ne faudra pas se laisser faire », et à la BNP Barbès : « Il va y avoir des grèves, cela ne peut plus durer ainsi ». Et au PTT Archives, des filles sont venues se syndiquer en disant que « c'était le moment de ne pas se laisser faire ». A la Thomson CSF Levallois, des travailleurs ont avoué à nos camarades : « C'est vrai ce que vous dites de la gauche, de toute façon il aurait fallu se battre ».

François Duprat : les activités parallèles de l'extrême-droite

La mort de François Duprat, un des dirigeants de l'organisation d'extrême-droite, le Front National, a fait couler beaucoup d'encre. Les circonstances de l'explosion de sa voiture restent pour l'instant mystérieuses. La fable d'un attentat venant de l'extrême-gauche a fait long feu. D'autant que l'extrême-droite est assez riche aussi bien en assassins en puissance qu'en inimitiés et rivalités de toutes sortes, pour que l'attentat soit une affaire de famille.

Cette affaire n'aurait que fort peu d'intérêt si elle n'avait pas permis de lever un coin du voile sur la personnalité de ces hommes de l'extrême-droite. En effet, derrière le « théoricien », le « militant » dont ont parlé les journaux, il y avait en réalité un membre de la DST ou du moins un de ses indicateurs. D'après le journal Paris-Normandie (du groupe Hersant), Duprat travaillait pour la DST depuis 1968 sous le nom code d'Hudson, Il avait d'ailleurs droit à des privilèges tout particuliers pour un indicateur; en effet, son dossier portait la mention en cas d'exploitation du renseignement, veillez à la protection de

Si cela est vrai, cela n'a rien d'étonnant. Les complicités et les liens entre l'extrême-droite et la police sont nombreux et courants. Les hommes de main des groupuscules fascistes sont une main-d'œuvre idéa-le pour les affaires où la police ne

veut pas avoir l'air d'intervenir directement. Du « service d'ordre » de personnalités de droite à l'intervention contre les piquets de grève, les occasions de les utiliser ne manquent pas.

Même si pour l'instant, les dirigeants de l'appareil d'Etat préfèrent en général éviter d'utiliser ce type d'intervention, ils peuvent, dans d'autres circonstances politiques, leur laisser le champ libre et en tout cas, ils tiennent à garder à leur disposition ces groupes d'hommes de main prêts à tout.

Michel DECAEN

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je desire m'abonner aux publications suiva	antes (1):
LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : prix : 120 F pour une période de six mois : prix : 70 F	NOM :
LUTTE DE CLASSE	Prénom :
pour une période de un an : prix : 50 F (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)	
CEUX DU TECHNIQUE	Adresse :
pour un période de un an : prix : 10 F	
mensuel destiné aux élèves du technique et	
aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ou-	Code postal :
Ci-joint la somme totale de : francs	

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

Giscard questionne les syndicats et les partis de gauche

Il faut lui faire entendre la voix des travailleurs

I est certes rageant de voir tous ces hommes de droite exulter de joie parce que la gauche n'a pas remporté les élections. Il est rageant de les voir rengorgés et satisfaits, condescendants et sûrs d'eux-mêmes.

En face, l'Union de la gauche se disloque et, bien sûr, ceux qui comptaient le plus sur cela pour vraiment changer les choses sont profondément décus.

Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser démoraliser pour autant. En effet, si l'Union de la gauche avait remporté les élections, elle se serait peut-être disloquée de la même façon. Car ce ne sont pas les grands serments de fidélité jurés de part et d'autre qui pèsent bien lourd dans la balance quand d'autres intérêts sont en jeu. Que vaut la parole d'un Robert Fabre, que vaut celle d'un François Mitterrand ou même d'un Georges Marchais?

L'accord qui liait les trois partis était un simple accord électoral qui aurait probablement volé en éclats après les élections quels qu'aient été les résultats de celles-ci. A moins que la victoire de l'Union de la gauche ait en même temps consacré la victoire complète du Parti Socialiste sur ses alliés. Alors, seul Mitterrand aurait eu droit à la parole, le Parti Communiste lui-même n'y aurait eu aucun droit, et les travailleurs encore moins!

Et puis, surtout, les travailleurs doivent se dire que si c'est la promesse du SMIC à 2 400 F qui a fait perdre les élections aux partis de gauche, eh bien, c'est que les élections ne peuvent pas amener grand-chose. Pas même le SMIC à 2 400 F. Pas même la satisfaction d'une revendication aussi simple et vitale pour les travailleurs les plus pauvres. C'est qu'il y a plus de gens dans le pays qui craignent pour leurs privilèges que de travailleurs qui ont à gagner à l'augmentation du SMIC.

Alors, si, pour gagner les élections, il fallait que les partis de gauche abandonnent le seul engagement qu'ils avaient pris vis-à-vis des travailleurs afin de se rallier les voix de ceux qui sont hostiles aux augmentations de salaires, ça ne valait pas la peine qu'ils remportent les élections. S'il faut brader les

aspirations des plus pauvres, autant ne pas gagner sur ce terrain-là. Car des victoires remportées ainsi ne seraient pas des victoires pour les travailleurs.

Et d'ailleurs, c'est bien la même politique que celle qu'aurait menée l'Union de la gauche, avec le SMIC à 2 400 F en moins, que Giscard s'apprête à mener maintenant.

L'invitation de Mitterrand et de Marchais à l'Elysée en est d'ailleurs bien le symbole. Cela ne veut pas dire que cette politique sera favorable aux intérêts des travailleurs. Car les partis de l'Union de la gauche, eux, se préparaient à gouverner avec l'accord de Giscard. Aujourd'hui, c'est Giscard qui s'apprête à mener une politique acceptable pour Marchais et Mitterrand. Où est la différence pour les travailleurs?

La seule différence, c'est que le SMIC ne sera augmenté qu'à 2 000 ou 2 200 F et pas 2 400 F.

Mais cela, les travailleurs peuvent l'obtenir par la lutte. C'est à leur portée et ce doit être l'objectif des prochaines luttes : le SMIC à 2 400 F, la revalorisation de tous les salaires, retraites et pensions, bloqués par le plan Barre. C'est possible et Giscard le sait bien!

S'il reçoit aujourd'hui les dirigeants des partis de gauche et des organisations syndicales alors que les élections sont passées et qu'il les a remportées, c'est bien parce qu'il craint les réactions de la classe ouvrière. Il sait bien qu'il n'y a pas que les élections qui comptent et que les travailleurs ont d'autres moyens autrement plus efficaces de se faire entendre.

Alors nous ne savons pas ce que Giscard dira à Marchais et à Mitterrand, ni ce que Marchais et Mitterrand diront à Giscard, mais nous savons ce que la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs peuvent dire aux patrons, aux possédants, à toute la bourgeoisie.

Giscard parle d'ouverture, mais c'est une brèche qu'il faut faire dans leur système inique.

Et les travailleurs en ont la force sur le terrain qui est le leur, pas celui des élections mais celui de la lutte.

Arlette LAGUILLER

Après l'ouverture de Giscard :

Mitterrand, Fabre, Marchais répondent présents

« Cohabitation raisonnable », telle fut la formule d'ouverture lancée par Giscard en direction de l'opposition. Le mot et la chose indiquent la direction dans laquelle le président de la République entend engager sa majorité de droite.

Giscard a aussitôt donné une première illustration de sa politique d'ouverture en adressant une invitation officielle de rencontre aux trois dirigeants de l'opposition. Mitterrand, puis Fabre, et enfin Marchais l'ont acceptée.

Même ouverture en direction des dirigeants syndicaux qui ont déjà leur rendez-vous.

Outre ses convictions politiques personnelles, qui ne datent pas d'aujourd'hui, deux raisons peuvent pousser Giscard, après les élections, à donner à la droite au pouvoir une orientation plus souple, plus ouverte vers l'opposition.

La première, c'est que si la droite l'a emporté aux élections, elle l'a emporté de justesse. La majorité parlementaire de la droite, importante du fait du trucage légal de la loi électorale, ne peut faire oublier, aux yeux des hommes politiques responsables de la bourgeoisie, que la coalition de droite au pouvoir a tout de même été désavouée, sous une forme ou sous une autre, par la majorité de l'électorat. Dans ces conditions, don-

ner dans le triomphalisme arrogant n'est pas adapté à la situation.

Par ailleurs l'électorat de droite luimême a désavoué, dans une certaine mesure, le RPR qui menait sa campagne avec le langage de la droite musclée, autoritaire et sans concessions non seulement envers le PC, mais également envers le Parti Socialiste.

Que pourrait bien signifier cette politique « d'ouverture », à supposer que la droite chiraquienne laisse Giscard la mener ? Certainement pas une politique moins à droite, moins au détriment des intérêts des classes laborieuses. « L'ouverture » prônée par Giscard consisterait à gouverner à droite, mais en cherchant à obtenir, sous des formes diverses, la caution des appareils politiques de l'opposition et, aussi, des appareils syndicaux, en contrepartie d'avantages en postes ou en position.

Pour ce qui est de « l'ouverture » politique, la forme la plus achevée serait d'associer à la majorité, et éventuellement au gouvernement, une partie de l'opposition.

L'hypothèse est parfaitement envisageable — elle l'est de longue date par bien des commentateurs — et ce ne serait pas la première fois que le PS gouvernerait avec la droite. Dans l'immédiat, cela ne semble cependant pas l'hypothèse la plus vraisemblable, à la fois parce que Chirac ne donnera pas nécessairement à Giscard la marge suffisante pour aller jusque-là, mais aussi, parce que ce n'est pas nécessairement l'intérêt du Parti Socialiste, qui doit songer aux présidentielles, en gardant une certaine distance à l'égard du gouvernement.

Mais, sans cette solution extrême, l'ouverture pourrait consister à associer davantage l'opposition — ou une partie de l'opposition — aux décisions prises, lui donner davantage de places dans des commissions parlementaires régionales, la consulter régulièrement dans un cadre plus ou moins organisé, et, pourquoi pas, lui donner un statut officiel et un rôle dans la machinerie gouvernementale. L'exemple italien montre que l'imagination des hommes politiques peut être assez grande en la matière.

Le pendant social serait de prévoir une concertation plus organisée, plus régulière et plus codifiée avec les directions syndicales. En somme, « l'ouverture sociale » serait de tenter de faire ce que Marchais et Mitterrand auraient fait au gouvernement, c'est-à-dire associer, en contrepartie de quelques avantages, les appareils syndicaux à une politique anti-ouvrière.

La politique d'ouverture n'aura pas la même signification pour le PS — qui, lui, s'il le veut, aura sa place dans les combinaisons giscardiennes — que pour le

Si le PC, aguiché par l'espoir d'un « compromis historique » à la française, s'engage dans « l'ouverture » pratiquée par Giscard — Marchais a accepté au moins un premier pas — ce sera aux conditions de Giscard.

Giscard est en position de force : ou bien, pour tenter de profiter de l'ouverture giscardienne, le PC abandonne au plus vite le peu qu'il y avait de radical dans son langage en effectuant un nouveau tournant, cette fois nettement à droite, et se compromet pour une hypothétique contrepartie qui dépend de Giscard. Ou si le PC ne parvient pas à suivre le PS sur ce terrain, l'opération d'ouverture aurait au moins cet avantage pour la droite qu'elle isolerait le PCF et la CGT, ce qui est un des objectifs de la politique giscardienne.

Le PCF n'est d'ailleurs même pas entièrement maître du choix entre ces deux alternatives : il peut choisir de s'aplatir devant Giscard sans pour autant éviter l'isolement.

Georges KALDY

3

LA DROITE SORTANTE, MINORITAIRE DANS L'ÉLECTORAT, MAJORITAIRE AU PARLEMENT

Dans les 423 circonscriptions sur 491 où le siège restait à pourvoir au second tour, 1,2 % séparait seulement les résultats de la majorité sortante (50,49 % des votes), de ceux de l'Union de la gauche (49,29 %). Les règles truquées du jeu électoral étant ce qu'elles sont, cet écart s'est traduit par 195 députés pour l'Union de la gauche et 227 pour la majorité sortante.

Compte tenu des députés élus dès le premier tour, le bilan s'établit comme suit : la majorité de droite sortante qui au premier tour - là où les électeurs ont encore plus ou moins le choix entre candidats qui représentent un échantillon assez large de nuances dans l'opinion politique - n'avait recueilli que 46,44 % des votes, aura 291 députés, c'està-dire presque 60 % des sièges de la nouvelle Assemblée. Les partis de l'Union de la gauche qui, au premier tour, avaient obtenu 45,26 % des votes - et qui étaient soutenus par la plupart des organisations d'extrême-gauche ayant totalisé 3,33 % des voix - n'obtiendront que 200 sièges.

La gauche reste donc largement minoritaire au Parlement. Le Parti Socialiste et le Parti Communiste n'auront pas accédé au gouvernement, malgré leurs espoirs, et malgré les illusions qu'ils entretenaient à ce sujet comme au sujet de ce qu'ils seraient susceptibles de faire une fois au pouvoir - aux yeux des travailleurs. Cette fois-ci, qui devait être la bonne, ne l'est pas,et la gauche réformiste est repartie dans les spéculations sur les prochaines élections, les présidentielles de 1981. Le mécanisme électoral aura bien fonctionné, même dans le détail. La bourgeoisie qui de toute façon n'avait rien de fondamental à perdre dans ces élections, mais qui préfère tout de même la droite au gouvernement, et les partis de droite eux-mêmes, peuvent se ré-

INSUFFISANCE DE LA POUSSEE A GAUCHE, AGGRAVEE PAR UNE LOI ELECTORALE ANTI-DEMOCRATIQUE

L'échec électoral de la gauche a été largement amplifié par la



Quelques-unes des têtes pensantes du courant giscardien, principal bénéficiaire du rééquilibrage de la droite. (Rush)

loi électorale anti-démocratique : par ces découpages électoraux qui font qu'il fallait dans ces élections 43.121 voix en moyenne pour élire un député UDF, mais 70.028 pour élire un député du Parti Socialiste, sans parler de l'extrêmegauche qui avec 952.661 voix au total n'a pas un seul député. Par le mode de scrutin aussi, qui oblige au second tour de « reporter sa voix », qui contraint donc celui qui veut voter contre le candidat de la droite, de voter le cas échéant pour un candidat de gauche qui ne représente nullement ses opinions.

Mais au-delà de ces trucages légaux, il reste que le deuxième tour avait confirmé l'absence d'une poussée suffisamment importante en faveur de la gauche pour lui assurer une majorité parlementaire. Il apparaît même que les abstentionnistes du premier tour qui se sont déplacés au second, l'ont fait essentiellement en faveur de la droite. Cela semble avoir joué un rôle plus important que l'insuffisance de report de voix dans la gauche.

Mais il convient de rappeler qu'en tout état de cause, la gauche n'a jamais été majoritaire sur le plian électoral à deux exceptions près, et c'est bien un des aspects néfastes de la politique des grands partis réformis-

tes que de prétendre que les classes laborieuses doivent subordonner leur avenir à l'hypothétique déplacement de votes de quelques faibles pour-cent d'électeurs de droite...

La frange de l'électorat susceptible de changer de camp sur le plan électoral a finalement choisi de voter au centre, en votant pour ce qu'elle croyait la stabilité, avec une prime pour les candidats qui se réclamaient du président de la République. Le chantage au chaos et à l'effondrement économique de la majorité réactionnaire aura réussi auprès de cette frange de l'électorat. Mais l'Union de la gauche proposaitelle quelque chose susceptible de l'enthousiasmer?

A GAUCHE : UN PC PLUS REPRESENTE A LA CHAMBRE, MAIS PLUS ISOLE POLITIQUEMENT

Malgré son échec eu égard à ses espoirs, l'Union de la gauche, en progressant en voix, progresse aussi un peu en sièges. Le Parti Socialiste qui a réalisé l'essentiel des gains en voix de la gauche, n'augmente que peu le nombre de ses députés, en passant de 95 sièges à 104. Le Parti Communiste, qui a pourtant reculé en voix au premier tour, passe pourtant, par le jeu des désistements dans les endroits plutôt

favorables à la gauche, de 74 députés à 86. Les radicaux de gauche, eux, rétrogradent par contre de 13 députés à 10.

Le Parti Communiste aura donc, en un certain sens, tiré son épingle du jeu. Ses dirigeants soulignent volontiers que, depuis les élections de 1956, le Parti Communiste n'a jamais eu autant de députés. Consolation sans doute, mais maigre, car le PCF n'aurait pu monnayer ses députés que dans le cadre d'une Union de la gauche majoritaire. Et si, comme cela semble vraisemblable, le Parti Socialiste prend ses distances sous une forme ou sous une autre, à l'égard de l'alliance avec le Parti Communiste, celuici se retrouvera isolé sur le plan politique malgré la consolidation de sa position parlementaire. Pour participer pleinement au jeu parlementaire, le Parti Communiste est obligé d'en passer par le Parti Socialiste, alors que ce dernier peut participer à d'autres combinaisons. L'exemple de la Chambre élue en 1956 auquel se réfère le PC n'en est-il pas justement une bonne illustration?

A DROITE, LE REEQUILIBRAGE EN FAVEUR DES GISCARDIENS

A droite, le « rééquilibrage » entre le courant gaulliste et le courant giscardien, visible au

premier tour du point de vue du nombre des votes, s'est un peu accentué encore sur le plan de là représentation parlementaire. L'UDR avait en 1973 obtenu 183 sièges, et son successeur, le RPR, en avait conservé, en fin de législature, 169 sièges encore. Le RPR n'aura par contre que 153 députés dans la nouvelle Assemblée. S'il reste le principal groupe parlementaire, il est talonné par le groupe, il est vrai fort hétérogène, de l'UDF. L'UDF aura 137 députés, auxquels s'ajouteront peut-être les 6 députés élus sous l'étiquette « divers majorité présidentielle ». Les diverses composantes non-gaulnstes de la majorité sortante avaient au total 129 sièges dans la précédente Assemblée.

Giscand renforce donc sa position au sein de sa majorité parlementaire. Le renforcement concomitant de l'UDF et du PS lui ouvre par ailleurs des possibilités de tactique parlementaire plus grandes qu'au sein de la précédente Assemblée où, d'une pant, la majorité de sa majorité le contestait et où, en face de la majorité, l'opposition formait un bloc plus ou moins uni.

Cela dit, pourrait-il prendre d'un peu plus haut le RPR chiraquien ou s'engager à des opérations d'ouverture vers le Parti Socialiste? C'est déjà une autre affaire. Car les préoccupations des partis ne tournent pas seulement autour des cinq années de législature, mais aussi, autour des présidentielles dans trois ans. Bien qu'en moins bonne position qu'auparavant, Chirac, virtuellement candidat pour les présidentiielles, ne tient visiblement pas à faire sortir sa formation d'une position critique face à Giscard. Et le Parti Socialiste de son côté, quels que puissent être par ailleurs les attraits d'une éventuelle ouverture giscardienne pour des députés sevrés de possibilités ministérielles pour une nouvelle période de cinq ans, doit également songer aux présidentielles où ils auront bien un

Enfin, avec ses nouvelles données, le petit jeu parlementaire et électoral est reparti pour de bon.

Georges KALDY

"Rouge" à la recherche de l'Union de la gauche en perdition

« A l'idée d'avoir à affronter dès demain l'arrogance d'un patronat revanchard, et d'avoir à subir la politique d'austérité d'une majorité au pouvoir depuis vingt ans, des millions et des millions de travailleurs sentiront leur gorge et leur poing se serrer. Sentiment de révolte face à une défaite qui n'en est pas une, mais aussi sentiment confus d'avoir été trahis par cette longue querelle des directions réformistes qui aboutit à la division.

Sentiment de trahison? Le mot n'est pas trop fort. Il y a les trahisons franches et ouvertes, les trahisons à chaud en quelque sorte, d'un mouvement de grève générale comme en juin 1968, il y a aussi les trahisons rampantes et discrètes ». C'est en ces

termes que Daniel Bensaid, dans Rouge du lundi 20 mars, tire le bilan des résultats du second tour des élections législatives. Dans le même numéro, la première page est barrée par un titre qui résume cette analyse : « LE PRIX DE LA DIVISION ».

C'est à croire que les camarades de la LCR sont, au moment même où un certain nombre de ces signataires s'en écartent ouvertement, les seuls défenseurs de l'Union de la gauche.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'ignorer le caractère artificiel de la polémique engagée par le PCF, et de nier que les objectifs qu'il poursuivait n'avaient rien à voir avec les intérêts des travailleurs et des petites gens. Mais les reproches de la LCR ne se li-

mitent pas à ce seul aspect. Car, ou bien elle parle de l'unité des travailleurs en général, c'est-à-dire d'une unité abstraite, ou bien elle parle de l'union électorale des partis de gauche. Or, dans le contexte actuel, parler de division ou d'unité, c'est forévoquer l'alliance électorale entre le PC, le PS... et les Radicaux de Gauche puisque, selon la logique électorale, cette gauche ne pouvait remporter la majorité qu'en alliance avec ces derniers. En fait, la LCR pleure après l'Union de la gauche défunte.

Il n'est pas étonnant, à partir d'une telle démarche, qu'elle en soit, aujourd'hui. à parler de trahison en 1978 à l'égal de la trahison par les appareils de la grève générale de 1968. Ce qui signifie donc que la défaite ouvrière de 1968 équivaut selon la LCR à la défaite électorale d'aujourd'hui. En fait de trahison, si trahison il y a, elle se borne à la trahison des illusions électorales des travailleurs et des militants de gaucts, y compris et surtout semble-t-il de celles des dirigeants de la LCR, illusions dont les grands partis de gauche sont les principaux responsables.

De cette trahison-là, les travailleurs peuvent s'en remettre rapidement, sans trop de mal, s'ils comprennent que, de toute façon, les élections ne pouvaient changer leur sort, quelle qu'en ait été l'issue. Et c'est là qu'est le véritable problème. Celui justement que la LCR escamote. Car, lorsqu'elle parle de l'austérité que

maintenant les travailleurs devront encore subir, elle omet de rappeler que les travailleurs auraient sans doute subi la même politique d'austérité sous un gouvernement de gauche. En parlant aujourd'hui de défaite du mouvement ouvrier, elle laisse entendre qu'une victoire de l'Union de la gauche aurait été, en même temps, la victoire du mouvement ouvrier. C'est l'aboutissement d'une politique qui consistait hier à dire que la victoire de l'Union de la gauche constituait le tremplin nécessaire au développement des luttes et qui lui fait oujourd'hui adopter le ton de la

La démoralisation de la LCR est à la mesure de ses illu-

Jean-Pierre VIAL

ENTRE LA SOUPE ET LES ÉLECTIONS

La polémique entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, pour savoir lequel des deux par son attitude aurait provoqué la défaite de la gauche, a l'air d'être bien partie pour durer un bon bout de temps. Mais au-de-là de ce nouveau sujet de discorde, quelle peut être la politique de la gauche et, accessoirement, l'avenir de l'Union de la gauche dans la période qui vient?

Robert Fabre, constatant que l'alliance avec la gauche n'avait pas payé pour son mouvement, puisque celui-ci perd sièges et députés (et certainement aussi devant les avances non déguisées qu'une partie de la droite fait à la gauche non communiste) n'a pas mis plus d'une heure pour dire nettement qu'il remettait en cause programme et union. Les dirigeants socialistes l'ont fait avec plus de doigté, moins maladroitement dirait François Mitterrand, mais ils n'ont finalement pas dit autre chose dans les heures et les jours qui ont suivi le deuxième tour. En fait, ils n'avaient même pas attendu le deuxième tour, puisque Mauroy luimême quelques jours auparavant exprimait devant la presse étrangère sa conviction que le Parti Socialiste devait se débarrasser du carcan que constituerait le Programme commun avec le Parti Communiste.

Le premier résultat de la défaite électorale semble donc bien être la volonté de la gauche non communiste, radicaux et socialistes, de distendre ses liens avec le Parti Communiste. Elle a pour le faire le prétexte — mais a-telle besoin de prétexte? — de la polémique menée contre elle par le PC. Mais elle a surtout plusieurs bonnes raisons.

D'abord les élections étant passées et, faut-il le rappeler, l'Union de la gauche étant d'abord



Mitterrand seul. Mais où va-t-il donc? Vers Giscard?

(AFP)

et avant tout une alliance électorale, elle n'a pour l'instant guère d'objet. Au plus, elle pourrait reprendre un sens dans trois ans aux approches des élections présidentielles de 1981.

D'autre part, la situation sur le plan parlementaire et même gouvernemental reste ouverte. On prête à Giscard le projet de gouverner au centre, c'est-à-dire en s'appuyant sur une alliance entre les groupes qui forment aujourd'hui l'UDF et ceux des MRG et du Parti Socialiste. Les giscardiens, d'ailleurs, ont multiplié ces derniers jours les avances de ce côté. Il n'est pas dit que cela puisse se faire. Giscard et l'UDF ne sont pas totalement maîtres du jeu. Le RPR constitue encore un groupe suffisamment nombreux

au Parlement pour rendre difficile « l'ouverture ». Et si certains dans le MRG ou le Parti Socialiste doivent être diablement tentés par la perspective d'abandonner l'opposition et de recevoir tout de suite, sans attendre encore une hypothétique victoire électorale de la gauche, un portefeuille ministériel, cela n'est pas foncément l'intérêt de tous et du Parti Socialiste tout entier.

Ainsi, le deuxième tour des législatives n'était pas plutôt fini que déjà on s'est lancé dans la préparation des élections présidentielles de 1981. Il n'y a pas que le Parti Socialiste d'ailleurs. Le RPR a déjà fixé « le but à atteindre aux prochaines consultations nationales » : 30 % des électeurs. C'est une manière de

dire que Chirac entend bien être le candidat de toute la droite au deuxième tour des présidentielles. Les journalistes prêtent déjà au Parti Communiste l'intention arrêtée de présenter un candidat en 1981. Quant au Parti Socialiste, lui, il a déjà annoncé qu'il nommerait son candidat dès l'année prochaine. Dans cette perspective, quel est l'intérêt du PS? Participer à un gouvernement centriste sous l'égide de Giscard? Ou demeurer dans l'opposition? La réponse n'est pas évidente.

Mais même dans cette perspective des prochaines élections — et en laissant de côté l'éventualité d'une alliance gouvernementale avec les giscardiens — le Parti Socialiste a sans aucun doute, dans le contexte actuel,

en l'absence d'une poussée à gauche, intérêt à désserrer l'alliance avec le Parti Communiste. C'est en gagnant quelques électeurs au centre que Mitterrand - ou Rocard, ou un autre, car on dit qu'il y aurait déjà plusieurs postulants au poste de candidat du PS à la prépeut espérer gagner les quelques pourcent de voix qui ont manqué à la gauche cette fois-ci et qui seront nécessaires en 1981, tout à la fois pour distancer l'éventuel candidat du PC au premier tour et celui de la droite au second.

Bien des choses peuvent se passer dans les trois ans qui viennent, y compris des choses qui bouleversent les beaux calculs des états-majors et des politiciens de gauche et de droite.

Mais en l'état actuel il est certain que la politique du Parti Socialiste va être de couper ostensiblement l'essentiel des liens qu'il paraît avoir avec le Parti Communiste, ce que les dirigeants appellent cultiver son « autonomie ». L'alliance avec le PC lui a permis de devenir, électoralement, le premier parti de gauche. Son avenir électoral, sinon gouvernemental, demande que cette alliance soit, sinon liquidée, du moins réduite.

« L'Union de la gauche est morte », affirme toute la presse. En fait, elle n'avait vécu que pour les élections. Dans la mesure où il y aura d'autres élections, il n'est pas exclu, bien sûr, qu'elle ressuscite, sous une forme ou sous une autre. Mais les calculs qui président tant à sa disparition qu'à sa réapparition montrent en tout cas que cette union n'a rien, mais rien à voir avec la nécessaire unité des travailleurs dans la lutte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications ou pour changer la Jacques MORAND

La "division" une fausse explication de la défaite à laquelle ne croient pas les dirigeants socialistes eux-mêmes

Pour toute la gauche, sa défaite électorale est due à la querelle qui a opposé, les mois précédant les élections, le Parti Communiste au Parti Socialiste. C'est l'explication donnée par Mitterrand et ses amis. C'est celle à laquelle le Parti Communiste s'efforce de répondre chaque jour dans l'Humanité, en répétant que la division n'est pas le fait du Parti Communiste mais de ses partenaires dans l'Union de la gauche. La plupart des groupas dextrême-gaudhe eux-mêmes n'ont pas d'autre explication que la « division ».

Pas étonnant si, devant un tel concert, beaucoup de travailleurs, ceux qui ont voté à gauche justement, décus par les résultats, pensent eux aussi que la gauche a perdu « parce qu'ils se sont chamaillés ». Les préjugés sur l' « unité » sont en général bien forts. Gonflés de tous les côtés, comment ne pourraientils pas reprendre le dessus dans ces circonstances ?

Pourtant, l'explication sur la dynamique unitaire qui aurait été brisée par l'un ou l'autre n'est pas plus convaincante parce qu'elle est répétée par tous et partout.

Qu'a-t-il donc manqué à la gauche le 12 et le 19 mars?

Pas des électeurs qui avaient voté à gauche lors des élections précédentes. Il y a eu moins d'abstentionnistes que d'habitude dans une consultation de ce genre. Et la gauche a tout de même gagné quelques pour cent de nouveaux électeurs. On peut donc dire qu'il n'y a pas eu d'électeurs de gauche — ceux justement qui pouvaient être particulièrement touchés par la querelle entre les partis — qui ont laissé tomber à cause de cette querelle.

Tout au plus, au deuxième tour, la querelle est cause du fait que quelques reports de voix socialistes sur le candidat communiste ou même communistes sur le candidat socialiste ne se sont pas faits. Mais tout compte fait, ils ne sont peut-être pas si nombreux qu'on a bien voulu le dire. Ils ne sont en tout cas pas beaucoup plus nombreux qu'ils ne le sont d'habitude, car il est de règle, ou presque, que les reports

de voix ne se fassent pas complètement entre les deux partis. Et même si ces reports s'étaient faits au mieux, la gauche aurait gagné quelques sièges mais elle n'aurait tout de même pas emporté la majorité à l'Assemblée nationale.

En fait ce qui a manqué à la gauche pour l'emporter, c'est de convaincre quelques pour cent d'électeurs qui ont continué à voter à droite dès le premier tour ou en tout cas au second, de reporter cette fois leurs suffrages sur elle.

Ces électeurs ont finalement été plus sensibles aux arguments de la droite leur peignant l'arrivée de la gauche comme le chambardement économique et social, et les effrayant avec la perspective de ministres communistes. Mais comment peuton affirmer que ceux-là auraient voté à gauche si les partis de gauche ne s'étaient pas querellés? Mitterrand et Marchais auraient donné l'image de la plus parfaite unité que l'épouvantail d'un Programme commun désorganisant l'économie ou à plus forte raison celui de ministres communistes auraient quand même été brandis... et auraient été tout aussi convaincants sinon davantage

En fait, dans la mesure où il n'y avait pas de radicalisation dans le pays - c'est-à-dire dans la mesure où une fraction importante des électeurs de droite écœurés ou désespérés, n'étaient prêts cette fois à gauche - il n'y aurait eu qu'une manière pour la gauche de gagner peutêtre (et peut-être seulement car la gauche gagne rarement à se distinguer le moins possible de la droite) : c'est d'apparaître encore plus à droite, d'édulcorer encore les changements promis, de démontrer que le Parti Communiste ne compterait pas dans le futur gouvernement de gauche.

Ce n'est certainement pas nous qui reprocherons au Parti Communiste d'avoir querellé le Parti Socialiste pour que cela ne se produise pas.

Mais, au fond, à quoi tendent consciemment ou inconsciemment tous ceux qui se lamentent aujourd'hui sur la « division » ou « la dynamique unitaire brisée » ?

A imposer l'idée que ceux qui sont responsables du maintien de la droite au pouvoir, ce sont ceux qui osent mettre en question la politique et les dirigeants de la gauche. Et aussi à masquer cette donnée essentielle que les

tion la politique et les dirigeants de la gauche. Et aussi à masquer cette donnée essentielle que les élections sont un jeu truqué dans lequel, bien qu'une majorité de travailleurs votent régulièrement pour la gauche, il est quasi impossible pour celle-ci d'obtenir la majorité sauf à de très rares périodes exceptionnelles.

En tout cas, Mitterrand et le

Parti Socialiste ne croient même pas eux-mêmes à leurs explications sur la dynamique unitaire. La preuve, c'est que tous les dirigeants: Mauroy, Rocard, Mitterrand expliquent aujourd'hui que le Parti Socialiste doit reprendre beaucoup plus de liberté par rapport à l'Union de la gauche. N'est-ce pas, en clair, indiquer que dans le contexte actuel ce n'est pas du tout sur le mythe de l'unité qu'ils comptent pour arrondir le pourcentage des voix du PS aux prochaines élections?

Jacques MORAND

Tous les candidats sont



Grandes surfaces publicitaires pour grands portefeuilles.

égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres

Petites hypocrisies et grandes inégalités!

Pour qui se plonge dans l'austère lecture du Code électoral, il est évident que le législateur a fait preuve d'un louable souci de garantir des chances égales à tous les candidats. L'article L 51 de ce Code précise par exemple : « Pendant la durée de la période électorale, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l'autorité municipale pour l'apposition des affiches électorales. Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat. (...) Tout affichage relatif à l'élection (...) est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats ». Mais il suffit de regarder les murs et les panneaux d'affichage publicitaires pour voir qu'entre ce que prévoit la loi et la réalité, il y a un drôle de décalage!

De la même manière, il suffit de compter le nombre de pages publicitaires insérées durant la dernière campagne électorale, dans tous les grands journaux, par M. Marcel Dassault, désireux de faire connaître ses idées politiques et sociales, pour voir à quel point l'article 2 52-1 du Code électoral (« Pendant la durée de la campagne électorale, est également interdite l'utilisation, à des fins de propagande électorale, de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ») n'est qu'une hypocrite plaisanterie.

C'est que, si le texte de la loi est destiné à faire croire qu'il y a égalité entre les citoyens, les gens chargés de faire appliquer ces lois ont d'abord pour rôle de faire respecter la loi de l'argent... quitte, pour cela, à en oublier quelques autres.

D'ailleurs, aujourd'hui, l'hypocrisie la plus fondamentale réside dans le décalage qui existe entre une législation qui détaille par le menu l'utilisation des moyens de propagande qui étaient sans doute essentiels au siècle dernier, mais qui passe complètement sous silence le rôle des grands moyens audiovisuels, aujourd'hui essentiels.

Il y a bien une campagne « officielle » sur les ondes de la radio et de la télévision nationales (où l'égalité est fort loin d'être respectée, puisque chacune des quatre grandes formations, RPR, UDF, PS, PCF, y disposait de trois quarts d'heure chacune en moyenne, contre sept minutes aux « formations non représentées à l'Assemblée nationale », dont Lutte Ouvrière par exemple). Par contre, cette campagne officielle n'est rien à côté des heures d'antenne consacrées par les radios et les télévisions nationales et périphériques à la campagne électorale, et dont ont seuls bénéficié les grands partis institutionna-lisés.

Mais soyons juste, l'esprit d'égalité n'a pas partout perdu ses droits. C'est ainsi qu'au cours de cette campagne électorale, FR3 Auvergne a déclaré ne pas pouvoir rendre compte d'un meeting de Lutte Ouvrière à Clermont-Ferrand, auquel participait Arlette Laguiller, pour ne pas désavantager les autres candidats de la 4° circonscription du Puy-de-Dôme (circonscription dans laquelle notre camarade se présentait).

Enfin, du moment que tous les candidats disposent de panneaux de la même largeur, de quoi nous plaindrions-nous?

"Tout Français et toute Française ayant vingt-trois ans accomplis peuvent faire acte de candidature et être élus » affirme l'article L 44 du Code électoral. En fait, il serait plus honnête d'écrire « Tout Français et toute Française en ayant les moyens... » car, en ce domaine comme en bien d'autres, il y a loin entre la prétendue égalité de tous devant la loi et la réalité sociale.

Le citoyen désireux de faire acte de candidature doit en effet faire face à des frais importants, ne serait-ce que pour faire imprimer les documents électoraux prévus par la loi : builletins de vote, « professions de foi » (les circulaires que les préfectures envoient aux électeurs), affiches destinées aux panneaux officiels. Pour prendre un exemple concret, sur la base du tarif officiel fixé par la Préfecture, l'impression de ce matériel minimum revenait à plus de 8 800 F pour la 1re circonscription du Valde-Marne (circonscription mocomptant environ 80 000 électeurs inscrits) et à plus de 11 000 F pour la 8° circonscription du même département (circonscription plus importante, regroupant plus de 117 000 électeurs). Comme si cela ne suffisait pas, la loi oblige en outre chaque candidat à déposer un cautionnement de 1 000 F. Ce qui fait que, pour pouvoir faire acte de candidature, il faut être capable d'avancer une somme variant de 9 000 F à 12 000 F (un million deux cent mille anciens francs) et plus, selon l'importance de la circonscription. Bien sûr, ces frais sont remboursés aux candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Mais pour les représentants de courants minoritaires, par ailleurs presque totalement privés d'accès aux grands moyens d'information, ce chiffre est déjà bien difficile à atteindre. Et dans les faits, le remboursement n'intéresse que les grands partis institutionnalisés.

Pour ceux-là, d'aitleurs, les chiffres ci-dessus ne représentent qu'une infime partie

de leur budget électoral, surtout pour les partis de droite, largement subventionnés par les industriels et les banquiers, quand ce n'est pas directement par le budget de l'Etat. Et sans même aller chercher l'exemple des Dassault père et fils qui (l'un dans l'Oise et l'autre dans l'Essonne) ont fait toute leur campagne électorale chéquier en main (un chèque pour le curé de telle église, un chèque pour le maire de tel village - mais qu'estce que cela représente par rapport aux immenses bénéfices accumulés sur le dos des travailleurs!), le moindre candidat de droite a engagé plusieurs millions d'anciens francs dans sa campagne. Pour fixer un ordre de grandeur, le Canard enchaîné du 8 février publiait les tarifs de la firme Michel Bongrand, spécialiste en « marketing politique » (la firme qui conçut la campagne « souriez Gibbs » de Lecanuet aux élections présidentielles de 1965), qui proposait à ses clients trois types de budget de campagne : un budget « type A » de 68 825 F, pour ceux n'ayant que de modestes moyens; un budget « type B », plus consistant, de 130 802 F; et un budget « type C » de 224 519 F .ce chiffre n'étant pas un maximum et la même firme avançant un chiffre de 400 000 à 500 000 F pour le candidat réellement désireux d'atteindre à la notoriété.

En fait, si chaque travailleur français a bien le droit d'aller déposer un bulletin dans l'urne, les simples travailleurs, en tant qu'individus, sont complètement écartés de la possibilité de se présenter aux élections législatives, par le barrage de l'argent. Les seuls travailleurs candidats sont les représentants d'organisations ouvrières s'étant donné les moyens de surmonter cet obstacle.

Et en ce domaine, la force d'une organisation ne consiste pas seulement à pouvoir centraliser les maigres possibilités financières de milliers de militants et de sympathisants. Elle consiste aussi à obtenir, à coups d'initiatives et de dévouement, ce que d'autres obtiennent avec l'argent.

Les candidats de Lutte Ouvrière n'avaient pas besoin de faire appel aux services de colleurs d'affiches professionnels - et à l'occasion musclés - ni à aucun de ces mercenaires qui propagent des idées non pas par conviction mais pour de l'argent. Ils payaient de leur personne pour commencer, en collant leurs propres affiches, en diffusant leurs propres tracts et en faisant appel à ceux qui partageaient leurs idées. Tout cela a fait que, sur le plan humain comme sur le plan financier, la campagne des candidats de Lutte Ouvrière n'était pas comme les autres, pas comme celle des candidats des partis bourgeois. Ceux à qui notre campagne s'adressait le voyaient d'ailleurs, et cela nous a valu leur sympathie réelle et parfois active.

C'est pour cela que la campagne de Lutte Ouvrière (pour prendre l'exemple que nous connaissons le mieux) est revenue, par circonscription, à une somme bien inférieure aux chiffres concernant l'impression du matériel minimum légal cité ci-dessus. En effet, en recherchant le papier le moins cher (qui est malheureusement aussi celui de la plus mauvaise qualité), en uniformisant une grande partie de nos documents, en faisant largement appel pour certaines tâches non spécialisées à de la main-d'œuvre militante, grâce aussi à un certain nombre d'ouvriers imprimeurs ayant travaillé gratuitement pour l'impression de notre matériel, nous avons pu ramener nos dépenses moyennes par circonscription à un chiffre tournant autour de 5 000 F.

D'un côté, c'est un exploit. Mais d'un autre, compte tenu du fait que nous étions présents dans 470 circonscriptions, cette campagne représente pour notre mouvement un effort considérable. Un effort auquel des milliers de travailleurs ont participé par la souscription et auquel chacun peut encore participer...

François DUBURG

SOUSCRIPTION-

pour les candidatures de Lutte Ouvrière

Nous continuons à publier les résultats de la souscription que nous avons lancée auprès de tous ceux qui sympathisent avec nos idées. C'est grâce à ce soutien financier de nos camarades et amis que nous

avons pu présenter des candidats dans toutes les circonscriptions du pays.

Ille-et-Vilaine: Rennes: Collectif des habitués des réunions électorales à l'Hermitage (CHREH), 10,40 - Mère de famille retraitée, 100 - Soutien, 20 - Jean et A.-Marie Legros, 30 - Pour arrondir, 0,60 - André et Marie Paule, 100 - Ouvrière SAPITEX, 10 - Une sympathisante, 300 - Collégien, 10 - Collégien, 5 - Stagiaire, 80 - Stagiaire, 5 - Stagiaire, 5

Eure: Soutien meeting Bernay, 16 - Soutien meeting Broglie, 16 - Soutien meeting B. Achard, 10 - Michou B. Achard, 10 - Marie-Claude, B. Achard, 20 - Dominique, B. Achard, 10 - Mme Taron, B. Achard, 10 - Soutien meeting, B. Achard, 8,90 - On Apelliere, Boissiey, 61 - Totor, 20 - Lecomte Wallon G., Crédit Lyonnais, 20 - Michèle, Crédit Lyonnais, 10 - Jacquet G., Crédit Lyonnais, 20 - Patrice, 50 - Tahar, 10 - Claudine, 30 - Sympathisant lycée, 50 - Sympathisant lycée, 50 - Et sa mère, 50 - BT « pour la révolution », 5 plus 5, égal 10 - Argent trouvé, 1 - Ex-sympathisant LO, 5 - Yolande H., « sœur d'un militant », 10 - Lycéen fauché, 5.

Aisne: Anonyme, 20 - Anonyme, 10 - Anonyme, 5 - Un Laonnois, 10 - Soutien Montescourt, 1 - Marché de la Fère, 2 - Tergnier, 10 - Anonyme, Tergnier, 10 - Lambret Marcel, 5 - et Alice, Hirson, Bonard St-Michel, 10 - Nico, 30 - Travailleur d'Aral, 10 - Habitant du quartier Champagne, 6 - Anonyme, Laon, 11 - Habitante de Bruyère et Montbélia Montbérault, 5 - Bucy, 4,50 - Sissonnais sans arme, 10 - Idem, 10 - Anonyme, 5 - Anonyme, Vosges, 50 - Anonyme, 5 - Illisible, 10 - Habitant de Dommet, 10 - Anonyme, 4 - Anonyme, 17 - Anonyme, 10 - Ouvrier de Villas, 6 - Maire de Bellen, 10.

Habitant de la Ferté-Milon, 10 - Menuisier de la Ferté-Millon, 10 - Me Durand, Viry-en-Oncois, 10 - Habitante de Chézy, 36 - Decok, 6 - Uéry-en-Orxois, 50 - Anonyme (Crézancy), 6 - Maire de Vauxbuin, 10 - Habitant de Vauxbin, 1,50 - Sympathisant Autreville, 10 - Soutien de Vauxbin, 1,50 - Sympathisant Autreville, 10 - Soutien révolutionnaire La Fere, 4 Marché de Fargniers, 10 - Retraité de Tergnier, 10 - Retraité de Tergnier, 10 - Un retraité de Tergnier, 10 - Retraité Couy-le-Château, 10 - Carlier, Couy-le-Château, 10 - Soutien de Couy-le-Château, 10 - Me LF, Anizy-le-Château, 5 - Epicière Anizy, 10 - Soutien Pinon, 6 - Soutien Dawizy, 5 - Travailleur de Fresnoy, 10 - Travailleur de Fresnoy, 5 - Travailleur de Fresnoy, 5 - Travailleur handicapé, 10 - Château, 5 - Epicière Anizy, 10 - Soutien Dawizy, 5 - Travailleur de Fresnoy, 5 - Travailleur handicapé, 10 - Château, 5 - Epicière Anizy, 10 - Fédération de Beaurevoir, 5 - Le maire de Morcourt, 20 - Fédération Cornec St-Quentin, 10 - Prof Morcourt, 10 - Deux camarades socialistes espagnols, 5 - Travailleur de St-Quentin. 30 - R. Norrot, St-Quentin, 30 - Vilcoq, Moncourt, 10 -Anonyme, Foçommes, 10 - Anonyme et un retraité, 7 Anonyme Fontaine-Notre Dame, 10 - Un chômeur de St-Quentin, 11 - Anonyme, 5 - Me Oget, Fresnoy, 10 - Fersnoy, anonyme, 10 - Neuville St-Amand, 10 - Idem, 20 - Berne, St-Quentin, 10 - Pesteille-Gauchy, 10 - Deux travaileurs de la ville de Gauchy, 10 - Pasquier, St-Quentin, 10 - Retraité SNCF, Gauchy, 10 - Garagiste, 20 - Amical souvenir de Becquigny, 5 - Fontaine J, Béhain cheminot. 30 - Pluche J-L, câbleur, Bohain, 10 - Soutien Bohain, 5 - Soutien à Brancourt, 10 - A Flavigny, deux participants.
10 - Travailleur à Girese, 20 - Adjoint au maire à Crupilly Monfrons, 16 - Travailleur d'Hirons, 2,50 - Vendeuse de La Chapelle, 5 - Militant CGT de la Sopad à Boué, 10 - A Lerzyn, militants CFDT, 1,50, 1,50, 5 - Buironfosse, 5 -Sympathisant Vervins, 5 - Sympathisant Vervins, 2 - Sympathisant, 3 - Réunion Sains, Richaumont, un colleur d'afpainisant, 3 - Heunion Sains, Richaumont, un colleur d'affiches PS, 1 - Maître-nageur, 6 - Chômeur, 6 - Agriculteur, 6 - Ouvrier, 5 - Ouvrier, 6,50 - Etudiante, 6 - Mère de famille - Ouvrier O.J., 5 - J. Aniable, 10 - Des Herbagers de Rocquigny, 16,50 - Ouvrier retraité, 2 - Habitant de Wassigny, 1,70 - Un ouvrier spécialisé, 5 - Une enseignante, 5 - Une femme, 3 - Habitant de Chézy-en-Orxois, 50 - Dans la rue Termier, 5 50 - Dans la rue Tergnier, 5. Hte-Vienne: Bosc, 50 - Couple de Condat-sur-Vienne, 20 - Retraité Portes Ferrées, 2,60 - Le révolutionnaire

20 - Retraité Portes Ferrées, 2,60 - Le révolutionnaire d'Egoutiers, 50 - R. Fleytou, 20 - Sympathisant LCR, 10 - Purmenot, 15 - Jeune agriculteur d'Eymantiers, 9 - Ouvrier usine de St-Just, 10 - Réunion St-Just, 5 - Nedde, anonyme, 5 - Maire de Nedde, 10 - Jartoum, 5 - M. Jerry, 10 - Choulie, PTT, 10 - Michel Larmaround, 10 - Authieu F., 10 - Courty 5 - Pierrout, 10 - Grand Perée, 50 - Père Louis, 10 - Peynat, 10 - M. Lacord, 20 - Vialatoux, 10 - Pournade, 7 - Réunion Linards, 5 - Ouvrier Linards, 5.

Orne: E. Ollivier, infirmière, 50 - Infirmière nuit, 50 - Infirmière Nemo, 50 - Autre infirmière Nemo, 40 - Michèle, surveillante, 10 - Perrière G., 10 - Ripaux Argentan, 5 - Anonyme, Joué-en-Pain, 50 - Un anonyme de Montigny, 10 - Anonyme (journaux), 3 - Un boucher socialiste, 5 - Anonyme, 100 - Ouvrier, Luchaire, 7 - Anonyme, 2 - Instituteur, 4 - Judaler, illisible, 10 - Illisible, 10 - Un travailleur, 20 - Habitants Couterne, 9 + 16 - Dédé, 46 - Barbin Dominique, 10 - Réunion publique 10-3, 18.

Dominique, 10 - Réunion publique 10-3, 18.

Yonne: Employé, 30 - E.de St-Phalle, 200 - Soutien d'un travailleur, 10 - Soutien d'un travailleur, 10 - Borzdillat, 10 - Ménagère qui aime bien Arllette, 15 - Illisible, 15 - Anonyme, 10 - Ouvrier, 10 - M. Rovard, 50 - Ouvrier, Aubry, 10 - Femme d'accord avec vous, 100 - Travailleuse, 30 - En soutien à la Force Ouvrière, 20 - Mère de famille, 10 - Jean-Claude, 50 - Claire, 10 - Me Balsamini, 5 - Anonyme, sur Ancy, 10 - Martins M., 10 - Soliveau P., 10.

Anonyme, sur Ancy, 10 - Mantins M., 10 - Soliveau P., 10.

Somme: Ménagère, Montdidier, 20 - Participant à la réunion Rethonvilliers, 8 - Floch, 100 - Garagiste, 10 - Lelandais, 20 - Militant, 10 - Bajor R., 10 - Militant, Abbeville, 7 - Militant CGT, 10 - Habitant de Vignacourt, 10 -

Sympa PS, 5 - Habitant de Oisnart, 5 - Alain de Paix, 6 - Travailleur d'Airands, 5 - Beneto, 10 - Noëlle, 50 - Boutte, 10 - Mme Brulin, 7 - Mme Queval, 9,50 - Deux enfants, 200 - Marlène et Pierre, 10 - Leclercs K. J., 5 - Fleury J., 5 - Sympathisant, 5 - Invalide, St-Ouen, 5 - Bon B., St-Ouen, 5 - En sympathie, 1 - Bonne chance, J.D., 10 - Retraitée de Benaville, 1 - Soutien, 2 - Ouvrier chimie, Amiens, 30 - Anonyme, 1.

Eure-et-Loir : Ouvrier Noritube, Jouy, 10 - L.P., cheminot Chartres, 10 - Retraité invalide, Lucé, 10 - Anonyme, 1.250 - Michèle C., 30 - Bernard, 20 - Roger, 10 - Guinault, 50 - Alain, 5 - Illisible, 50 - Rakowski, 5 - JN-JF-AF, 5,20 - Illisible, 10 - Copain au copain pendant la réunion de Chartres, 10.

Indre: Agriculteur, 20 - Agriculteur, 30 - Réunion publique, Martizay, 16 - Duprat, Ponligny St-Cline, 20 - Acheteur LO, 9 - Pour arrondir, 5 - Yon J.-C., 10 - M.N. Debruyne G. Clauw, 10 - Metrade Pay, 20 - Bourden, 20 - Agriculteur, 20 - Habitant St-Benoit, 10 - Rispal, 10 - August AM 30

Vierzon : M. et Mme Aubrun, 50 - Retraités, 50 - Chesneau J., 100 - Delaigues AM, 30.

Loiret: Orléans: Chan Fock, 5 - M. Denis, 20 - Postier, 10 - Postier sympathisant, 10 - Postière, 6,50 - Postier, 5 - Voiuet, 7 - Sautet, 20 - Travailleur aux Halles, 2 - Femme à St-Jean-de-Braye, 10 - Nicole, CCP, 10 - Travailleur Chrysler, 6 - Enseignant et une employée, de Sully, 20 - Collègue PTT, 6 - Sympathisant, 40 - Ouvrier St-Gobain, 10 - Sympathisants Quelle, 800.

10 - Sympathisants Quelle, 800.
Indre-et-Loire: Claude Salmon, 7,5 - D. Martin, 10 Bertrand et Annick, 100 - M. et Mme Le Danic, 40 - Avec
le journal, 1,50.

Cher: Berthelot L., employé PTT, centre de tri, Bourges, 200 - Miguel Arlette, auxiliaire puéricultrice, 10 - Mme Maranson, auxiliaire puéricultrice, 10 - Klein E., aide-soignante, 10 - Anonyme, aide-soignante, 10 - Anonyme, aide-soignante, 10 - Aide-soignante, 20 - Mme Girard D., auxiliaire de puériculture, 10 - Maçon de l'hôpital, 10 - Sympathisante, 50 - Rafin, Bourges gare PTT, 10 - Johny, Bourges PTT, 10 - Maurice, Bourges PTT, 10 - Sympathisant, Bourges PTT, 5 - Jean-Claude, PTT Bourges PTT Gare, 50 - Deux employés PTT, 10 - Sardin, PTT, 5 - Simon, Bourges gare auxiliaire PTT, 130 - Joäl, manutentionnaire, 30 - Travailleur de l'Unelec, 20 - Pierre, 60 - Ami des candidats, 30 - Sur le marché de Vierzon, 20 - Eliane, 20 - Christine et Cacane, 100 - Deux retraités, 11 - Pierrot, 10 - Nick, 20 - Sachem, 20 - JCD, 10 - Marie-France, 10 - Sympathisant Mehin, 10 - Marché de Gragay postier parisien, 5 - Marché, 7 - Enseignant St-Sature, 50 - Anonyme, PTT, 30 - Un artisan Gracay, 15 - Mme Moreau, Gracay, 10 - Ouvrier forestier, St-Michel, 20 - Retraitée, 10 - Retraité sur le marché, 4,6 - Autre marché, 6 - Soutien, 6 - Vente supermarché, 12 - Soutien, 3 - Gars hôpital, 5 - Infirmière, 50 - Sympathisante hôpital, 50 - Collecte hôpital général, 48,60 - Soutien marché, 5 - Soutien LO, 12,50 - Employé hôpital sympathisant PC, 10 - Marché : un maçon, 6 - Collecte Michelin, 49,20 - Soutien, 9,50.

Saône-et-Loire : P. Durantin, 10 - Bandelu R., 20 - Dauze P., 10 - F. Delille, 30 - Theret, 30 - Illisible, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - M. Bondellu, 10 - Anonyme, 10 -Meillernd Dulut, 10 - Colin C, 10 - B, soudeur CL, 10 -Meillernd Dulut, 10 - Colin C, 10 - B, soudeur CL, 10 - Me Escalier, 20 - Anonyme Matain, 20 - Penot, Cluny, 10 - Me Singey, 10 - Reboux, 10 - Anonyme, Luguy, 10 - Des retraités Luguy, 10 - Plus, 5 - Un paysan, 10 - Anonyme, 20 - Me Plateret Conry, 10 - Me Petit, 10 - Sympathisant PS, 10 - Petit commerçant, 10 - R. Passot, 20 - France, 20 - Ouvrier St-Rémy, 10 - Anonyme, Montchanin, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 10 - Deux ouvriers Sennecey, 20 - Ouvrier de la ville, Montchanin, 10 - Retraité, 10 - Petit commerçant, 10 - Anonyme, Montchanin, 10 - Retraité, 15 - Ras l'bol Chagny nyme, Montchanin, 10 - Retraité, 15 - Ras l'bol, Chagny, commerçant, 25 - Deux anonymes PC, Chagny, 20 - Ouvrier, Finimetal, 10 - Sympathisant, 15 - Militant PS, 20 -Dame retraitée, 15 - Petit artisan, 10 - Ouvrier communauté urbaine, 10 - Ecologiste chômeur, 15 - Habitant d'Ulby, 2,10 - Marché de Creil, 12 - Habitant de Betz, 6 Femme CECA, 20 - Brenier, 10 - La plante, 10 - Etudiant, Dijon, 20 - Creusevaut, 12 - Pradine, éducateur, 20 Rabotte, éducateur, 20 - Idéal Standard, 10 - Mireille, 10 - Gesesta, 10 - Louis, 10 - Vuiglio, 10 - Thibault J-Jacques, 10 - Amis Autun, 15 - Meunier, 10 - Robert, 10 -Morlat, 10 - Lahain, 10 - Souffirant Joannes, 10 - Anonyme, 10 - Garde champêtre, 10 - Michel, 50 - Lucien, 10 - Sympathisant, 10 - Chetail M., 50 - Vidange 2 CV, 33 -Vieux mécontent, 10 - Delm Detin, 5 - Marie-Chaire, 30 -Guichard Alain, 20 - Bourdin Paray, 10 - Nadel F., 10 - Ouvrier, 5 - Jean, 20 - Sylvie, 5 - Catherine, 5 - Christine, 5 - Catherine, 5 - Rosellyne, 5 - Lycéenne, 19 - Anonyme, 5 - St-Martin-en-Bresse - Anonyme, 5 - Anonyme, 5 -Femme Kodak, 5 - Nicole Terrel, 5 - Anonyme, 5 - Mère de famille, 5 - Travailleur, 5 - Retraité, 5 - Travailleuse Jacquard, 5 - Travailleur, 5 - Anonyme, 5 - Jeune retraitée, 20 - Maître auxiliaire, 5 - Sympathisant, 10 - Ouvrier

Loire: D.R., St-Etienne, 1000 - Claude, Berry, 10 - Sympathisante, 10 - Réunion Retournac, 51,50 - Réunion St-Just Malmont, 10 - Francis Renaud et ses copains, 200 - Habitant du Puy, 6 - Habitant de St-Etienne, 10 - Habitant de St-Etienne, 10 - 3 × 8 d'APC.

Allier : Habitant de Varennes-sur-Allier, 50 - Ouvrier de

St-Yosse, 2 - Ouvrier de St-Yosse, 3.

Tronguet: Quilleres St-Robert, 10 - Boichiot Roger, 10. Blozat: Habitant, 1 - Habitant, 5 - Habitant, 5. St-Bonnet Français: Habitant, 10 - Habitant, 5 - Habitant, 5

Montlucon: Annie Mallocher, 40 - Garder la monnaie, 3 - Habitant de, 10 - Sympathisant Fonbouillant, 5. Moulins: Habitant de Lurcy-Reyis, 4,50 - Intérim sympa,

Doubs: Sympathisante PTT, 200 - Ouvrier Peugeot, 100 - Ouvrier Peugeot, 10 - Carrosserie - Antonio, ouvrier Peugeot carrosserie, 2 - Sangiovanni R, carrosserie Peugeot, 50 - Applica della della COT. geot, 50 - Ancien délégué CGT, carrosserie Peugeot, 5 -Sympathisant Peugeot, carrosserie, 20 - Militant CGT dé-légué Peugeot carosserie, 5 - Fernand, Peugeot carrosse-rie, 15 - Menesey, carrosserie Peugeot, 8 - Ouvrier Peu-geot carrosserie, 5 - Peugeot ouvrier carrosserie, 10 -Marc, ouvrier Peugeot carrosserie, 10 - Anonyme, 3 Maitre Josiane, ouvrier, 10 - Jean-Pierre, 10 - Cardot Nicole, ouvrière, 10 - Meunel Paul, 5 - Ouvrier carrosserie, lisible, 5 - Balizet, ouvrier carrosserie, 5 - Clérin, ouvrière, 10 - Grossard, 20 - Père de famille, 10 - Gely, 5 -Anonyme, 5 - Anonyme, 5 + 1 - Mère de famille - Soutien,, 9 - Anonyme, 5 - Boucard, 10 - Jean de Mont, 50 -Chambre de commerce, 10 - Me Olindo, 10 - Besançon Daniel, 20 - Anonyme, 5 - Anonyme, 10 - Quarrey C., 10 - Barthod P., 5 - Illisible, 5 - Couple, 20 - René, Furns, 5 -Soutien journal Pontanlier, 12 - Soutien journal Montbe-noit, 6 - Guinchard D, 10 - Anonyme, Villers-Lelac, 10 -Jean-Luc, Bourg-en-Bresse, 10 - Isabellle, Besançon, 100 - Me Gigandet, Marche, 10 - Me Demoly E, Marche, 10 -Alain, Marche, 10 - Me Demoly E, Marche, 10 - Alain, Marche, 10 - Jean-Marie, 100 - Anne-Marie, 43 - Yveline, 30 - Viviane et Marguerite, 30 - Courgey J, 5 - Danièle, 10 - Bob Pernin, 30 - M. Tsivre, 30 - Michel et Thérèse, 100 - Besançon - C. Goffinet, 50 - Kolly Jean-Luc, 50 - Genevièva, 6 - Leblanc, 20 - Ex-militant LCR, 10.

Jura: Gérant casino, 10 - Ouvrière de Thirode, 10
Enseignant Poligny, 40 - Cheminot de Mouchard, 10
Employé SNCF, 6 - Un minable, bonne chance, 8 - Employé de St-Ylie, 10 - Retraitée de Potigny, 5 - Cheminot de Dôle, 10 - Jeune travailleur de Dôle, 10 - Employé de banque de Dôle, 10 - Cheminot de Dôle, 5 -Me Grand-

Employé SNCF, 6 - Un minable, bonne chance, 8 - Employé de St-Ylie, 10 - Retraitée de Poligny, 5 - Cheminot de Dôle, 10 - Jeune travailleur de Dôle, 10 - Employé de banque de Dôle, 10 - Cheminot de Dôle, 5 - Me Grandmottet, 20 - Me Gordona, 5 - T. Chagnard, 30 - Paysan pour les femmes, 10 - M. Walger G, l'Aubépin, 10 - M. Perot, 10 - Plâtrier-peintre de Consance, 10 - Jeune travailleur désorienté, 15 - Ancien militaire révolté, 16 - Postier, 6 - Travailleuse de Morez, 10 - Patron de café, sympathisant communiste, 10 - Greppin Arlay, 20 - Fernez R, 10.

Vienne (Isère): Estressin, 50 - Gelas, 10 - Estressin, 5 - Retraité l'Eveque, 10 - Militant communiste, 5 - P. Eveque, 10 - Portugais, 10 - Benhet, 5 - Artisan, 10 - Sympathisant, 6 - Pt Eveque, 10 - Pt Eveque, 21 - Instituteur, 21 - Pt Eveque, 10 - Sympathisant, 10 - Pt Eveque, 10 - Pt Eveque, 5 - La Verpillère, tunisien, 10 - Me Rene, 10 - Communiste, 5 - Sympathisant, 25 - Sympathisant, 10 - Sympathisante, 10 - Anonyme, 6 - La Verpillère, anonyme, 35 - Bourgoin, 65 - Admiratrice d'Arlette, 10 - Syndicaliste, 30 - Militaire, 30 - Travailleuse, 10 - Quartier de l'Ille à Vienne, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme, 4 - Bourgoin, 5 - Anonyme, 2 - Anonyme, 6 - La Verpillère, 20.

Grenoble: Gonzalez, militant CGT, 10 - Travailleur, 15 - M. Graovac, 15 - Garnier Hôtal Haller, 10 - Institutrice, 10 - Petit commerçant, 20 - Mme Lettelier, 10 - Anonyme, 5 - Travailleur, 10 - Maire, 5,50 - Pour arrondir, soutien, 1 - Pour arrondir, soutien, 1 - Travailleur sidérurgie, 5 - Soutien, 20 - Marianne, 200 - Fisch, chômeur, 20 - Petite commerçante, 20 - Père de famille, 50 - Ouvrier, 20 - Travailleur, 20 - Révolutionnaire, 10 - Femme et son mari, 10 - Travailleur, 8 - Illisible, 10 - Mère de famille, 20 - Travailleuse de Pont, 10 - Passant, 3,50 - Chenevey, 20 - Paulo, 10 - 38 travailleurs Rhône-Poulenc (Pont-de-Olaix), 148,70 - Blohtante Jocelyne, 10 - Employé d'assurance, 200 - Réunion publique, 50 - Lecteur, 50 - Sympathisante, 15 - Christian, 10 - Sympathisant (Les Roches de Condrieu), 100 - Anonyme, 10 - La Côte-St-André, anonyme, Roybon, 42 - Annoevelin, 50.

Bretagne: Brest: Sympathisant, lycéen, 10 - Géographe de l'océan, 6 - Sympathisant, 2 - Soutien, 2 - Garler chauffeur, 2 - Sympathisante lycéenne, 180 - Enseignant de Kerhallet, 10 - Illisible, 10 - Lemailler Y., enseignant, ET Peniviève M., hôpital, 20 - Agent des PTT, 10 - Rhiz, chef de chantier dans les travaux publics en maladie, 20,50 - Benhamou, 10 - HLM, Lanbézellec, 6 - Animateurs, 10 - Retraité de la SNCF, 1.

Lycée agricole de Rennes: Brigitte, lycéenne, 2 - Isabelle, 3 - F. Clochard, Louazel, enseignant, 10 - Sympathisante, 7 - Compatissante, 10 - Une autre, 10 - Sympathisante (illétrée!), Gui, 10 - Guillon F., 10 - Fraval N., 10 - Gilbert, agent entretien, 7 - Petaut, 5 - Menant, 20 - Guerin, 10 - Guerin, 10 - Noahne, 5 - Menguy, 5 - Hamond, 10 - Menery, 3 - Livrey, 5 - Lamande, 5 - Herpe, 10 - Pelé, 5 - Le Tournel, 5 - Douffais, 5 - Delabrasse, 5 - Cacherel, 5 - Turquely, 3 - Henry, 10 - Pourcerel, 4 - Maitre-surveillante d'externat, 20 - Illisible, 10 - Rio, 5 - Ceehun, 5 - Illisible, 5 - Le Nebon, 5 - Illisible, 5 - Curcher, 5 - Eveillon, 5 - Turpin, 5 - Fercy, 5 - Megret, 5 - S., illisible, 5 - Employé de bureau 2 - Hervé, étudiant, 10

Oise: réunion publique, Bétisy, St-Martin, 50 - Idem, 15 Idem, 6 - Delique, ouvrier à DBA Beauvais, 26. Pas-de-Calais: lycéenne Marianne, 15 - Mère de famille

SOUSCRIPTION—

à Sains-en-Gohelle, 200 - Marie-Andrée à Courrière, 20. Collègue de travail, 50 - Collègue de travail, 100 - Collègue de travail, 20 - Collègue de travail, 10 - Collègue de travail, 10 - Anonyme, 20 - Collègue de travail, 10.

Haute-Savoie: D. Cambefort, 3,50 - F. Burnier, 5 - C. Matringes, 5 - M. Sabblayrolles, 6 - Anonyme, 4,50 - Artisan,

Oise : Retraitée FPP, 10 - Habitant de Verneuil St-Firmin, 2 - Lucien, CGT, 10 - Ouvrier de Chausson Montataire, 30 - Jeune de Creil, 36 - X., 8 - Marie-Jo, Compiègne, 50 - C. F., Senlis, 50 - Réunion publique Colombes, 7 - Un copain, 10 - Militant LCR, 5 - J.-Claude, 16 - Lubonne, 20 - Staub, 10 - Illisible, 5 - Gilliocq, 6 - Habitant de Chantilly, 10.

Vosges : Remiremont : Travailleuse des filatures Béchamp, 10 - Ouvrière, 10 - Ménagère, 5 - Travailleur Beumzer, 10 - Agriculteur Fresse, Moselle, 5 - Employée de bureau, 20 - Jeune de Vagney, 13 - Thillot, 1 - Fresse, Moselle, 10 - Travailleur de Ramonchamp, 5 - Travailleur immigré, 3 - Ramonchamp, 6 - Travailleuse Boussac, 6 -Retraité Rupt, 10 - Travailleur portugais, 1 - Alain, St-Maurice, 4,50 - Ouvrière St-Maurice, 10 - Cheminot St-Maurice, 10 - St-Maurice, 6 - Deux travailleurs St-Maurice, 20 - Dame de Rupt, 2 - Boileau, 10 - Ouvrier, 10 -Baur, surveillant, 6 - Meeting Remiremont, 57,

Neufchateau : Dompaire, 10 - Pignard, Mataincourt, 20 Josette, 10 - Lucie, 5 - Jean, 2 - Henry, 10 - Danièle, 5 - Soutien, 2.

Saint-Dié: Ouvrier vosgien, 20 - Un autre, 5,20 - Mme Davoux, Raon l'Etape, 10 - Liegey, 6 - Soutien 1.

Epinal: Ouvrier, 4 - Retraité, 5 - Jean-Claude, 6,50 - Fonctionnaires PS, 10 - Anonyme, 4,50 - Instituteur PS, 10 - Fonctionnaire, Chaunes, 10 - Mme Arfschneider, Chaunes, 6 - Mme Guy, 16 - Vincent, 9,50 - Voisin, 5 -Un flic, 1 - Mme Valentin, 1,80 - Gars Montefibre, 5 - Mme Gust, 1 - Mme Laurent, 1,50 - Opticien, 5 - Retraité, - Mme Lamboly, 5 - Mme Aubertin, 3 - Ménagère Bruyères, 4 - Costa Jacky, 4 - Maillefer, Lépanges, 10 - Létang, Lépanges, 1 - Rebuché, 20 - Mougin, 10 - Boudier, 10 - Ouvrier Boussac muté, 10 - Panickati, 10 -Tallet, 20.

Dordogne: Francis, 5 - S., 10 - Champeaux, 26 - R. Jalinié, 50 - Vanderborght, 10 - Audoin, 10 - Commerçant Junnilhac, 10 - Habitant Junnilhac, 10 - Habitant Junnil-

hac, 10 - Habitant de Nonhan, 5,50.

Savoie : Chambéry : Enseignante de St-Jean-de-Maurienne, 10 - Habitante de St-Jean, 10 - Collecte RPI, 245 - Instituteur en retraite, 20 - Patrick, dessinateur de presse, 50 - Soutien, 20 - Croibier-Gros-Claude, 40 - Deux instituteurs qui trouvent le candidat sympa, 20 - Soutien au Chatelard, 10 - N'Kil N'œil (Lescheraines), 20 - Sympathisant Chambéry, 6 - Sympathisant La Ravoire, 1 -Punk, 2 - Etudiant en architecture, 5,50 - Receveur PTT, 6 - Employé Ponts et Chaussées, 10 - Cadre Ugine Aciers, ex-OCT, 6 - Retraité enseignement, 20 - Menuisier, 10 - Maçon, 10 - Instituteur, 10 - Soutien, 1 - Militant CGT, 10 - Soutien, 10 - Réunion publique Chambéry, 12. Villefranche-sur-Saône : Joëlle, 50 - Bernard, 50 - Ménagère, 10 - Renée, comptable, 20 - Gérard, comptable,

Beaujeu (Rhône) : Vigneron, 10 - Anonyme, 5.

Drôme : Femme au foyer, Donzère, 10 - E. Roux, Dieulefit, 150 - N. Sautois, Lyon, 300 - E. Roux, Dieulefit, 90 -X., Montélimar, 10 - J. Pocel, 10 - C. Sautel, 30.
Ardèche : Aubenas : G. Brun, 4 - A. Griffon, 20 - G.
Vidal, 30 - X., 20 - Bruan, 10 - Ménagère, Pouzin, 3 -Ancien de St-Pierreville, 10 - Soutien, 3 - Soutien, 5.

Cruas: R. Bonan, 10.

Villefranche: Henry, 10 - Martinon, 10. Privas: Petit commerçant, 10 - Petit commerçant, 20 Mercey, 30 - Marginal, 10 - Socialiste, 20 - Deux jeunes,

13 - Nevers, 10. Satilleu : Hubert, 10 - Un maire, 3,50 - Michel, ouvrier, 12 - Espagnol naturalisé, 46 - Travaileur Caravelair, 16 -Un copain de travail, 10 - J.G., Privas, 40 - J. Bassinot, 10 - Collecte Caravelair (Tournon), 20 - Collecte Saviem (Annonay), 29,50 - Enseignant Tournon, 20 - Ganges-les-

Bouches-du-Rhône : Aix : Reynaud, 5 - Lorente, 5 - Carrillo, 10 - Pepito, 20 - Anonyme, 5 - Un passant, 46 -R.P. Peyrolles, 0,55 - Sympathisant LCR contre le sectarisme de LO, 10 - Sukermann, 100 - Anonyme, 10 - Bernard, 7,60 - Il n'a rien contre LO, 10 - Soutien d'un lycéen, 10 - Mère de famille, 10 - Toubib sympathisant, 10. Haute-Saône: Denis, 50 - Christian, 50 - Bernard, 100 - Nadia, 30.

Faverney: X., 11 - Berthe, 10 - Josette, 40 - Vitrey, 20 Port-sur-Saône, 30 - Gray-la-Ville, 10 - Autrey-les-Grey, 10 - Marnay, 10 - Valay, 6 - Resmes, 5 - X., 1 - X., 1 Fresnes-St-Mames, 2,20 - Demangevelle, 6 - Caret, Stmy, 6 - L. Sebille, 10 - H. Mange, 20 -Enseignant, 10 - Artisan, 10 - Jean-Claude, 10 - Réunion Vauvillers, 10 - Réunion Aillviller, 50 - M. Nguyen, 10 - R. Nguyen, 10 -Réunion Ste-Marie, 20 - Réunion Chassey, 3 - Bizouaird, 20 - R., 17 - M. Sczczodrowski, 5 - X., 10 - A. Brunet, 20 - C. Cailac, 20 - M. Sauget, 10 -Réunion Vesoul, 13. Peugeot, Sochaux: Josephe, 30 - Ben, 5 - Michel, 50 - Guy, 10 - Bernard, 50 - Marc, 50. Pyrénées-Orientales: Michèle, 100 - Copine des chè-

ques, 5 - Autre copine des chèques, 10 - Troisième copine des chèques, 5 - Youlot, 20 - Ginette, 10 - Delannoy, 5 - Lemaire, 5 - Homicheren, 10 - Moraleda, 10 -Lambert, 20 - Travailleuse de C4, 10 - Pommier, 5 - Betin, 5 - Santini, 10 - Travailleuse de C4, 2 - Messan, 10 -Pauline, 15 - Ruatti, 5 - Travailleuse de C4, 10 - Travailleuse de C4, 10 - Travailleur de C4, 10 - Lionardo N., 20 -Provenzan C., 10 - Andrieu, 10 - Rachek, 10 - Travailleuse de C4, 50 - Travailleuse de C4, Auclair, 30 - Ami Maston, 10 - Auclair, 5 - Travailleur de Toreilles, 10 - Travailleur d'Ossija, 100 - Retraite, 5 - Ouvrier de St-Estève, 9 -Passant, 2,30.

Tarn : Agriculteurs de Cadalen, 32 - Menuisier de Castelnau, 5 - Menuisier de Moutmiral, retraité de l'Isle, Tarn, 10 - Retraité de l'Isle, Tarn, 10 - Travailleurs immigrés, 4 - Retraité de Gaillac, 10 - Ouvrière de Gaillac, 10 - Retraité de Dourgme, 50 - Mme Ledoux et M. Garrigue, 21 - Hubert, Graulhet, 10 - Ressigues, Domper, 10 - Socialiste, 10 - Garde-Champêtre, 10 - Pour Arlette, 10 - Vrai socialiste, 10 - Couple de rapatriés, 100 - Bonne chance, 30 - Pour l'explosion de la droite, 10 - Rocache, Toulouse, 10 - Militant CGT, 10 - Socialiste, 10 - Agriculteur, Lavant, 10 - Maçon, Lavant, 10 - La Croix-Rouge, 15 -Employé hôpital de Lavant, 10 - Anglade, 10 - Justin, 10 Pour Arlette, 6 - Un paysan, 10 - Robert, 20 - Sympathisante, 10 - Sympathisant, 10 - Révolutionnaire, 20 - Rigaud, 15 - J. Averous, 20 - Habitante d'Albine, 10 - Mme Favré Elise, 20 - Roux, école de Lombers, 6 - Tayeastre, 20 - Détail, 50 - Réunion publique St-Rémy de P., 50, 10, 2 - Loulou, 150 - Sympathisant « Monnaie sur 10 F », 6 Sympathisant Marseille, 6 - Tico, 200 - Madeleine, 200 -Harylin, 50 - Maf, 50 - Colette, 20 - Françoise, 20. Gironde: Bordeaux: H. Berrout, 50 - J. Chotaignier,

25 - Cité Arago, 1 - Bât. D.E. 10, app. 150, Pessac, sympathisant, 5 - Anonyme, 6 - Anonyme, 10 - Sympathisant. 6 - Ecole Normale de Bordeaux, Labernede J., 20 - Ecole Normale de Bordeaux, Ovieve F., 20 - Ecole Normale de Bordeaux, Bourseau-Cavignav M., 40 - A. et H. Lestié, 100 - Un travailleur des PTT, Contras, 10 - L. Cavignac, BNP Paris, 60 - Joël, 10 - Jacques, 10 - Edouard, 10 - Mère de candidate, 60 - Beau-frere de candidate, 10 - Vircoulon, St-Fox, 100 - Foyer presque anarchiste, St-Fox, 5 -Ancien abonné, St-Fox, 100 - Titus, 2 - Pierre, 100 - Un camarade, 560 - Soutien anonyme, 58 - Conseiller Platier, 10 - Assistante sociale, 16 - Madeleine Bades, 10 - Ilisible, 10 - Illisible, 10 - Illisible, 10 - Cartigau F.P., 28 -Ronmat, 10 - Maire d'une commune, 26 - Travailleur St-Girons, 46 - Socialiste St-Girons, 6 - Ren Mugron, 8 - Ren Poutoux, 96 - Geneviève Peyreborade, 16 - Hen Peyrehorade, 10 - Re, St-Sever, 8,50 - LGSS, 10 - Ancien copain, 46 - Anonyme, 2,50 - Travailleur admirateur d'Arlette, 10 Retraité malheureux 5 - Maire non capitaliste, 5 - Retraité gemnaeur, 5 - Réunion Biscarosse, 20 - Landes Rouges, 36 - Un mao, 20.

Var : Verse, 10 - Habitant Toulon, 10 - Habitant Toulon, 10 - Habitante de la Malette, 10 - Habitant de Beaumieu,

5 - Habitant de Toulon, 6.

Comgora, employée mairie, 5 - Gay, 50 - Commerçant marché, 5 - Bazeilles, habitant du Morillon, 10 - ASG, hôpital Fonfré, 10.

Charente : Anonyme, Barbezieux, 10 - Anonyme, Cognac, 6 - Anonyme, Chateauneuf, 3 - Ouvrier Chaignand,

10 - Anonyme, RouiNac, 7 - Anonyme, La Couronne, 6 - Anonyme, Ransom, 40 - Maxime, 40 - P. et M., 500.

Meeting Angoulème: Hurtado Bernard, 50 - Canet, 100

- Carlos, 10 - Petite commerçante, 30 - Etudiante, 5 -Isabelle, 50 - Sympathisante, 10 - Massot, 50 - Demon-chaux, 10 - Garrand, 10 - Nadine, 10 - Jean-Pierre (Cardiff G.B.), 160,

Paris et la région parisienne : Pour les idées révolutionnaires, 50 - Un sympathisant, 5 - Sympathisant, 10 - Jean-Luc, Gennevilliers, 30 - Pierre, Gennevilliers, 6 - Georges, Gennevilliers, 10 - Jojo, Gennevilliers, 50 - Jaeger, Gennevilliers, 10 - Anonyme, Gennevilliers, 200 - 2° fois, Gennevilliers, 3 - Delormel, Hts-de-Seine, 20 -Un passant, au marché de Rueil Malmaison, Hts-de-Seine, 30 - M. Gabriel, Hts-de-Seine, 10 - Leroux et Béa, 10 -Th-CSF St-Denis, chef d'équipe, 10 - Un câbleur, Th-CSF, 10 - Th. CSF, 10 - Menras A., 50 - A., Charenton, 11 -

Karo, Val-de-Marne, 50 - Femme de la SKF, Val-de-Marne, 50 - I. et C. Conneradt, 50 - F. et H. Conneradt, 100 - S.A. (électricien), 10 - Denis, ménagère, 50 - Denis, Raoux, agent technique, 50 - Sympathisant LO, médecin, 2.500 - Trierweiller, ouvrier retraité, 50 - Sympathisant, 50 M. Sonnet, médecin, 200 - M.C., médecin, 10.000 - J.M. L., journaliste, 100 - Mme Th., agent hospitalier, 20 -Mme B. infirmière, 50 - Dreux, retraité, Paris-17, 2 - Anonyme, 2 - Anonyme, 2 - Une militante LO, AGF, 500 - Illisible, Montredon, 5 - M. Thomas, 1 - Anonyme, 20 - Nizet, 500 - Anonyme, 50 - Anonyme bis, 10 - A. Millet, 100 - Cheere G., 100 - Stobiena R., 50 - Gauchet, 10 - Marchaudon, 10 - Mazzini, 10 - Anonyme, 10 - Une copine, 20 - F. Grandjean, 20 - Sympathisant, 18 - Sympathisante, 20 - Syndiqué CFDT ANPE, 50 - Savigny, 10 - Anonyme, 10 nard, 20 - Anonyme, Epinay-Senad, 2,50 - Anonyme, 100 L.G., 200 - D.G., 100.

Nathan, 10 - Petit commerçant anonyme, 31 - Sympathisant, 10 - Réveillon, 100 - Anonyme, 50 - Anonyme, 10 -Anonyme, 10 - Illisible, 10 - Parane, 10 - Bigot J., 30 - Le Guernec, 10 - Mayol F., 20 - Anselme C., 20 - Gourret M.R., 10 - Besson M., 10 - Dobladis M., 10 - Esparlet,

20 - Rappalini M.Y., 20 - Cabaute M., 20 - Fraisse A., 10 Cleach, 20 - Sympathisant Cormeilles-en-Parisis, 20 Monnaie, Val-d'Oise, 6 - Lozano, Asnières, 15 - Verret,
 10 - Rouget, 6 - Ben-Hattab, 100 - Employé assurance Nord, 100 - Josette, 10 - Anonyme, 50 - Avec toute ma sympathie, bonne chance, 12,50 - Anonyme, 20 - Sympathisant, 50 - Employé, 10 - Ahmed Dadmouch, 2 - Le fond de porte-monnaie d'un militant PS, 1,50 - Anonyme, 10 on peu d'accord avec nous, 30 - Reste du canard, 6 Employé PTT, centre 4 employés PTT, 10 - Durand, 50 -Un féministe, 10 - Tridelon-Leroux, 6 - Simonet, 10 - Du-prilot, 10 - Employé EDF, Paris-15, 30 - Agent EDF, Paris-15, 20 - Employé EDF, Paris-15, 10 - Employé des PPP, Paris-15, 10 - Etudiant, 5 - Etudiant, 3 - A.D., 10 - Jean, 15 - Sympathisant, 200 - Christian, 50 - Femme de ménage près de la retraite, 6 - Etudiant travailleur africain, 6 - Sympathisant de la Ligue, 6 - Remolena, 10 - Ouvrier, 1.000 - Thomson St-Denis, lecteur régulier, 30 - Th. CSF St-Denis, dessinateur intérim sympathisant Rouge pas sectaire, 100 - Ingénieur, 100 - Alain, Hauts-de-Seine, 40 -Monique, Hauts-de-Seine, 20 - Réunion de Courbevoie, 10 - Réunion de Courbevoie, 10 - Copain, 20 - Rabineau, 10 - Une habitante de Levallois, 10 - Agathe A., 50 - Th-CSF Levallois, ajusteur, 20 - Th-CSF Levallois, peintre, 5 L. Roturier, retraité SNCF, 50 - Anonyme, Bondy, 100 -E. Roux, Dieulefit, 10.

Hôpital Haut-Leveque-Bordeaux : Aide-soignante, 50 -Alarson C., 10 - Anonyme, 50 - Aide-soignante, 15 - M.

CHU Clermont-Ferrand : Employée, 10 - Employée, 10 -Employée, 10 - Employée, 10 - Employée, 20 - Employé, 10 - Employé, 10.

AIA Clermont-Ferrand : Electricien, 10 - Electricien, 5 Electricien (remboursable en cas d'élection), 5 - Electronicien, 10 - Technicien, 5 - Electricien, 10 - Electricien, 10 - Electronicien, 5 - Electricien, 10 - Technicien, 10 - Electronicien, 5 - Electronicien, 5 - Electronicien, 6 -

Chaudronnier, 10 - Infirmière du CAC, 20 - Electricien, 10 - Sympathisant, 10 - Electricien, 12 - Electricien, 10 Electricien, 7 - OSDA, nettoyeur, 3 - Electricien, 5 - Electricien, 10 - Electricien, 5 - Ajusteur, 10 - Electricien, 30 Electricien, 10 - Bénévole, 5 - Bénévole, 2.

CHU Clermont-Ferrand : Marianne, 10 - Yvette, 10 -

Jean-Marc, 10 - Josiane, 20 - Alex, 10. Sécurité sociale Michelin, Clermont-Ferrand : Employée, 10 - Employée, 10 - Employée, 10.

General Motors-Gennevilliers : Mago, 10 - Deuxième

mago, 100 - Affuteur, 50. Dépôt SNCF Paris Sud-Ouest : Vitry Daniel, 150 - Petiot Pierre, 60 - André D., 50 - Douence J.J., 50 - Rebus,

50 - Deney H., 30 - Pansart D., 20 - Jazé G., 40 - Marin Y., 20 - Cheminot, 100 - Dumerain Ch., 36 - Barbe, 10 -Vilenave, 10 - Guy P., 25 - Tensi D., 20 - Boulanger, 20 - Gleizes A., 50 - Crispi, 50 - Vigouroux, 10 - Labelle, 10 - Genot, 10 - Leonard, 20 - Reignault, 50 - Verger, 20 - Delaitre, 20 - Lamic, 50 - Ponthieu, 100 - Dulin, 38 - Cantuel, 20 - Dutarde, 10 - Saunin, 10 - Chopat, 20. Saviem Limoges: Bénéteau M., 10 - Baron A., 5 - Tran-

rieuse, 5 - Peyrot M., 5 - Lapierre J.-C., 30 - Anonyme, 10 Bertignac M., 10.

Meurthe-et-Moselle: Toul: Sympathisant, 10 - Sympa-

Lunéville : S. Fabry, 10 - L. Fabry, 10 - Lycéenne, 50 -

Anonyme, 20 - Barbelin, 10 - Anonyme, 10 - Ouvrier Neuves-Maison, 10 - Ouvrier Neuves-Maisons, 10 - A. Cha-

Nancy: Travailleur des Grands Moulins, 5 - Porte-àporte Champigneulles, 35 - Habitante de Laneu, 10 -Velotte, 8 - Lacher, 100 - Deux habitants de Faulx, 10 -Porte-à-porte Essey, 19,50 - Bailly, 10 - Porte-à-porte La Chiennerie, 20 - Passant, 5 - Anonyme Tomblaine, 10 -Anonyme, 10 - Retraitée, 10 - Retraité, 10 - Anonyme, 10 - Anonyme CHU, 50 - Anonyme CHU, 20 - Copine Remiremont, 50 - Parents, 50 - Habitante cité Laxou, 10 - Habitant Pompey, 4,50 - Habitant Pompey, 5.

Moselle: Christine, 40. Sarthe: Trouve, 50 - Sylvie, 10 - Bataille, 100 - Rousseau, retraité PTT, 10 - Gagneux, St-Calais, 10 - Meeting Le Mans, 15 - Echivard, 5 - Une dame, 20 - Ouvrier handicapé, 10 - X., 10 - Y., 10 - Z., 10 - Deux ouvriers retraités, 20 - Vautrain, 5 - X., 2 - Deux habitants Loué, 5 -Sympathisant La Suze, 5 - Forain Allonnes, 5,50 - Coulans, Gée, 10 - La Missesse, 20,50 - Parcé, 15 - Sympathisant, 50 - Passant, 7 - Ancien qui sympathise, 11 - Annick et Serge, 10 - Sympathisante, 3 - Sympathisante, 5 - Sympathisant, 10 - Sympathisant, 6 - Sympathisant, 7,50

Francis d'Arnage, 10. Aisne : Electeur d'Etreux, 10 - La monnaie, 1 - Hirson, réunion, 11,50 - Iron, l'institutrice de la Verguelesse, 10 -A Proisy : réunion (reste de LO), 6 - A Etrécurpont : réunion (la monnaie sur LO), 4,50 - A Autreppes : réunion 12 - Au dépouillement à Hirson, 5,50 - Boitelet G., St-Michel, 5 - Un habitant d'Etreux, 2 - Femme au foyer, 5 -Monnaie non rendue, 3 - Demizaud, 10 - Perceval, 10 - Simon, 6 Soutien journal, 4 - Effroy, 30 - M. et Mme Risch, 10 - Pallu de la Barrier, 40 - Anonyme, 1 - Hamiggécourt, 200 - Essigny le Grand, 25 - Origny Hennebuisse, 20 -Petit commerçant, Dochez, Origny, 10 - Un concession-naire Renault!, 5 - Allant-Thenelles, 10 - Origny-Ste-Benoite, 4 - Sery-les-Mezières, 10 - Un pas d'accord, 10 - L'adjoint de Sery, 10 - Désabusé, Moy, 5 - Travailleur de chez Atall, 10 - Artisan de Chevresis Monceau, 5 - Chassemy, 5 - Bazoches, 10 - Bazoches, 10 - Bazoches, 10 -Braine, 2 - Sympathisant, anonyme, 200 - Chivnes-Val, 10 Laon Ardon, 5 - Tom, Paris, 16 - Travailleur de la cimenterie d'Origny, 5 - Anonyme, Origny, 10 - Prof de Ribe-mont, 10 - Pascal et deux copains, la Ferté, 30 - Anonyme, Chevresis, 20 - Michèle Yargui, 9 - Soutien marché Hirson, 12,50 - Sympathisant de Crecy-sur-Serre, 10 - Sympathisante de St-Gobain, 10 - Mareigner Jasky, 10 - Martin G., 10 - Gosset N., 10 - Gosset F., 10 - Chaval N., 10 -

Boulné D., 5 - Soutien La Fère, 10. Cher : Prof Sancergues, 10 - Sur le marché de Sancoins, 10 - Marché de Préverauge - Métayer adhérent au

PC depuis plus de 25 ans, 10.

R. Joly, 15 - Aux portes de l'imprimerie, Bussière-St-Amand, 21 - Travailleur de Rousseau-Boussac St-Amand, - E. Bellemand, 20 - J.-L. Perrot, 10 - Daniel M., 10,50 -F. Hay, 10 - J.-P. Jeurrier, 10 - Bellec Frères, 10 - Modollo, 10 - Soutien marché, 2 - Instituteur, 30 - Institutrice, 50 - Professeur, 50 - Instituteur, 50 - Militaire retraité, Vailly-sur-Sauldre, 10 - Aux portes d'Unélec, Vierzon, 15 - Sympathisant SNIA, 100 - M. et Mme Reuzé, 50 - Soutien, 3 - Travailleuse, 10 - Autre travailleuse, 6 - Sa fille, 4 - Encore une travailleuse, 20 - Copine, 20 - Copine, 100 - Julien (3 ans), 1,60 - Sympathisant, Rosières, 50 -Retraité. 6.

Deux-Sèvres : Réunion Brioux-Boutonne, 91 - Coupie sympathisants, Brioux, 37 - Soutien réunion Mazières, 6 - Godard A., 6 - Ouvrier Moulinais, 20 - J.-J. Rousseau, 10 - Sallob, 10 - Baranger, 10 - Sympathisante, 10 - Nor-

Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand : Habitant St-Paireain, Allier, 10 - Un ouvrier PTT et une chômeuse, 100 - Sympathisant, 30 - Assolent M., 50 - Capo, 40 - Carret, 10 -Prof sympathisante, 1.000 - Kadour, employé, 10 - Anonyme, 10 - Ouvrier Michelin, 10 - Geustarox J., 10 - Genestaux E., 10 - Illisible, 10 - Illisible, 20 - A. Peuliere, 40 - Enseignant, 100 - Albert, 50 - Jean Pascal, 50 - Massoubre, éducateur, 50 - Employé Michelin, 50 - Pour ma copine, 10 - Sabatier, G., 10 - M. X., 20 - M. Fouraux G., 10 - Deux EL, 4 - Soldat contre le service, 100 - Auxiliaire de bureau, 6 - Aurillacois, 6 - Pons D., 50 - Lebovics P., 10 - Professeur, 20 - Chastel, 20 - P. ASH, Hôtel-Dieu, 20 - Michèle, infirmière Hôtel-Dieu, 30.

Par manque de place, l'ensemble de la souscription n'a pu être publié cette semaine. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. Les listes non publiées le seront la semaine prochaine.

Total: 49.394,65 F.

Total publié à ce jour : 558.620,96 F. Total de la souscription à ce jour : 585.865,46 F.

LES ÉLECTIONS AUX ANTILLES

Dans son dernier numéro, Combat Ouvrier qui — rappelons-le — a présenté des candidats dans les trois circonscriptions de la Guadeloupe et dans les trois circonscriptions de la Martinique, analyse les résultats des élections aux Antilles.

En Guadeloupe, la gauche a subi un échec électoral puisque ses deux députés, un communiste et un socialiste, ont perdu leur siège au profit de la droite. Aux Abymes, le candidat RPR est élu avec 51,6 % des voix et à Pointe-à-Pitre, avec plus de 60 %. Ce sont donc maintenant trois députés gaullistes qui sont élus en Guadeloupe.

En Martinique, la gauche perd également des voix au profit de la droite sauf dans la circonscription de Césaire à Fort-de-France.

« La campagne de la droite : effrayer la population par le mensonge, la calomnie et les vils arguments »

Dans l'article ainsi intitulé, Combat Ouvrier explique :

« Qui dit élections dit dés pipés à l'avance. Et cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les Antilles. En effet, les candidats de la majorité RPR et autre UDF ont bénéficié de moyens de propagande exceptionnels.

A commencer par le journal France-Antilles du magnat de la presse Hersant. Ce quotidien, le seul de la Guadeloupe s'est livré, bien avant l'ouverture de la campagne légale à une propagande effrénée, ne reculant devant aucun procédé pour défendre les candidats de la majorité RPR et UDF. Et cela a duré jusqu'au soir du 11 mars. Des pages supplémentaires et spéciales, avec force photos à l'appui, ont vite convaincu bien des lecteurs mal informés de voter pour les candidats de la droite.

A cela s'ajoutent les moyens financiers considérables qui ont été mis à la disposition des Guillod, Maximin et Moustache. Des tee-shirt distribués par milliers, des casquettes, sans compter les sommes considérables dépensées à l'achat des voix. On le voit, de tels moyens financiers ne sont pas à la portée de n'importe qui. C'est dire que dans ces élections les candidats de la droite ont re-

cu sans difficultés l'appui des plus gros capitalistes de Guadeloupe : les Audebert, Max Martin et autres Viviés.

Et pour couronner le tout, le thème choisi par la droite pour faire sa campagne : les mensonges les plus grossiers, faisant appel aux sentiments les plus rétrogrades de la population, le chantage à la misère, à la perte de la Sécurité sociale, des allocations familiales, de la retraite des vieux, etc. »



Aimé Césaire, leader du Parti Progressiste Martiniquais, vient d'être

La gauche antillaise n'a rien opposé aux mensonges de la droite

Mais face à cela, les partis de gauche n'ont pas eu d'arguments à opposer même sur le terrain électoral auquel ils se sont toujours cantonnés. Et comme le remarque Combat Ouvrier dans un autre article, si les Partis Communistes guadeloupéen et martiniquais ont mené toute leur campagne sur le thème de l'autonomie (ce qui est exception car ils évitaient jusque-là d'aborder le thème dans les consultations électorales), ils se sont contentés de brandir cefte phrase vide sans surtout chercher à lui donner un contenu précis et concret répondant aux aspirations

les plus urgentes des travailleurs antillais!

« La gauche antillaise n'a rien proposé qui puisse faire rentrer dans la gorge des politiciens de la droite leurs mensonges. Ceuxci ont pu impunément prétendre que l'autonomie signifie la fin même des avantages sociaux qui existaient déjà. Pourquoi, lors de leur campagne, les PC et PS antillais n'ont-ils pas pu annoncer que les travailleurs des Antilles bénéficieraient immédiatement du SMIG à 2.400 F, des allocations chômage, et autres lois sociales en vigueur en France ? Pourquoi n'ont-ils pu prendre d'engagement sur ce terrain, ce qui eût été la meilleure façon de contrebalancer les arguments de la droite? Eh bien, il faut croire que les partis de Marchais et de Mitterrand ont, eux, refusé de s'engager à accorder l'égalité des lois sociales aux Antilles et en France en cas de venue de l'Union de la gauche au gouvernement.

Eh bien sûr, entre la notion abstraite, vide de signification, de l'autodétermination présentée par la gauche antillaise, et les craintes fallacieuses suscitées par la droite bien des électeurs, même parmi les électeurs populaires, ont choisi la droite. »

Les résultats en Martinique

Après comme avant les élections, les travailleurs antillais ne peuvent compter que sur leurs luttes pour changer leur sort.

Enfin, Combat Ouvrier sous le titre : « Martinique : progression de la droite et du PPM, recul du PCM », analyse de la façon suivante les résultats en Martinique :

« Les élections législatives viennent d'avoir lieu et ce qui frappe à première vue, c'est la réélection facile des deux députés de droite dans le Nord et le Sud. En effet, Petit, au Nord est réélu avec plus de 80 % des suffrages exprimés et Sablé dans le Sud avec plus de 70 % des suffrages.

Au total en Martinique, la droite progresse de 10.000 suffrages par rapport à 1973, passant de 54.000 à 64.000 suffrages, soit au total 63 % des voix.

La gauche autonomiste, elle, reste stable en voix avec 35.000 suffrages, mais recule en pourcentage, car elle passe de 40 à 35 %. A l'intérieur de ce camp, cependant des changements sont à observer. Le PPM à lui seul gagne 5.000 voix, tandis que le PCM en perd 3.000. Quant aux socialistes, ils font avec deux candidats le même score qu'en 1973 avec un seul.

Donc à gauche, seul le PPM sort vainqueur et Césaire a eu sa réélection la plus facile depuis 1967. Le PPM apparaît donc électoralement comme le principal parti de la gauche autonomiste.

Les élections voient donc essentiellement une défaite électorale du PCM et de la Fédération Socialiste de la Martinique. En effet ces partis sont battus par les candidats de droite dans toutes les communes, même celles qu'ils gèrent comme Morne-Rouge ou Le François.

Les raisons de la victoire de

la droite sont claires : il y a eu tout d'abord l'énorme propagande faite par la droite contre l'autonomie et l'indépendance qui conduiraient selon Petit et Sablé la Martinique à la misère.

Dans cette besogne, France-Antilles, Carib-Hebdo et Radio Caraïbe internationale s'illustrèrent particulièrement.

Les pressions particulières sur l'électorat ont eu lieu : distribution d'argent, utilisation des services municipaux en faveur de la droite.

Mais l'une des grandes raisons du recul électoral du PCM et de la FSM, c'est que leurs dirigeants apparaissent de moins en moins comme des lutteurs capables de mener les travailleurs à la victoire ou au moins de leur apporter des avantages substantiels. PCM et FSM apparaissent de moins en moins comme des partis liés à la masse des travailleurs et prêts à les aider à résoudre leurs problémes. (...) Cependant, les travailleurs auraient tort de tirer comme conclusion que la situation est plus difficile pour eux parce que la gauche a été battue. Deux députés de droite n'ont pas empêché les travailleurs de toutes les corporations d'entrer en lutte entre 1973 et 1978. Bien souvent les travailleurs ont fait reculer les patrons et l'Etat colonial dans ces luttes. Inversement, Césaire, député depuis trente-deux ans n'a jamais résolu les problèmes des travailleurs à leur place. Cela montre bien que le chemin du véritable changement passe ailleurs que dans l'urne : ce chemin, c'est celui que désertent de plus en plus les dirigeants du PCM ce qui leur a valu entre autres une série de revers électoraux. C'est celui de la lutte et de l'organisation des travailleurs. »

TCHAD: L'impérialisme français prêt à tirer les marrons du cessez-le-feu

Des négociations doivent s'ouvrir avec des représentants du gouvernement tchadien, des membres du Frolinat et des délégués de la Libye.

Cela fait une douzaine d'années que le Frolinat organise la lutte des rebelles du nord et de l'est qui s'opposent au gouvernement tchadien en pla-

La rébellion a démarré en 1965 lorsque des éleveurs et des agriculteurs se sont soulevés contre des collecteurs d'impôt. Rapidement, le mouvement s'est étendu aux populations vivant au Sahel et dans les zones subdésertiques et désertiques. Regroupant des populations encore plus misérables et défavorisées que dans le reste du pays, l'insurrection s'est transformée en guerre civile. Malgré l'envoi de corps expéditionnaires français, le gouvernement du sinistre Tombalbaye puis celui du général Malloum ont été impuissants à écraser la rébellion.

Dans sa lutte contre le gouvernement tchadien, le Frolinat était soutenu par la Libye qui

lui fournissait des armes et lui permettait de traverser son territoire. Ce soutien n'était dû qu'à des raisons tactiques car la Libye convoitait depuis longtemps une partie du Tchad et en occupait même militairement le nord où l'on aurait trouvé de l'uranium.

Il semble que le général Malloum soit désormais prêt à faire des concessions territoriales. Il espère ainsi, et cela a de fortes chances de se réaliser, amener le gouvernement libyen à cesser tout appui aux insurgés.

La négociation nous dira si cette hypothèse se confirme. Ce qui semble sûr par contre, c'est que la présence du Frolinat à cette réunion est due aux pressions qu'a exercées la Libye sur lui. Que le nouveau dirigeant du Frolinat, le chef de tribu Goukouni, possède des sentiments pro-libyens très marqués a été certainement pour beaucoup dans l'acceptation du Frolinat de s'asseoir à la même table que les représentants du gouvernement tchadien.

Mais cette négociation si



Les rebelles toubous se laisseront-ils désarmer?

toutefois elle aboutit sera-t-elle suffisante pour que cesse la révolte ?

Rien n'est moins certain car ce n'est pas un accord entre gouvernements qui pourra décourager une population qui a su résister à l'armée française. Ce n'est pas cet accord

non plus qui effacera la misère et qui rendra moins dictatorial le régime du général Malloum qui ne supporte pas la moindre liberté, même religieuse. Même si la révolte était écrasée ou désarmée pour un temps, il y a fort à parier que cela ne serait que provisoire.

En fait, le seul bénéficiaire de cet accord, si accord il y a, sera l'impérialisme français qui possède d'importants intérêts financiers tant au Tchad qu'en Libye, en particulier au nord du premier, la région la plus troublée.

Joëlle GERARD.

GUINÉE :

les États voisins : un accord contre les populations

« La Guinée, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire sont convenus d'enterrer leurs vieilles querelles et de développer leur coopération », tels sont les termes par lesquels a été annoncée la réconciliation des régimes du Togo, du Liberia, de la Gambie, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire avec la Guinée qui, depuis vingt ans, avait rompu toute relation avec ses voisins. Cet accord n'a toutefois rien de bien surprenant, il est même tout à fait dans l'ordre des choses tant les régimes politiques, les dictatures des uns et des autres, de la Guinée comme de ses voisins, se ressemblent.

Si Sékou Touré a pu se prévaloir d'être le seul leader africain ayant su dire « non » à De Gaulle 1958 sur le maintien dans l'Union française des anciennes colonies africaines, son régime n'en a pas moins pris très vite des allures de dictature. Et l'auréole de popularité dont il a bénéficié alors, non seulement en Guinée où elle fut à la mesure des aspirations de la population à l'indépendance, mais aux yeux de toute l'opinion africaine, sans parler de ceux qui allèrent jusqu'à voir en lui le promoteur d'un nouveau socialisme « à la guinéenne », n'a cependant masqué que peu de temps l'impasse nationaliste dans laquelle s'engageait le pays. Malgré sa rupture politique avec la France, le régime n'a jamais quitté le giron de l'impérialisme. Il a cherché et dans une certaine mesure trouvé, auprès de l'impérialisme américain des appuis. Mais les bénéfices de la principale richesse du pays, la bauxite, viennent enrichir les grands trusts américains ainsi que Péchiney, associés au sein de la société minière FRIAS. La population guinéenne, elle, continue à vivre dans un dénuement à peu près total : le revenu par habitant est l'un des plus faibles d'Afrique.

Sur le plan politique, c'est au prix d'une dictature féroce, d'une police omniprésente, d'une chasse systématique aux opposants, que Sékou Touré se maintient à la tête du pays et du parti unique, abusivement dénommé Parti Démocratique de Guinée. Et les appuis et les complicités ne lui ont jamais manqué pour mener à bien sa répression : avant même la réconciliation officielle d'aujourd'hui, ceux qui fuyaient la Guinée afin d'échapper aux geôles de Sékou Touré n'étaient pas en sécurité sur le territoire des pays voisins. Et le gouvernement français lui-même n'a pas été en reste quand il a interdit dernièrement la publication en France du livre Prisons d'Afrique de l'opposant guinéen Jean-Paul Alata.

Aussi, cet accord signé le 18 mars entre Sékou Touré et ses compères Senghor, Houphouët-Boigny, Tolbert, Jawara ou Eyadema se résoud à un simple resserrement des liens entre dictateurs pour mieux opprimer leurs populations, sous la tutelle del'impérialisme français, prêt, et il l'a montré au Tchad et en Mauritanie, voire au Zaïre, à servir de recours aux dictateurs menacés par les peuples qu'ils oppriment.

Lucienne PLAIN

RHODÉSIE : Les retrouvailles avec Déclarations hypocrites et sans lendemain

Dix-sept jours après l'accord intervenu entre lan Smith, le chef du gouvernement raciste blanc de Rhodésie, et trois dirigeants nationalistes noirs de tendance modérée, le gouvernement de transition se met en place. Une première réunion du Comité exécutif regroupant les quatre signataires de l'accord, l'évêque Murorewa, le pasteur Sithole, le sénateur Chinian et lan Smith a eu lieu mardi 21 mars, pour déterminer la composition du gouvernement de transition; à chacun des neuf ministères, un ministre blanc et un ministre africain doivent être associés. Et ce gouvernement aura la charge de préparer des élections au suffrage universel pour décembre prochain.

Voici donc lan Smith, le chef des racistes blancs, le chef de ceux qui, par tous les moyens, au prix d'une répression féroce, ont maintenu jusqu'à présent leur

dictature contre l'immense majorité de la population noire, amené à quelques concessions, au moins de langage, puisqu'il promet un régime démocratique pour les Noirs et même l'égalité entre les Noirs et les Blancs. En fait, derrière ces concessions en parole, lan Smith s'accroche. Il a prévu de rester Premier ministre du futur gouvernement, et l'Assemblée législative actuelle dominée par la minorité blanche resterait elle aussi en place, pour légiférer sur les décisions du gouvernement transitoire. C'est dire les limites des transformations proposées par les dirigeants blancs rhodésiens.

En fait, c'est contraint et forcé par la lutte des nationalistes africains que lan Smith a dû chercher un terrain de compromis. Pour cela, il a trouvé des interlocuteurs parmi les dirigeants des organisations noires les plus modérées. Grâce à l'accord conclu avec ces organisations, il tente de sauver les meubles. Sans doute espère-t-il ainsi réaliser une transition en douceur et permettre à la minorité blanche de garder ses privilèges, ses richesses et en fait son pouvoir.

Dans cette voie, il a reçu l'appui officieux du gouvernement britannique qui a annoncé de Londres qu'il serait prêt à « traiter le cas échéant » avec lui.

Seulement tous ces beaux calculs, tout ce beau programme, ne tiennent pas compte d'une chose : la détermination des Africains qui continuent à se battre contre le régime de Smith. Les deux organisations nationalistes les plus radicales, celles de Mugabe et de N'Komo n'ont pas posé les armes et on comprend qu'elles ne se contentent pas de cet accord signé derrière leur dos et qui ne fait que maintenir la domination blanche.

Cécile BERNIER

INDONÉSIE :

Derrière la farce électorale, la force des baïonnettes

Le général Suharto a été reconduit président de la République d'Indonésie par acclamations des députés. Il faut dire qu'il était le seul candidat et que sur les 920 députés, 560 ne soint pas élus mais nommés par le gouvernement de Suharto lui-même...

Cette mascarade électorale n'aura pourtant guère servi à redorer le blason du dictateur in-

donésien. Le régime militaire qui s'est installé au pouvoir en 1965 en massacrant 500.000 paysans pauvres et en éliminant le Parti Communiste Indonésien, se voit aujourd'hui contesté en particulier par des manifestants étudiants qui dénoncent la corruption eftrénée des hauts dignitaires et des membres de la famille présidentielle compromis dans divers scandales et trafics financiers re-

Au sein de l'armée elle-même, quelques dissensions semblent s'être fait jour sur l'opportunité de réprimer les manifestants. Ce sont là peut-être les premières failles dans un régime qui fait peser sa dictature depuis plus de douze ans sur cent millions de paysans parmi les plus misérables de la

Laurence VINON.

la marée noire en Bretagne

Les intérêts capitalistes contre la collectivité

La catastrophe du Torrey Canyon (117.000 tonnes de pétrole déversées, 390 km de côtes polluées en Angleterre et en France), c'était le 18 mars 1967, voici 11 ans. Selon les autorités, on allait tout faire pour empêcher qu'un tel sinistre se reproduise. Le gouvernement accouchaît en décembre 1970 du plan Polmar à mettre en œuvre en cas de menace de pollution maritime grave.

Plan Polmar ou pas, les côtes du Finistère ont vu se reproduire, jusqu'à celle de l'Amoco Cadiz, deux autres catastrophes dues à des pétroliers : celle de l'Oympic Bravery (mars 1976) et celle du Boehlen (octobre 1976). Là aussi, à chaque fois, on allait « tout faire »... mais à l'heure où les 230.000 tonnes de pétrole de l'Amoco Cadiz se déversent dans la mer, les victimes de l'échouage de l'Olympic Bravery qui n'en comptait que 1.200 n'ont même pas encore toutes été indemnisées.

En fait, la carence des pouvoirs publics se situe à plusieurs niveaux, et pas seulement à celui de l'indemnisation une fois que le mal est fait. Que les pêcheurs, les goémoniers, tous les travailleurs de la mer directement ou indirectement touchés, soient financièrement dédommagés sans délai, devrait évidemment être la moindre des choses. Mais le tort causé à la flore et à la faune marines, le tort causé à l'aspect du littoral, ne sont pas indemnisables. A long terme, les dommages causés à la mer par les déversements de produits pétroliers, qu'ils soient accidentels ou systématiques, sont peut-être même irréversibles.

Ce qui est en cause, ce sont les intérêts privés des multinationales du pétrole en face desquelles les Etats sont impuissants. On met en cause la législation maritime, mais celle-ci ne fait en définitive que refléter la toute-puissance des maîtres du pétrole et des intérêts capitalistes concernés. Lesquels s'estiment irresponsables au regard de l'intérêt collectif.

Toute la presse a rapporté, à propos de l'Amoco Cadiz, comment plusieurs heures ont été consacrées, entre l'avarie première et l'échouage du bâtiment le jeudi 16 mars, à des tractations financières entre le commandant du pétrolier et celui du remorqueur privé venu de Brest à son secours. Des heures scandaleusement perdues, malgré l'énormité du risque en jeu, parce que les autorités côtières ne peuvent intervenir que si le capitaine le leur demande ; ce qu'il n'a fait que trop tard.

La cargaison de pétrole que l'Amoco Cadiz transportait pour le compte de la Shell représentait une valeur énorme, et si le remorquage était parvenu à la sauver, le remorqueur Pacific aurait pu toucher un pourcentage important de cette valeur.

En face des milliards que cela représente pour quelquesuns, que pèsent quelques milliers de travailleurs ruinés, quelques dizaines de milliers d'oiseaux morts, des dizaines de kilomètres de côtes abîmées?

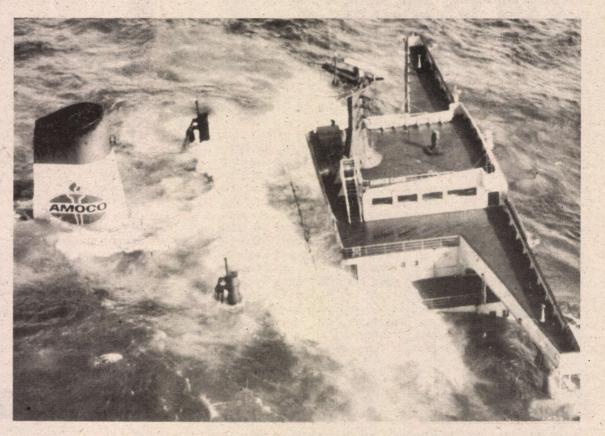
Les commandants de bord ne sont que des sous-fifres dans cette affaire, même s'ils se chargent personnellement, dans les heures décisives, de la responsabilité de faire passer les intérêts et les dollars des armateurs avant ceux de la collectivité qu'ils menacent de catastrophe.

Le trafic maritime s'est accru, depuis la Deuxième Guerre mondiale, de manière considérable, et avant tout celui des hydrocarbures. Les intérêts pétroliers se sont accrus de profits fabuleux, et avec eux les affaires d'armements portant sur des tonnages de plus en plus énormes se sont concentrées entre les mains de quelques sociétés capitalistes dont le souci majeur est bien sûr la rentabilité maximale et non la prévention des risques de pollution.

Et ce n'est certainement pas sur les Etats des pulsaabces capitalistes qu'il faut compter pour se mettre sérieusement en travers de cette politique-là. Tout au plus font-ils mine d'intervenir lorsque des accidents se produisent et leur intervention se borne à limiter les dégâts. Au niveau international, des colloques, des travaux, des conventions non ratifiées ou non appliquées, une règlementation aussi compliquée dans sa forme que peu contraignante sur le fond, renvoyant les responsabilités entre le commandant, l'armateur, le propriétaire de la cargaison, l'Etat éventuellement concerné. De sorte qu'avant que la collectivité y trouve son compte, ce sont les comptes en banques des armateurs et des pétroliers qui ont trouvé le temps de continuer à s'arrondir.

Après leurs dollars, le déluge...

- Christiane LE GUERN



La carcasse de « l'Amoco Cadiz » brisée sur les roches de Port-Sall : les carences des pouvoirs publics comme la course au profit des multinationales du pétrole sont les responsables de la catastrophe. (AFP)

Contre la pollution pétrolière, des moyens de lutte dérisoires

334 mètres de long, 51 mètres de large, le ventre plein de 230 mille tonnes de pétrole, l'Amoco Cadiz, ce monstre flottant, est en train de les déverser à gros bouillons dans la mer après s'être coupé en deux. D'heure en heure, les moyens de lutter contre cette pollution gigantesque, d'en protéger les hommes, les animaux et la végétation, apparaissent plus lamentablement dérisoires. Les barrages flottants constitués de boudins de plastiques dont les ports bretons ne possédaient que quelques kilomètres, comme ceux qui sont acheminés de Marseille vers les lieux du sinistre, sont incapables de faire écran efficacement aux vaques de grande marée qui roulent le mazout vers les côtes. De même, la craie, les détergents, les dispersants, tous les produits utilisés ne peuvent qu'être du bricolage dans la lutte contre les centaines de milliers de tonnes qui détruisent tout sur leur passage. Le pompage par tuyaux flexibles? Mais on ne peut pas pomper toute la mer!

Quelle incurie scandaleuse que celle des pouvoirs publics qui, par la voix du préfet maritime du Finistère, expliquaient lamentablement à la presse : « Nous ne disposons pas des moyens qui auraient permis de sortir de ce mauvais pas l'Amoco Cadiz »! Quant au plan Polmar, des marins-pêcheurs de la région le stigmatisaient à juste titre : « Le plan Polmar n'est qu'un slogan à rassurer la population car il est pratiquement inefficace » Oui, inefficace, comme ont toutes les chances de l'être les petits moyens de lutte contre la pollution qui sont actuellement en état de servir. Parce que les mesures de sécurité, de lutte contre les sinistres de ce type, sont des préoccupations secondaires parce qu'elles ne sont



Quelques camions-citernes, quelques centaines de militaires avec des pompes sont impuissants à enrayer la marée noire. (AFP)

pas prévues pour les cas où ce ne seraient ni 3.000, ni 15.000 tonnes, ni même 30.000 tonnes de pétrole qui se déverseraient dans la mer mais des centaines de milliers de tonnes. Et parce que, surtout le mal est fait l Car ce qui est criminel, ce qui est révoltant, c'est que de telles catastrophes puissent se produire, et cela non par la faute de la nature, mais par celle de la société mercantile qui est la nôtre. Les routes maritimes qui longent les côtes, l'absence de respect du maximum de sécurité, tant de la part des commandants de pétroliers que surtout de la part des grosses sociétés pétrolières, le cynisme avec lequel des risques énormes sont pris, voilà les responsables.

Aujourd'hui, des dégâts irréparables sont causés, mais l'on continue, l'on ose continuer à discuter de « combien cela va-t-il coûter? » La seule question qui intéresse est « qui va payer ? » Non pas qui va payer temps, de ses moyens de vivre, de ses conditions de vie dans les régions polluées. Mais qui va payer pour indemniser le propriétaire du pérolier, le propriétaire du pétrole perdu, à savoir la Shell et ses actionnaires multimilliardaires. Quant aux dégâts causés, l'on apprend que la responsabilité des propriétaires de navires est limitée à 75 millions de francs environ, que des assurances complémentaires couvrent jusqu'à 10 millions de dollars, que la cargaison pour sa part est assurée jusqu'à une valeur de 30 millions de dollars et que, de toute façon, ces gens-là discuteront avant de payer car « les expertises sont difficiles à établir ». Difficiles à établir! alors que presque toute la côte du Finistère Nord est couverte de pétrole!

Les intérêts capital

la marée noire en Bretagne



Un cormoran englué de mazout : la faune et la flore dévastées par les compagnies pétrolières.

Indemnisation in des victimes de la

L'ampleur des dégâts causés par les milliers de tonnes de pétrole laisse atterré. Mais si les oiseaux, la faune risquent de subir des dommages irréparables, qu'en sera-t-il des hommes, des pêcheurs, des goémoniers, des paysans même, puisque certaines cultures de choux-fleurs sont elles aussi recouvertes d'une mince pellicule de pétrole porté par les embruns, qu'en sera-t-il de tous ceux qui ont perdu tout ou partie de leurs biens, de leurs moyens de travail, de leurs ressources?

Plus de 300 000 personnes sont d'ores et déjà concernées par cette catastrophe contre laquelle chacun se plaît à reconnaître aujourd'hui qu'on ne peut rien sinon attendre que tout le pétrole contenu dans les cales de l'Amoco Cadiz se soit déversé. Mais dans le domaine où il est possible, immédiatement, sans délai, de faire quelque chose, estce que tout sera mis en œuvres pour limiter, autant que faire se peut, les effets de la marée noire sur les habitants du littoral? Est-ce

qu'en particulier et en priorité, des indemnisations conséquentes et pas seulement les cinq millions débloqués par le Conseil des ministres du 22 mars, leur seront immédiatement versées, sans démarches interminables, sans manœuvres retorses de la part de l'administration comme de l'Etat pour retarder les versements et les calculer au minimum?

Si les gens de la région sont inquiets, ils ont de bonnes raisons de l'être. Parce que nous sommes tous bien placés pour savoir qu'en général l'Etat n'est pas pressé de mettre des fonds conséquents à la disposition des petites gens qui en ont un besoin urgent. De précédentes catastrophes, qu'il s'agisse de la sécheresse, d'inondations ou même d'autres marées noires sont là pour nous rappeler que, même quand il y a indemnisa-tion, il faut l'attendre des mois et des mois, quand ce ne sont pas des années. Mais les traites des bateaux, des équipements marins, des parcs à huitres, les emprunts pris auprès des banques,

vont-ils attendre, eux?

Des milliers de gens sont touchés, des travailleurs sont ruinés. Ils doivent être indemnisés, sans délai! Et c'est possible. Car l'Etat dispose des moyens nécessaires pour indemniser largement. De ses caisses, l'argent coule généreusement pour les commandes aux industries militaires, nucléaires. Et surtout, il nous a montré récemment et à plusieurs reprises, qu'il n'avait aucun problème pour verser des milliards de subventions aux industries sidérurgiques en proie à des difficultés dont elles sont, elles-mêmes, responsables. Et ça ne serait que justice que des indemnisations aussi conséquentes soient versées à ceux qui sont victimes d'une catastrophe dont ils ne sont aucunement responsables.

L'Etat peut payer. Et en admettant même qu'il ne le puisse pas, pas complètement, il a les moyens d'intervenir contre la Shell afin qu'elle fasse front à ses responsabilités, en bloquant les comptes que possède en France cette société pétro-

Les pavillons de complaisance

La pratique de la navigation sous « pavillon de complaisance » s'est solidement implantée au lendemain de la guerre, lorsque les USA se retrouvèrent à la tête d'une importante flotte de navires de commerce construite pendant le conflit. Moyennant quelques conditions, les autorités américaines autorisèrent les armateurs à se soustraire par ce système à des frais d'exploitation jugés par eux trop élevés à cause des charges salariales aux Etats-Unis.

Et c'est ainsi que le Liberia, petit pays d'Afrique occidentale, s'est trouvé promu au dixième rang mondial pour l'importance de sa flotte, en 1953, puis au quatrième en 1963, au second en 1966 et à la première place depuis 1967. Le quart du tonnage mondial se trouve immatriculé

dans ce pays, tonnage qui est évidemment sans rapport avec ses besoins réels en transports maritimes

C'est sous pavillon libérien que naviguait l'Amoco Cadiz, armé par une compagnie américaine (l'Amoco Philipps Petroleum) et affrété pour l'occasion par la Shell.

Le Liberia, comme Panama ou Chypre, offrent de multiples avantages aux armateurs : ils permettent aux navires et donc à leurs propriétaires comme à ceux qui les affrètent (qui les louent) d'échapper à l'impôt, à toute déclaration fiscale, d'embaucher moins de marins que n'en exigent les règlements en vigueur dans les Etats où des accords ont été signés avec les syndicats, d'acquérir des navires d'occasion et de les faire travailler au mépris

des règles de sécurité, de faire appel à une main-d'œuvre payée au rabais. Ainsi, il est déclaré que les dépenses d'équipage d'un navire composé de marins italiens sont deux fois et demi inférieures à celles représentées par un équipage de marins américains.

Les conditions d'exploitation de ces équipages sont scandaleuses. Toute la presse les à évoquées : les navires libériens par exemple sont bien souvent de véritables bidonvilles flottants pour les marins pakistanais ou maliens embauchés en dehors de tout contrat, de toute législation sociale.

Que la compétence globale de l'équipage ne soit pas toujours suffisante n'a, dans ces conditions, pas de quoi surprendre, et cela n'est peut-être pas étranger à l'accident de l'Amoco Cadiz.

Super-pétroliers

Le transport des hydrocarbures représente à peu près 60 % du tonnage du trafic maritime total (en 1970, 1.200 millions de tonnes sur 2.150). Et il faut souligner qu'en trente ans, de 1939 à 1971, la flotte de commerce internationale a accru son tonnage total de plus de 240 %.

Parallèlement, les dimensions des pétroliers ont été atteintes de gigantisme. Pour en donner une idée, à une époque où on construit des pétroliers de 500.000 tonnes, rappelons que lorsque Onassis, en 1954, commanda un pétrolier de 50.000 tonnes, on parla de géant de la mer!

Ce sont les armateurs japonais qui se lancèrent les premiers dans la construction de grands pétroliers, en vue de rentabiliser les transports sur les longues distances qui séparent le Japon du Moyen-Orient: 85.000 tonnes en 1957, 132.000 en 1962, et nouveau record en 1965 avec le Tokyo Maru de 150.000 tonnes

A partir de 1967 se précipita l'évolution des autres puissances vers les super-pétroliers, à la suite de la fermeture du canal de Suez qui obligeait les navires occidentaux à faire le tour par l'Afrique du Sud pour aller chercher le pétrole au Moyen-Orient.

C'est ainsi que l'on a construit, d'ailleurs pour un marché où règne l'anarchie, puisque on voit même des grands pétroliers ne quitter le chantier naval que pour se rendre dans les fjords de Norvège, dans l'attente d'on ne sait quel sort meilleur.

La crise économique et la diminution des commandes pétrolières ont ralenti cette « course au tonnage », mais pour des raisons qui n'ont pas plus à voir avec la sécurité que celles qui avaient présidé à l'accélération du gigantisme dans la période précédente. Pour les armateurs, les su-

per les armateurs, les super - tankers apparaissaient plus rentables, tout simplement. Coûtant proportionnellement moins cher à la construction, ils nécessitent aussi un équipage moins nombreux en proportion que pour deux pétroliers d'une capacité totale équivalente. Le transport devient donc plus rentable pour l'armateur, surtout si il peut accélérer la rotation de ses navires.

Le plus gros tonnage possible, le plus d'économies possible sur les frais d'équipage en particulier, une rotation ac-

Lorsqu'il s'est agi pour les cer des recherches en vue de en plus grands, dans les ans capitaux nécessaires. Mais pré liés au transport d'aussi gross au maximum la sécurité des prix, de cela il n'a jamais été

Il n'est pas certain, bien s commandes dont parle la pre rantie totale contre les risques vaudrait tout de même la peine

Aucune législation n'est a constructeurs, à plus forte rai offrent complaisamment leur trollères.

Ainsi, en février 1973, un Londres décidait de mesures et troliers neufs de plus de 20.00 lasts séparés. Les doubles contant une sécurité supplémentai l'application de ces mesures, que pour le milieu de l'année

La Bretagne et les marées noires

Le 18 mars 1967, au large de la côte sud de la Grande-Bretagne, le Torrey Canyon, pétrolier de 123.000 tonnes battant pavillon libérien, s'échouait et laissait échapper sa cargaison de pétrole, dont 32.000 tonnes se répandaient sur la côte nord de la Bretagne.

Le 24 janvier 1976, c'est l'Olympic Bravery, pétrolier de 278.000 tonnes, battant lui aussi pavillon libérien, qui à peine

sorti du chantier naval de Saint-Nazaire, s'échouait à l'île d'Ouessant. Heureusement, il était vide, mais sur les 1.200 tonnes de mazout nécessaire à son fonctionnement, 800 tonnes se répandent dans la mer et il fallut trois mois pour nettoyer la côte.

Neuf mois plus tard, le 15 octobre 1976, le Bœhlen, petit pétrolier est-allemand, vient se briser au nord-ouest de l'île de Sein avec 9.200 tonnes de brut dans

ses soutes. Vingt-cinq marins de l'équipage meurent dans l'accident, trois sauveteurs meurent au cours des opérations de pompage, et il faudra dix mois pour nettoyer la côte.

Ce ne sont donc ni l'expérience, ni la connaissance des risques énormes que font courir les pétroliers qui croisent à proximité des côtes rocheuses, à tout le littoral, qui faisaient défaut pour prévenir une catastrophe comme celle de l'Amoco Cadiz.

listes contre la collectivité

médiatepollution!



Trois catastrophes en dix ans n'avaient pas suffi! Les pouvoirs publics n'ont rien fait et c'est la colère de la population qui

lière multimilliardaire et en la contraignant à payer. Car il est trop facile à l'une de se cacher derrière des sociétés prête-noms afin d'échapper à ses responsabilités, et à l'autre, l'Etat français, de se contenter de faire des promesses à l'occasion d'un Conseil des minis-

célérée avec le moins de

temps possible dans les ports,

voilà réunies les conditions

du profit maximum mais aussi

celles des risques maximum

du point de vue de la pollu-

L'Etat se moque certes, des conséquences catastrophiques que cette marée noire va faire supporter pendant des années à la population régionale, sauf si la mobilisation, la colère et la révolte de tous ceux qui sont victimes de ce drame, le contraignent à y prendre garde.

Lucienne PLAIN



Une vague de mazout déferle sur le rivage. C'est le même spectacle tout au long de 200 km de côtes.

"C'est la ruine pour nous "

et super-profits versements à caractère systéde tonnes par an la quantité

Et comme la navigation d'un pétrolier coûte cher, très cher aux armateurs (300 dollars la minute), la consigne est de gagner du temps, c'està-dire de l'argent. Et l'Amoco Cadiz par exemple, a suivi la consigne, passant près de la côte de façon à se faire porter, à partir de l'île de Sein et jusqu'au Havre, par des courants qui peuvent faire gagner jusqu'à 7 heures de route.

Pour n'immobiliser ces milliards flottants qu'au minimum. on nettoie les citernes, on procède au dégazage en mer, sans précautions, de facon sauvage. Et ce sont les « dé-

armateurs capitalistes de financonstruire des pétroliers de plus ées 60, ils ont vite dégagé les roir en même temps les risques es quantités de pétrole, assurer bâtiments, quitte à y mettre le question pour eux.

ir, que les systèmes de doubles se actuellement soient une gad'accidents. Mais la précaution d'être prise!

raiment contraignante pour les ion pour ceux des Etats qui ouverture aux compagnies pé-

conférence officielle tenue à estinées à imposer que les pétonnes soient équipés de balues et doubles fonds représene n'avaient pas été retenus. Or, même limitées, n'est envisagée

matique », comme disent pudiquement les textes officiels. Un rapport du « groupe interministériel des problèmes de pollution de la mer » (1973) situe entre un et deux millions globale d'hydrocarbures rejetés ainsi par les navires pétroliers.

Quant aux pollutions consécutives à des accidents survenus à ces navires, elles prennent dès lors qu'il s'agit de pétroliers géants, la proportion des « marées noires » catastrophiques.

Le même groupe interministériel, dans un ouvrage publié par les services de la Documentation française, a reaccidentellement par des pétroliers à travers le monde, de 1965 à 1971. Pour les quarante cas ainsi recensés - celui du Torrey Canyon mis à part — le total s'établit à 320 mille 250 tonnes de pétrole déversées dans la mer (une moyenne de 8.000 tonnes par accident) sur sept ans. C'est beaucoup, c'est beaucoup trop, mais à lui seul le Torrey Canyon a rajouté 117.000 tonnes à ce total, et l'Amoco Cadiz est en train d'y rajouter ses 230.000. C'est dire, et c'est évident, que les risques de véritables catastrophes sont accrus en proportion de la soif de profits capitalistes.

Le gigantisme, en matière de transport, obéit à des impératifs économiques qui sont chers aux cœurs et aux coffres-forts capitalistes, mais il n'est ni rationnel ni économique pour l'humanité.

ostréiculteurs, goémoniers (90 % de la production française, destinée surtout à l'industrie pharmaceutique), conchyliculteurs, personnels de l'hôtellerie et des activités liées au tourisme : on estime à 300 000 les personnes vivant directement ou indirectement de la mer dans cette région du Nord-Finistère. Autant de personnes touchées, à des degrés divers, par la marée noire de l'Amoco Cadiz.

Nous avons rencontré un couple de goémoniers-agriculteurs de Portsall, parmi les

« C'est la ruine pour nous. Nous habitons juste en face du lieu du naufrage. Dans la nuit de jeudi à vendredi, vers 23 heures, l'odeur du pétrole était très forte. Elle pénétrait partout dans la maison. Même les vaches étaient incommodées : elles ont appelé beaucoup plus tôt que d'habitude vendredi matin. C'est honteux, ce qui s'est passé. Le pétrolier en difficulté n'a été secouru que par un seul remorqueur. C'est une histoire de gros sous : en effet, c'est le premier qui « croche » le navire en détresse qui s'approprie la prime. Le remorqueur Pacific a opéré tout seul et il a été incapable d'entraîner le pétrolier.

 Je viens de la plage. C'est catastrophique, le pétrole est très léger, il pénètre dans le sable et il risque de pénétrer aussi dans les racines des algues. Les dégâts vont être terribles. On ne pourra même pas le ramasser avec des pelles tellement il est fluide. Pour moi il n'y a aucune solution, on est impuissant.

- Les pouvoirs publics, c'est zéro, je suis ruiné. Comment vais-je payer mes emprunts pour la maison cette année? Vous vous rendez compte, je dois payer près de 8 000 francs par an en charges sociales et en droit de navigation. Comment s'en sortir? Ce n'est pas avec mes quatre vaches que je vais pouvoir vivre.

Ceux qui touchés, ce sont les jeunes qui ont emprunté pour se lancer dans la profession de goémonier. Maintenant, il faut 25 millions pour commencer : un bateau « scoubidou » vaut 18 mi'lions et pour porter le goémon à l'usine, il faut en plus

un tracteur et une remorque. Les industriels qui nous achètent le goémon nous tiennent. Ils augmentent leurs prix d'achat quand ils le veulent bien. Ils savent que les goémoniers ont des emprunts sur le dos, des traites à payer; aussi les deux acheteurs, qui en fait n'en font qu'un car ils s'entendent entre eux, imposent leurs conditions.

En 1972, je vendais la tonne séchée 480 francs. En 1977, c'est 740 francs pour les laminaires. Pendant ce temps, mes charges sociales sont passées de 120 francs à 490 francs par trimestre. Il

faut en faire plus tous les ans. - L'épave du pétrolier est située dans une zone où les courants sont très forts, environ six nœuds. A chaque marée montante, le pétrolle sera entraîné vers l'Aber Wrach et à chaque marée descendante, il ira vers le sud-ouest, vers Porspoder; il va s'étaler tout le long de la côte. Le plus grave, c'est qu'il y a une grande marée à la fin de la semaine, le temps va se gâter et ça va être encore plus catastrophique.

La femme d'un goémonier poursuit :

Mon mari est marin de commerce en hiver et il est au goémon d'avril à octobre. Pour nous c'est une véritable catastrophe, on ne pourra rien récolter cette année. On va perdre plusieurs millions et en plus on venait d'acheter une remorque neuve : comment on va la payer?

Mon mari a 53 ans. Il voulait arrêter la marine cette année, de façon à faire uniquement le goémon et tout est par terre. Et ça peut durer plusieurs années avec tout le pétrole qu'il y a.

Le goémon c'est un travail dur. En morte-eau, il faut se lever à deux heures du matin et travailler jusqu'à sept heures - c'est la marée basse. Une fois rentré, il faut étendre le goémon pour le faire sécher puis à nouveau repartir pour la marée basse de l'après-midi, de midi jusqu'à six heures du soir. »

Brigades Rouges sert l'État qu'elles prétendent combattre

Les « Brigades Rouges » sont en Italie le principal groupement terroriste se réclamant de l'extrême-gauche, avec les NAP, les « Noyaux Armés Prolétariens ». C'est dans les années 1969-1970 qu'elles ont commencé à se manifester, en procédant à des incendies d'établissements industriels. Elles s'en sont ensuite prises aux personnes, enlevant d'abord des cadres connus des grandes entreprises, puis des magistrats et des policiers. C'est ainsi qu'elles ont séquestré, en 1974, le juge Sossi, substitut au parquet de Gênes.

Puis, c'est de plus en plus à des assassinats que les « Brigades Rouges » se sont livrées : assassinats de policiers, de magistrats (le procureur de la République Francesco Coco, en juin 1976 à Gênes, par exemple), puis des journalistes connus de la droite et du centre.

Les « Brigades Rouges » se prétendent une « avant-garde prolétarienne armée », « pour la révolution communiste ». Leur principal dirigeant passe pour être Renato Curcio, actuellement jugé à Turin avec une quinzaine d'autres membres des « Brigades Rouges ». A plusieurs reprises, pour tenter d'empêcher ce procès, celles-ci ont conduit des tentatives d'intimidation contre les magistrats ou les jurés.

L'action des « Brigades Rouges » et des « NAP », le fait qu'ils se réclament du prolétariat, ont contribué à faire attribuer à l'extrême-gauche une grande partie des responsabilités dans le développement du terrorisme en Italie. C'est oublier que les premières responsabilités dans le développement du terrorisme en Italie sont à rechercher du côté des tenants de l'appareil d'Etat et des comploteurs de l'extrêmedroite. Les menées terroristes ont jusqu'à présent été surtout le fait des groupes d'extrêmedroite, agissant en étroite complicité avec certains milieux de la police et de l'appareil d'Etat, et bénéficiant de la mansuétude des juges.

C'est oublier surtout que l'extrême-gauche italienne, régulièrement, désavoue les actions des « Brigades Rouges » et qu'une partie de cette extrême-gauche les considère comme étant carrément manipulées par les services secrets.

Car quel but poursuivent les « Brigades Rouges » en gardant prisonnier Aldo Moro, président de la Démocratie Chrétienne et l'un des principaux dirigeants politiques italiens? Au lendemain de l'enlèvement, un premier communiqué avait réclamé, en échange de la libération d'Aldo Moro, la libération des dirigeants des « Brigades Rouges » qui font actuellement l'objet d'un procès à Turin. Cette exigengence semble avoir disparu et, pour autant que l'on connaisse maintenant les intentions des auteurs de l'enlèvement, il s'agirait maintenant de faire le « procès » d'Aldo Moro par un « Tribunal du Peuple ». « Le vrai procès se déroule ailleurs. (...) Moro est dans les mains du prolétariat et ce sera un procès à tout l'Etat », a crié Renato Curcio, principal dirigeant des « Brigades Rouges », depuis le box des accusés du tribunal de Turin.

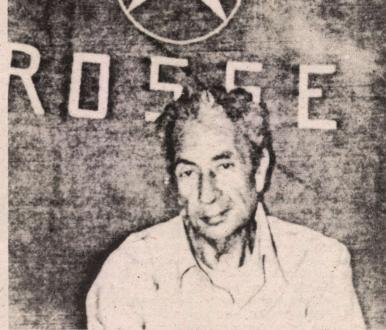
C'est en tout cas au nom de « la lutte de classe pour le communisme » que les auteurs de l'enlèvement, dans un communiqué, ont prétendu agir, affirmant vouloir « porter l'attaque contre l'Etat impérialiste des multinationales », « désorganiser les structures, les projets de la bourgeoisie impérialiste en attaquant le personnel

politico-militaire », « unifier le mouvement révolutionnaire en construisant le parti révolutionnaire combattant ».

Mais malgré ce langage «révolutionnaire », l'action des « Brigades Rouges » n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Elle y est même complètement opposée. Elle est même plus proche, en fait, de l'action de l'extrême-droite, même si elle prétend combattre celle-ci.

C'est en fait à une petite guerre individuelle que les membres des « Brigades Rouges » se livrent avec les membres de l'appareil d'Etat. Et dans cette petite guerre, le pire est que ce sont eux qui apparaissent souvent comme les plus méprisants pour la vie humaine, comme les plus gratuitement sanguinaires. Et du même coup, les mesures que prend en retour l'appareil d'Etat apparaissent comme dictées par les seuls soucis humanitaires, alors que dans la mobilisation de l'armée et de la police, dans le renforcement des mesures répressives, les dirigeants de l'Etat visent autre chose que la protection des vies des policiers ou même des politiciens : ils visent à renforcer l'Etat et la police pour les rendre plus efficaces, contre les terroristes peut-être, mais en tout cas contre les travailleurs, et à faire accepter ce renforcement et cette mise en condition de toute la population.

En fait, il y a même là plus encore que du mépris pour la vie humaine : il y a là un mépris total pour la classe ouvrière et pour son état d'esprit, pour la façon dont elle voit les actes des « Brigades Rouges ». Et si les « Brigades Rouges » cherchent à se faire admettre par la classe ouvrière, au nom de laquelle elles



Aldo Moro aux mains des Brigades Rouges.

(AFP)

prétendent combattre, ce n'est pas en cherchant à accroître son niveau de conscience et son organisation; c'est en cherchant à faire admirer le savoir-faire des « Brigades Rouges » et, en tout cas, en cherchant à se faire craindre et redouter. C'est en utilisant en fait exactement les mêmes armes que les tenants de l'appareil d'Etat : la force armée, la terreur et l'intimidation, te mépris affiché pour la vie humaine.

Et ce ne sont pas les intérêts des travailleurs que les « Brigades Rouges » peuvent exprimer, mais ceux d'autres forces sociales hostiles à ceuxci. Car le fait que ce type de groupe se crée hors de tout contrôle des travailleurs, qu'il méprise totalement la classe ouvrière et son état d'esprit, malgré ses prétentions à la représenter, le rend apte à toutes les provocations, à toutes les manipulations, et même le rend apte à être utilisé contre les travailleurs, exactement comme les groupes de l'extrêmedroite fasciste, dont il ne se

distinguerait plus que par le langage.

Les « Brigades Rouges » prétendent combattre un appareil d'Etat effectivement gangrené par l'extrême-droite en utilisant les mêmes armes que lui et en se plaçant sur le même terrain. Mais, ce faisant, c'est à ceux qu'elles prétendent combattre qu'elles finissent par ressembler le plus.

Le prolétariat n'a absolument pas besoin de ces genslà, ni d'aucun desperado prétendant se battre à sa place. Il doit compter sur sa propre conscience, sur la force collective de millions de travailleurs organisés, décidés à prendre en main leur sort d'abord, puis la destinée du pays. Sans cette force collective, il n'est pas possible de renverser l'Etat des bourgeois et des privilégiés et surtout, il n'est pas possible de créer un Etat qui soit réellement celui des classes laborieuses, et non pas un Etat dominé par une minorité qui serait nécessairement une nouvelle dictature sur les exploités.

André FRYS.

Grande-Bretagne

Les suppliques du Parti Communiste aux travaillistes

Le Parti Communiste Anglais vient d'adresser une lettre ouverte au chef du gouvernement travailliste, James Callaghan, proposant un accord électoral qui, dans le cadre des prochaines élections, permettrait à ses candidats de ne pas se trouver en concurrence avec des travaillistes. En clair, cette démarche consiste pour le PC à aller quémander auprès des travaillistes que ceux-ci lui laissent la place dans certaines circonscriptions et donc, peut-être, quelques chances d'avoir des élus.

Certes, le PC anglais n'a qu'une influence réduite, il ne présente que peu de candidats, récoltant peu de voix, et il n'a pas d'élus depuis plus de vingt ans. De là à s'en remettre avec autant de platitude au bon vou-loir du Parti Travailliste, il y a quand même une distance... mais que le PC n'hésite pas à franchir. Le prétexte qu'il invoque est le danger du retour

d' « un gouvernement conservateur le plus réactionnaire » à l'issue de ces élections. Comme si ce n'était pas justement Callaghan et son parti qui, depuis quatre ans, mènent une politique d'austérité que ne renieraient pas les Conservateurs! Comme si ce n'était pas le gouvernement travailliste qui œuvre à faire supporter les frais de la crise et tous les sacrifices à la population laborieuse anglaise! Comme si ce n'était pas lui qui s'illustra récemment en brisant la puissante grève des pompiers.

Mais si aujourd'hui le PC anglais est prêt à passer ainsi compromis, sans retenue ni décence, avec les responsables travaillistes de la politique anti-ouvrière du gouvernement, c'est bien parce que lui-même n'a pas d'autre politique à proposer aux travailleurs, pas plus à l'occasion des prochaines élections qu'hier.

Lucienne PLAIN

Turquie Ecevit, un "progressiste" contre les travailleurs et les étudiants

C'est par centaines de milliers que les ouvriers turcs ont répondu au mot d'ordre de la centrale syndicale DISK, lundi 20 mars, en débrayant de 8 heures à 10 heures pour protester, après l'assassinat de six étudiants de gauche victimes d'un attentat, vraisemblablement l'œuvre de l'extrêmedroite. Le même jour, 300 arrestations ont été opérées parmi les étudiants qui manifestaient pour les mêmes raisons dans les rues d'Istambul. L'extrême-droite dont le renforcement s'était reflété dans les élections de l'année dernière, se manifeste par des actions terroristes auxquelles, semble-t-il, une fraction de la gauche répond. Il y aurait 140 morts depuis le début de l'année.

Le gouvernement Ecevit s'attaque aux étudiants et aux travailleurs et parle de traduire en justice la centrale syndicale DISK pour avoir appelé à des débrayages illégaux. Il l'accuse de protéger les anarchistes pour la discréditer auprès de l'opi-

nion

La situation pourrait sembler paradoxale lorsqu'on se souvient que le même Ecevit fut soutenu par la centrale syndicale aux dernières élections. Malgré une poussée importante, le Parti Républicain, auquel appartient l'actuel Premier ministre, n'ayant pas la majorité absolue, n'accéda pas immédiatement au gouvernement après les élections. C'est la droite qui continua à assumer le pouvoir jusqu'à il y a trois mois, lorsqu'une fraction du parti de la Justice, le parti de droite, donna son appui à Ecevit.

Comme on peut aujourd'hui le voir, ceux qui passent pour la gauche, une fois au gouvernement, n'ont en rien entravé l'action des bandes fascistes qui vivent à l'ombre de l'appareil d'Etat, et, de surcroît, ils n'ont pas tardé, malgré leur réputation de gauche, à faire la même politique que la droite.

Louis GUILBERT

Le Parti Communiste Italien et l'enlèvement d'Aldo Moro

Pour les dirigeants du Parti Communiste Italien, tout est bon pour justifier leur participation à la politique anti-ouvrière du gouvernement. D'autant plus que, depuis jeudi 16 mars, le PCI fait tout à fait officiellement partie de la majorité gouvernementale.

Les menées des différents groupements terroristes italiens, le climat d'insécurité qu'ils développent dans le pays, les critiques qu'ils provoquent contre la « faiblesse » de l'Etat italien, autant d'arguments sur lesquels le PCI s'appuie pour réclamer « plus de sécurité », une police plus nombreuse et mieux organisée, des services secrets efficaces, une meilleure paye pour les policiers; autant de « revendications » que l'on s'attend plus à trouver dans la bouche de démagogues de droite que dans celle de dirigeants « communistes ».

Dès l'enlèvement d'Aldo Moro, les partis de gauche et les organisations syndicales. avec au premier rang le PCI, ont organisé arrêts de travail et manifestations dans toute l'Italie, demandant que le gouvernement refuse de céder aux exigences des terroristes. Ce n'est pas la première fois que l'on voit le PCI se mettre ainsi à « mobiliser » la population contre les terroristes. Quant à la CGIL, la CGT italienne, on l'a vue appeler les travailleurs à occuper les usines, et organiser effectivement des tours de garde pour

protéger leur « outil de travail » contre les terroristes... alors que cela fait bien longtemps qu'on ne l'a pas vue en faire autant pour appeler les travailleurs à se battre pour eux-mêmes et leurs revendications!

Mais cette fois, il y a pour le PCI, une opportunité politique évidente à saisir, avec l'enlèvement d'Aldo Moro. Il ne s'agit pas seulement pour lui de faire la preuve de son esprit responsable, de se comporter en parti de gouvernement soucieux de la défense de l'ordre public. Il s'agit de créer une atmosphère d'union nationale dans la population, au moment même où le PCI vient d'entrer dans la majorité gouvernementale. Il s'agit d'entraîner les travailleurs à soutenir le gouvernement Andreotti, qui vient d'être investi avec le soutien du

Mais, sous prétexte de défendre l'ordre public, d'empêcher l'Italie de tomber dans le chaos, c'est leurs propres exploiteurs que les dirigeants du PCI appellent les travailleurs à défendre. Amalgamant ie problème du terrorisme et de la délinquance en général et les problèmes économiques, le PCI défend devant les travailleurs l'idée qu'il faut dans le pays « plus d'ordre » et plus de « rigueur », c'est-à-dire... d'austérité! C'est ainsi que Berlinguer, le secré-taire général du PCI vient d'écrire dans l'éditorial de

l'Unita pour justifier l'entrée de son parti dans la majorité gouvernementale : « Notre choix à nous, c'est la rigueur et l'austérité qui permettront non seulement d'éviter le chaos, mais de changer les choses. Le PCI introduit dans la majorité une nouvelle moralité, une manière plus haute de faire valoir les intérêts nationaux »

Ainsi le PCI ne se donne même plus la peine de justifier son entrée dans la majorité parlementaire. Il le fait au nom de la défense de l'Italie contre le « chaos », au nom de « la rigueur et de l'austérité » qu'il reproche à ia Démocratie Chrétienne de ne pas défendre assez.

L'enlèvement d'Aldo Moro fournit une belle occasion au PCI de se montrer un parti d'ordre et de gouvernement, et de justifier cette politique devant les travailleurs. Cela ne contribuera pas à sauver Aldo Moro, ni à empêcher le développement du terrorisme. Les dirigeants du PCI le savent, mais ils pensent au moins que cela permettra de faire accepter un peu plus aux travailleurs, et aux militants du PCI, la politique de celui-ci. Une politique d'austérité pour les travailleurs, et de défense des profits des capitalistes. Une politique qui, en réclamant le renforcement de l'armée et de la police, aboutit au renforcement des pires ennemis des travailleurs.



URSS Le violoncelliste et les "violons" de Brejnev

Le 15 mars dernier, le célèbre chef d'orchestre et violoncelliste Mstislav Rostropovitch et sa femme, la cantatrice Galina Vichnevskaïa, ont été privés de leur nationalité soviétique et ceci sous le prétexte qu'ils « n'ont manifesté aucun désir de revenir en URSS » (ce qui est complètement faux). Les autorités soviétiques leur reprochent aussi d'avoir « systématiquement apporté une aide matérielle aux actes de subversion an-Cette « aide » consista en fait uniquement à héberger Soljenitsyne et à consacrer Grigori Goldstein, membre du

soixante-trois que Rostropovitch a donnés bénévolement, pour aider ses compatriotes dans la misère en France et les invalides russes de la Première Guerre mondiale.

En URSS même, le chef de l'Eglise des « Adventistes du septième jour », âgé de 83 ans, a été arrêté à Tachkent pour la quatrième fois, après avoir purgé vingt-trois années de privation de liberté pour ses activités religieuses.

C'est ainsi également que M. l'argent de deux concerts, sur les groupe géorgien de surveillance

de l'application des accords d'Helsinki, vient d'être condamné lundi 20 mars à un an de camp de travail pour « parasitisme social », alors que depuis 1971, date à laquelle il avait déposé une demande d'émigration, il a été licencié et n'a pu retrouver aucun emploi.

La répression frappe des gens aux idées les plus diverses, des doux illuminés religieux à des hommes qui étaient parmi les privilégiés du régime mais qui demandaient un peu plus de liberté. temps que de la liberté!

Mais c'est justement la liberté.

les libertés élémentaires, que la bureaucratie ne peut tolérer. Non pas, bien sûr, parce que le régime a quoi que ce soit de socialiste et qu'il a à craindre un Rostropovitch ou un chef religieux. Mais, au contraire, parce que l'URSS de Staline, de Khrouchtchev ou de Brejnev est une dictature bureaucratique anti-ouvrière. Le socialisme, c'est le règne de la liberté. Et les bureaucrates au pouvoir à Moscou sont les assassins du socialisme en même

Joëlle GERARD

Bikini; c'était l'atoll du Pacifique où le gouvernement américain fit procéder à des essais nucléaires de 1948 à 1958, après avoir évacué ses 500 habitants.

Vingt ans après l'arrêt des e sais, l'atoll est toujours inhabitable. Les trois millions de dollars dépensés en 1968 afin de décaper l'atoll, dont toute la couche superficielle a été enlevée, et de planter 50.000 cocotiers ont été dépensés en pure perte : les radiations interdisent toujours de consommer l'eau des puits et les noix de coco.

Les

apprentis-

sorciers

de

Les apprentis sorciers n'avaient pas prévu cela.

Heureusement, on n'arrête pas le progrès : à défaut de savoir comment rendre Bikini habitable. les savants militaires ont mis au point les fameuses bombes à neutrons, qui tuent les hommes sans rendre l'environnement invivable. Du moins ce sont les prévisions officielles. Tout aussi officielles que celles qui prévoyaient il y a vingt ans le retour des habitants de Bikini sur leur atoll...

10.000 à Washington pour les 10 de Wilmington

Une dizaine de milliers de personnes ont manifesté samedi 18 mars devant la Maison-Blanche afin d'obtenir la libération du pasteur Ben Chavis et des autres condamnés noirs de Wilmington. L'importance de cette manifestation témoigne de l'émotion soulevée par la scandaleuse attitude

gouvernement américains tout au long de cette affaire.

Les dix de Wilmington, militants ou sympathisants du mouvement noir des Droits civiques, avaient été condamnés au total à 282 années de prison sur la base de faux témoignages les accusant de l'incendie d'une épicerie. des autorités judiciaires et du . Les faux témoins se sont rétrac-

tés, mais pas la fausse justice des racistes blancs de Caroline du Nord qui se refuse à réviser

Ce n'est que sous la pression de toute une campagne internationale que les autorités ont décidé une réduction de peine. Neuf des dix condamnés de Wilming-

ton restent cependant toujours emprisonnés. C'est pour que cesse ce scandale et que justice leur soit rendue que 10.000 manifestants sont allés crier, sous les fenêtres d'un Carter qui fait la sourde oreille, leur solidarité avec les dix de Wilmington.

Pierre VERNANT

LUTTE OUVRIERE LUTTE OUVRIERE

Espagne:Reprise des luttes revendicatives

Il y a cinq mois, tout allait pour le mieux pour les partis parlementaires espagnols : ils avaient signé le pacte de La Moncloa avec le gouvernement et ils attendaient tranquillement la nouvelle Constitution. Mais pour le gouvernement, il s'agissait de gagner du temps et, de ce point de vue, il a réussi : le cap de fin et début d'année est passé sans gros problèmes pour lui.

Aujourd'hui, les partis de l'opposition affirment avoir été trompés. Car, du fameux pacte, seule la partie concernant les sacrifices demandés aux travailleurs a été appliquée. Tandis que la réforme fiscale est toujours en suspend, le chômage augmente régulièrement au rythme de 100.000 travailleurs par mois. Les patrons licencient ouvertement et les salaires restent bloqués.

GREVES ET MANIFESTATIONS

Mais depuis quelques semaines, on assiste à une certaine reprise des mouvements revendicatifs. Il y a eu la grève des éboueurs de Barcelone; les ouvriers de chez Ford ont arrê'é le travail pendant la visite d'Henri Ford II, en obligeant celui-ci à recevoir les délégués ouvriers; les 180.000 métallos de Madrid ont fait grève le 14 mars pour leurs revendications; et les paysans ont manifesté plusieurs jours tant que le gouvernement n'a pas accepté de négocier avec eux. Les chômeurs, eux, organisent pour cette fin de semaine une marche sur Madrid. Les organisateurs de cette marche ont déclaré aux journalistes : « Nous

sommes déjà plus de 1.600.000, dont seulement un tiers perçoit les allocations de chômage ». Ce n'est pas tout. La campagne contre le conseil de guerre, devant lequel la troupe théâtrale « Els Joglars » a dû passer, et pour la liberté d'expression, continue de se développer au travers de manifestations et de rassemblements (cette semaine plusieurs caravanes venant de différents points du pays ont convergé à Madrid) ainsi que par des arrêts de travall dans certaines usines.

APPAREILS SYNDICAUX ET POLITIQUES ESSAIENT DE CONTROLER LES MOUVEMENTS

Les partis politiques et les syndicats majoritaires, hostiles depuis la signature du pacte de La Moncloa aux manifestations dans la rue et aux mouvements revendicatifs dans les usines, ne peuvent plus rester en marge. Le PSOE (Parti Socialiste) et le PCE (Parti Communiste), les Commissions Ouvrières et l'UGT (syndicat lié au PSOE) adoptent des positions de plus en plus « critiques » vis-à-vis de la politique gouvernementale, au fur et à mesure que la contestation gagne de nouveaux secteurs de la population. Cela ne va pas très loin et, le plus souvent, il s'agit de participer ou de prendre la tête des mouvements pour mieux les contrôler. C'est une vieille tactique que les dirigeants politiques et syndicaux espagnols ont apprise très vite. Actuellement, les Commissions Ouvrières et l'UGT sont en train de mettre sur pied une mini-journée d'action visant à participer à la journée européenne contre le chômage convoquée par la CES (regroupement syndical européen, auquel plusieurs syndicats liés à des partis communistes, comme la CGIL italienne, ont demandé leur adhésion, afin d'assurer leur respectabilité) en appelant à une heure d'arrêt pour le 5 avril ! Elles le font sans beaucoup de conviction. Mais l'UGT est membre de cette confédération caméléon et les Commissions Ouvrières (liées au Parti Communiste) attendent depuis longtemps qu'on les y accepte... Alors, il faut bien faire quelque chose!

Gabriel CATALA

Les calculs des appareils politiques et syndicaux

françaises étaient attendus avec un certain espoir en Espagne. La maigre victoire de la gauche au premier tour a refroidi pas mal de monde dans les rangs socialistes et communistes. Les premiers ont salué quand même ce résultat comme « un grand événement », en soulignant qu'ils se sentaient plus proches de Mitterrand que des sociaux-démocrates allemands... tout en précisant que la situation espagnole était très différente de la française car, selon le PSOE, « ici, un gouvernement de gauche ne serait pas possible, même si on obtenait des résultats semblables aux rédes communistes au gouvernement (même si les communistes espagnols sont les plus modérés du monde occidental, on préfère pour l'instant se passer de leurs services). Ceci explique un peu l'entêtement de Carrillo qui réclame un gouvernement de « concentration nationale »; en effet, c'est la seule chance du PCE de participer au gouvernement, ne serait-ce que par quelques strapontins ministériels.

Mais tous ces projets politiques se voient de plus en plus compromis par la montée de la colère des travailleurs. Les grèves démarrent à nouveau, les paysans sortent sur les routes, les ouvriers agricoles de l'Andalousie occupent les terres, les chômeurs sortent dans la rue.

Les élections du 15 juin 1977 puis le pacte de la Moncloa avaient donné un répit au gouvernement et aux partis intéressés à ce que le changement de régime se fasse en douceur, sans affecter l'essentiel de l'appareil d'Etat hérité du franquisme. Cela semble devenir de plus en plus difficile. Et les prochains mois, avec l'inévitable accentuation de la crise et le développement prévisible de la contestation contre ses effets, seront peut-être décisifs pour le mouvement ouvrier espagnol. Par la lutte, il peut encore éviter de faire les frais de la crise, élargir et consolider les libertés démocratiques et reprendre l'initiative que les organisations ouvrières ont si facilement abandonnée à la bourgeoisie.

Mais la politique des bureaucraties ouvrières ouvre la voie
aux mises au pas, « démocratiques » ou non, des masses populaires. Et pour éviter, après des
luttes qui ne trouveraient pas leur
issue, de tels retours en arrière,
voire la démoralisation, les travailleurs espagnols ont un besoin urgent d'une organisation
militant pour une politique indépendante de la classe ouvrière.

G.C



Le Parti Communiste Espagnol: du léninisme au monarchisme

Comme on le prévoyait depuis quelque temps, la direction du Parti Communiste Espagnol propose, pour le prochain congrès qui doit se tenir en avril, l'abandon du léninisme. Car, dit-elle, « l'histoire, le développement social, économique et politique, la vie même, ont dépassé une série de conceptions fondamentales de Lénine et du léninisme ». C'est sans doute aussi au nom de l'histoire, du développement, de la vie, que dans la même déclaration la direction du PCE refuse pour son parti l'étiquette républicaine, expliquant qu'il faut reconnaître le rôle positif du roi d'Espagne Juan Carlos ?

Du léninisme au monarchisme, à progresser de la sorte, le PCE va bientôt se réclamer des Rois Catholiques et du Moyen Age!

En renonçant officiellement au léninisme le PCE n'abandonne plus, il est vrai, qu'un symbole, car cela fait belle lurette que ce qu'il fait n'a rien à voir avec la révolution prolétarienne. Mais ce renoncement est tout de même significatif. Depuis la fin du régime franquiste, le PCE ne rate aucune occasion de se montrer sérieux et responsable aux yeux



de la bourgeoisie, comme il ne rate aucune occasion de faire le beau devant l'opinion publique réactionnaire.

Il est vrai qu'en signant des deux mains le pacte de la Moncloa — véritable plan Barre espagnol — le PCE à montré que ce n'est pas seulement aux symboles qu'il renonce, mais qu'il est prêt à cautionner et à faire exécuter le plan d'austérité anti-ouvrière de la bourgeoisie espagnole

Il ne reste plus grand-chose à abandonner pour le PCE dans son zèle à plaire à l'opinion publique bourgeoise : effacer l'étiquette communiste, peut-être ?

Gaston DEVAU

espagnols sont tout favorables à une solution à la portugaise, où le socialiste Soares gouverne avec la droite. En Espagne aussi, les socialistes aspirent à gouverner sans les communistes et tous leurs efforts vont vers la création d'un bipartisme permettant à la bourgeoisie d'éviter l'entrée

sultats français ». C'est dire en

peu de mots que les socialistes

On torture toujours dans les prisons espagnoles

Le directeur de l'Administration pénitentiaire a été assassiné mercredi 22 mars à Madrid. On ne sait pas encore s'il s'agit de représailles à la suite de la mort le 14 mars, dans la prison de Carabanchel, de l'emprisonné anarchiste Agustin Rueda Sierra, à la suite des tortures que lui ont infligées un groupe de

D'autres prisonniers torturés en même temps ont dû être hospitalisés et c'est leur témoignage, ainsi que la rapide intervention des avocats, qui ont permis de dévoiler cet assassinat. Le gouvernement vient de prendre quel-

ques mesures pour apaiser les remous soulevés par cette affaire. Le directeur de la prison a été relevé de ses fonctions et dix fonctionnaires ont été sanctionnés. Mais cela donne une idée de la répression qui s'exerce dans les prisons espagnoles, surtout si on tient compte que Carabanchel est considérée comme une des « meilleures »...

Toujours est-il que l'on continue à torturer dans les prisons espagnoles. Et ce système pénitentiaire s'est attiré suffisamment de haine pour expliquer l'assassinat de son plus haut responsable.

G.C

Sud-Liban:

Le terrorisme israélien

Lorsque le 14 mars dernier les troupes sionistes franchissaient la frontière libanaise, le gouvernement israélien affirmait qu'il s'engageait dans une simple opération de police et que son avance ne dépasserait pas dix kilomètres. Une semaine plus tard, l'armée israélienne est à plus de vingt kilomètres à l'intérieur du Liban, contrôlant quelque 1.500 kilomètres carrés du pays et elle occupe un sixième du territoire libanais. L'avance israélienne, avec sa soudaineté et sa violence, a eu des effets dévastateurs sur toute la population du Sud-Liban. Des villes et des villages ont été détruits à 100 %.

Par dizaines de milliers, les Libanais ont fui vers le nord, laissant derrière eux leur bourgade écrasée par les bombes et les obus israéliens. Dans la ville de Tyr, qui comptait quelque 100.000 personnes, il n'en subsiste aujourd'hui que 3.000, se terrant dans les caves, au milieu des décombres des bâtiments éventrés.

Voilà comment, sous prétexte d'anihiler la Résistance palestinienne, l'armée d'Israël sème la terreur, la mort dans toute une population. Les résistants palestiniens organisés sont peut-être dix mille au Sud-Liban, mais c'est contre une population de près d'un demi-million de personnes que l'armée israélienne exerce sa

terreur. L'objectif de l'armée israélienne est peut-être de parachever la destruction de la Résistance palestinienne, de détruire toutes les bases de résistance installées au Sud-Liban; mais pour atteindre cet objectif, c'est tout un territoire qui est dévasté, toute une population civile qui est massacrée. Ces mêmes gouvernants israéliens qui s'indignaient du massacre de civils opéré par le commando palestinien en Israël - acte indigne sans aucun doute - en ont pris prétexte pour lancer leur armée en représailles contre toute la population civile du Sud-Liban. L'armée israélienne, cette armée suréquipée en matériel ultra-moderne, intervient pour tuer, massacrer délibéré-

Mais cette terreur ainsi déchaînée n'a pas pour autant réussi à briser complètement la Résistance palestinienne. Car ce mouvement de résistance, ce n'est pas simplement des bases et une organisation que l'on peut détruire ou disperser par des moyens militaires; c'est d'abond des milliers de gens acculés le dos au mur, poussés au désespoir, que chaque nouveau massacre fait se dresser contre l'oppresseur, et pas seulement au Liban, mais en Cisjordanie, à Gaza, dans tous les territoires occupés par Israël.

Georges LATTIER



La lutte d'Israël contre le terrorisme palestinien : des blindés contre la population civile.

Carter complice de Begin

Une semaine après le début de l'intervention israélienne au Sud-Liban, Jérusalem vient de décréter unilatéralement un cessezle-feu, alors même que s'engagent à Washington les conversations entre Carter et Bégin.

Est-ce un premier pas vers un désengagement israélien au Sud-Liban ? Rien n'est moins sûr. Les troupes sionistes peuvent rester encore longtemps au Sud-Liban et même exiger un réaménagement des frontières.

Et pour l'heure, le gouvernement israélien réclame de nombreuses garanties qui, si elles sont acceptées, reviendraient non seulement à faire du Sud-Liban un territoire interdit aux Palestiniens, mais encore à intégrer de fait toute une bande du territoire libanais à Israël.

Israël obtiendra-t-il satisfaction? Voilà la question que se posent tous les commentateurs, laissant entendre que c'est à Washington, au cours des entretiens Begin-Carter, que les choses vont se décider. Quelle hypocrisie! Begin n'est pas accouru aux Etats-Unis pour réclamer à son allié et protecteur aides et permissions. Non, cela, il était sûr de l'obtenir. Si sûr même que c'est sans crainte de la moindre représaille de la part de l'impérialisme américain qu'il a donné l'ordre à ses troupes d'envahir le Sud-Liban. Et il l'a fait avec l'approbation de Carter qui, lui, depuis une semaine est resté silencieux devant l'œuvre dévastatrice de l'armée israélienne.

La partie qui se joue à Washington peut tout au plus servir à l'administration américaine pour tenter de dégager sa responsabilité face à l'opinion publique, arabe en particulier, mais n'a pas pour but de contraindre Begin à quoi que ce soit.

Et d'ailleurs, les forces des Nations unies envoyées avec la bénédiction des USA au Sud-Liban n'ont-elles pas pour tâche de se porter garantes des acquis que les Israéliens ont déjà imposés par les armes ?

Faux-frères et véritables ennemis

Alors qu'au Sud-Liban les Palestiniens subissent l'assaut des troupes israéliennes, les dirigeants des pays arabes laissent accomplir le massacre.

Les troupes syriennes en particulier, pourtant stationnées au Liban même, ont pratiqué une politique d'entente tacite avec les troupes israéliennes, affirmant dès les premières heures du conflit qu'elles n'interviendraient d'aucune façon. L'ensemble des Etats dits du « Front de la fermeté », constitué par la Syrie, le Yémen du Sud, l'Algérie ainsi que par la Libye, sont tous restés dans l'expectatitve.

Certes, l'Irak s'est déclaré prêt à faire parvenir à l'OLP des munitions et des équipements médicaux. Mais il soumet ses envois à l'autorisation préalable de la Syrie. La palme de l'hypocrisie revient à la Jordanie, dont le gouvernement, responsable en 1970 du massacre de « Septembre noir », vient de déclarer qu'il per mettait à des « vollontaires entraînés de rallier leurs frères militants » qui se battaient au Sud-Liban. Une facon sans doute de se débarrasser des derniers fedayins qui subsistent en Jorda-

L'Egypte, quant à elle, condamne à peine l'entreprise militaire israélienne, puisque Sadate se contente uniquement d'une évasive critique sur une action « mal avisée, mal conçue, et excessive ».

Tout cela n'a rien d'étonnant, ni de la part de l'Egypte, dont la politique de rapprochement avec Israël depuis quelques mois se fait essentiellement sur le dos des Palestiniens, ni de la part des autres Etats, qui par démagogie disent soutenir les. Palestiniens, mais qui en fait se font eux aussi les complices de leur élimination.

que la liquidation de la Résistance palestinienne a été entamée, parallèlement à Israël, par Hussein de Jordanie en septembre 1970, en massacrant des milliers de Palestiniens. Ce fut ensuite la Syrie, en 1976, qui à son tour a envoyé son armée au Liban pour tenter d'anihiler, en même temps que la gauche libanaise, la Résistance palestinienne. Aussi, tous ces Etats arabes ne sont pas simplement passifs devant le massacre penpétré par l'anmée israélienne au Liban. Ils sont en fait d'accord pour laisser l'armée israélienne parachever ce qu'ils ont eux-mêmes entrepris.

Parce que les dirigeants des pays arabes, même par démagogie vis-à-vis de leur propre population, ils font semblant d'être les porte-parole du peuple palestinien victime de l'oppression, en sont des ennemis féroces. Comment pourraient-ils défendre le peuple palestinien, alors que ces Etats sont d'odieuses dictatures

pour leurs propres peuples?

De solution, le peuple palestinien opprimé, chassé de son propre pays, n'en trouvera pas par l'intermédiaire de tels Etats, ni de tels dirigeants nationalistes. Pas plus que le peuple israélien ne trouvera de solution dans cette voie, s'il ne veut plus continuer à vivre sur un pied de guerre, tantôt oppresseur, tantôt menacé par ses propres victimes conduites au

Le peuple israélien, comme le peuple pallestinien, comme tous les peuples du Proche-Orient, pourraient vivre côte à côte, harmonieusement, avec la pleine garantie de tous leurs droits, y compris cellui de constituer leur propre Etat national. Mais aucun des Etats du Proche-Orient ne représente cette perspective-là et ne peut en créer les conditions.

Carter a laissé les mains libres à Begin.

(AFP)

Casques bleus aux couleurs de la France

Giscard fera donc coiffer le casque bleu à 600 soldats de l'armée française pour garantir la paix au Liban! Une paix que les armées sionistes auront auparavant modelée à leur profit.

Ce n'est du reste pas la première fois que la France tente d'envoyer ses troupes au Proche-Orient. En 1976 déjà, au moment où la guerre civile faisait rage entre les Palestiniens, les progressistes et les Phalanges, Giscard avait signifié que la France était prête à dépêcher un contingent qui devait s'interposer entre les combattants des deux bords. Les Américains avaient alors haussé les épaules et Giscard repris son projet.

Aujourd'hui, grâce aux Nations unies, Giscard peut expédier quel-

ques troupes. Geste de vaine gloriole, de la part d'un président qui veut paraître plus important qu'il ne l'est?

Pas seulement. Car si la France a été contrainte de cesser le protectorat sur le Liban en 1946, elle est loin d'avoir abandonné tout Intérêt économique ou financier dans ce pays.

Elections ou pas, la direction continue de frapper

C'est à la fin de février que l'inspecteur du travail a rendu son jugement et refusé les 400 licenciements prévus par la direction, sur 930 travailleurs que compte l'entreprise.

Aussitôt, la direction annonçait cyniquement que cela se traduirait par de nouveaux smicards dans l'usine. Et elle annonçait au CE, pour le 1er mars, des réductions d'horaires pour toute l'usine. Ceux d'entre nous qui étaient à 28 h se retrouvaient à 0 h, d'autres descendaient de 40 à 32 h, etc.

Et c'est ce chantage au chômage technique qui a poussé près de 180 travailleurs, dont trois délégués CGT, à aller trouver l'inspection du travail et la direction pour être licenciés et toucher ainsi une somme d'argent qui leur permette de vivre mieux qu'avec ce que paye la FCB en salaire.

La direction a donc, dans un premier temps, réussi à se débarrasser de près de 250 travailleurs (y compris les départs dans le cadre de la préretraite). Elle annonçait d'ailleurs que, le mercredi 1** mars, tous ces travailleurs étaient dispensés de se présenter à l'usine et qu'ils toucheraient leurs indemnités. Ce qui fut fait.

Mais 140 travailleurs de l'usine n'ont toujours pas cédé au chantage de la FCB. La direction attend l'accord du ministre du Travail pour les licencier.

Parmi ces travailleurs, un certain nombre sont allés demander des comptes à la direction et dire ce qu'ils avaient sur le cœur à l'occasion d'une réunion avec les délégués.

Le chef du personnel, qui tentait en vain de s'esquiver, a dû s'entendre dire quelques vérités. On apprenait quelques jours plus tard que la FCB avait pris la décision de sanctioner cette action. Deux délégués ont été mis à pied pour une durée illimitée et une demande de licenciement a été engagée contre eux. La direction les accuse d'avoir séquestré un directeur et d'avoir proféré des menaces de mort.

Entre-temps, un travailleur

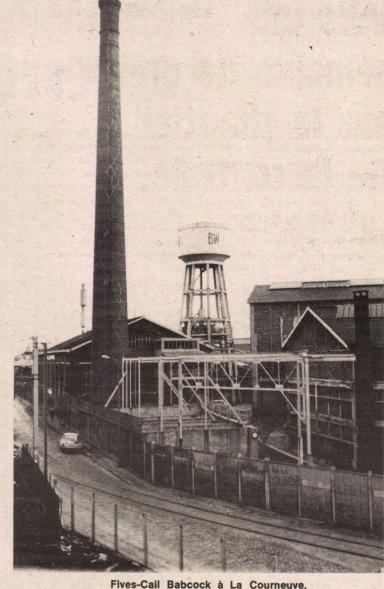
de la mécanique, militant syndical actif, était licencié pour le prétexte fallacieux de travail insuffisant.

La FCB a donc profité à fond de la situation de crise dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui. Son plan de liquidation de l'usine se poursuit.

Nous nous retrouvons aujourd'hui avec de nouvelles baisses d'horaires : il y a quatre horaires diifférents : une trentaine d'ouvriers sont à 32 h, d'autres font 36 h ou 38 h, et 40 h pour les autres.

Syndicats et partis de gauche nous avaient promis le changement pour mars 1978 et nombreux sont ceux d'entre nous qui espéraient voir la situation s'améliorer après les élections. Il va bien falloir se rendre à l'évidence : la force des travailleurs est ailleurs que dans leurs bulletins de vote. Et c'est dès aujourd'hui qu'il faut nous préparer à l'utiliser face aux patrons et au gouvernement à leur service.

Correspondant LO.



SNCF (REGION DE CLERMONT)

Débrayages contre les suppressions d'effectifs

A la SNCF, région de C'ermont-Ferrand, plusieurs centaines d'employés de la filière Exploitation (hommes de manœuvres, alguilleurs, chefs de sécurité, chefs de gare) ont débrayé du jeudi 9 mars à 0 heure au vendredi 10 mars à 6 heures.

Après s'être rassemblé dans la cour de la gare de Clermont-Ferrand, le personnel s'est rendu en manifestant à la direction de la SNCF aux cris de « Nous voulons des emplois ».

Sur la région de Clermont-Ferrand, en 1977, 130 emplois ont été supprimés et la direction de la SNCF en a annoncé 83 autres pour l'année 1978.

Ces suppressions de postes signifient non seulement que la direction de la SNCF n'embauchera plus, mais qu'elle ne remplacera pas les départs de personnel, comme les retraités.

Cette compression d'effectifs pour le personnel de la SNCF va se traduire par une augmentation de la charge de travail, sans augmentation de salaire.

C'est pourquoi, le 9 mars, le personnel a manifesté son mé-



contentement et exigé :

l'arrêt immédiat de toute compression d'effectifs,

— un embauchage pour chaque départ en retraite,

la création d'emplois,
 pas de salaires inférieurs à

2.500 F,

— meilleur palement de la qualification et des responsabilités,

amélioration des conditions de travail.

Après avoir reçu les organisations syndicales, le 9 mars, la direction de la SNCF a déclaré qu'étant donné qu'il y avait 10 % de bénéfices en moins au niveau du trafic du transport des marchandises, elle était obligée de réduire de 10 % l'effectif des cheminots.

La direction de la SNCF se moque bien des conditions dans lesquelles son personnel devra travailler. Les cheminots ont raison de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

ELBE (FOURCAMONT - SEINE-MARITIME)

Elbé licencie, des familles entières sont sans travail

Le P-DG de l'usine Elbé à Fourcamont s'est dernièrement rendu célèbre en mettant sur le marché des boîtes de pâté dangereuses pour les consommateurs.

Cela a servi de justification pour les licenciements. L'usine est soumise à une procédure judiciaire et 180 nouveaux licenciements ont eu lieu. C'est la seule usine de Fourcamont et des familles entières y travaillaient.

UN LICENCIE RACONTE:

« J'ai travaillé deux ans et demi là-dedans comme ouvrier cariste, je touchais 1.800 F par mois. Quand je suis rentré, j'ai eu trois fois un contrat de trois mois : comme ça, pas d'ancienneté à me payer et on peut licencier à la fin de chaque contrat. Elbé, il a rempli ses poches avec les ouvriers. Les gars l'appellent l'emmerdeur; il est toujours à surveiller ceux qui fument...

Les cadres et la maîtrise ont été prévenus des licenciements avant nous. Nous, on n'a jamais su grand-chose.

Cela a commencé en travaillant quinze jours par mois chacun son tour : les quinze jours chez nous étaient en chômage technique à 90 % du salaire. J'ai reçu une lettre recommandée me disant que je n'avais plus de boulot. Dans le coin il n'y a rien. Il faut monter à Rouen. Il y a des cars de ramassage pour Gamache et Incheville, mais pas d'embauche. J'ai le salaire à 90 % pendant un an. L'ANPE ne m'offre rien. Chacun est dans son coin et se demande ce qu'il va faire. »

UN CEGETISTE LICENCIE:

« J'ai monté un syndicat CGT à
Elbé et j'ai été viré. Je suis en
procès avec eux. Je ne trouve
pas de travail dans le secteur.

A Elbé, il n'y a aucune hygiè-

ne, aucune sécurité. Les machines autoclaves et cerclages des boîtes n'étaient pas contrôlées par l'APAV (service de contrôle officiel).

Dans toute l'usine, il y a une odeur particulière. Il n'y a pas d'infirmière et, pourtant, il y a des accidents fréquents pour les gars qui coupent les blocs de plasma congelés à la serpette, ou pour ceux qui désossent les têtes de porc.

La CGT n'a rien fait de réel contre les licenciements. Maintenant c'est un peu tard. »

Correspondant LO

ACIERIES DE NEUVES-MAISONS (LORRAINE)

Grève contre des sanctions

Mardi 21 mars, tous les syndicats (CGT, CFDT, CGC, Sidestam) appelaient à une grève de protestation sur l'ensemble de l'usine contre des sanctions qui ont frappé un ouvrier et deux agents de maîtrise : le premier a vu sa promotion bloquée et les deux autres ont été redescendus de coefficient. La direction leur fait endosser la responsabilité d'un incident qui s'est produit il y a un mois au train à fil : le central électrique du train à fil a entièrement brûlé, entraînant l'arrêt pour plusieurs mois de celui-ci et des dizaines de millions d'anciens francs de réparation.

Le feu s'est déclaré alors qu'un cuvrier soudait dans un boîtier électrique, à cause des étincelles qui partaient du chalumeau. Il a été impossible d'éteindre les flammes avec un extincteur; mais, normalement, les circuits électriques doivent être ignifugés et des sécurités doivent empêcher la propagation des flammes.

La grève de protestation a été bien suivie, à 70 % dans certains secteurs, malgré certains refus de faire grève pour des cadres : « Ils ne le feraient pas pour nous ».

Mais, dans l'ensemble, les travailleurs en ont fait une question de principe car pour eux, à juste titre : « C'est la direction qui est responsable ».

Correspondant LO.

Vers une quatrième semaine de grève sur le chantier de la centrale nucléaire

Depuis le 27 février, le chantier de la centrale nucléaire est paralysé par la grève de 1.200 travailleurs sur 1.600. Quatre grosses entreprises, dont la Spie-Dumez qui compte 900 personnes, sont touchées par le mouvement.

Les revendications portent sur le taux horaire des salaires (+ 3 pour cent), la suppression de deux échelons de la grille, et surtout sur les frais de déplacement : les travailleurs demandent 17 F de plus par jour, alors que les patrons ont offert 2, puis 3 F.

Les travailleurs du chantier, pour la plupart immigrés, en ont assez de supporter depuis plus d'un an les bas salaires (un ouvrier qualifié 2° échelon gagne moins de 2.000 F par mois), les dures conditions de travail, et le viol des conventions collectives par les entreprises.

Le 2 mars, saisi par EDF et Dumez pour faire expulser les grévistes, le juge des Référés a exigé qu'avant toute décision, des négociations sérieuses s'engagent entre les différentes parties. Le 10, un accord semblait acquis, car le préfet qui jouait le rôle de conciliateur, avait proposé 15 F d'augmentation des frais de transport en trois étapes, mais ce projet a été repoussé par la direction de Dumez, semble-t-il sur un ordre venu de Paris.

Aussi, le 15 mars, les gardes mobiles sont-ils intervenus « pour faire respecter la liberté du travail », mais seulement 300 personnes (cadres des entreprises, employés administratifs, personnel de l'EDF) ont pénétré sur le chantier, alors qu'une assemblée de 450 personnes affirmait sa résolution de poursuivre la lutte.

A l'heure actuelle, la grève s'achemine vers sa quatrième semaine et la détermination est entière. Et malgré l'éventail des nationalités (aux assemblées générales, les interventions se font en quatre langues), l'unanimité dans la lutte est totale.

Correspondant LO

ROUSSEL-UCLAF (ROMAINVILLE)

Produire pour le profit

Roussel-Uclaf lance un nouvel insecticide le DECIS. Cent fois plus puissant que le DDT ce produit est le fruit des services de recherches de Roussel-Uclaf (services importants à Romainville qui regroupent chercheurs, ingénieurs, chimistes et techniciens).

Face à la toxicité de ce produit, Roussel fait valoir sa capacité à se dégrader très rapidement au contact de l'oxygène. Mais ce qu'il dit moins et ce qu'il sait pourtant très bien c'est que ce produit est extrêmement toxique pour les animaux à sang froid et tue aussi rapidement les poissons que les insectes. Et si Roussel travaille à corriger ces effets nocifs cela ne l'a pas empêché de mettre ce produit en vente depuis un an, 40.000 hectares de cultures ont été traités l'an dernier. Et actuellement Roussel est sur le point de signer deux contrats très importants d'un montant de 35 millions de nouveaux francs avec l'Egypte et la Côte d'Ivoi-

Cet insecticide, vendu nonamment pour les cultures de coton, peut s'appliquer sur les arbres fruitiers, les viticultures en grandes cultures et les cultures maraîchères.

Le DECIS vient sur le marché remplacer le DDT qui est interdit dans plusieurs pays. Mais combien de catastrophes faudra-t-il pour qu'on interdise



Roussel-Uclaf à Romainville.

à Roussel-Uclaf la vente de ce produit tant qu'il est dangereux?

Les banques et grandes compagnies qui s'assurent les bénéfices des monocultures et de la culture en grande série n'ont que faire de la disparition de la vie sur les lieux de production. Ils utiliseront ce produit qui préserve leurs marchandises.

Que la population pauvre des campagnes qui vit notamment de la pêche soit condamnée, de cela les groupes financiers n'ont que faire. De même qu'ils n'ont que faire de l'avenir de l'humanité, même si l'avenir qui est en cause est celui des années qui viennent et qui nous concerne tous.

Correspondant LO.

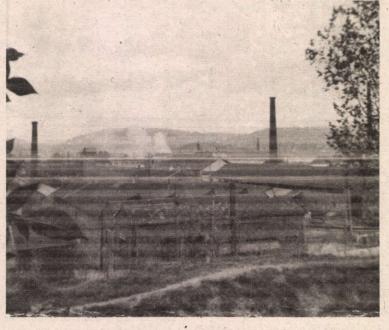
CREUSOT-LOIRE (ST-CHAMOND)

Accident mortel

Samedi matin 11 mars, un travailleur du service Entretien de l'usine Creusot-Loire de Saint-Chamond et un travailleur de l'entreprise extérieure Potain commençaient à
repeindre un pont roulant en
jaune paille (couleur prévue
par les normes de sécurité). Ils utilisaient pour cela un élévateur à bras hydraulique et
une nacelle. C'est dans celleci qu'ils se trouvaient pour effectuer ce travail, à au moins
15 m du sol.

Pour une raison que l'enquête n'a pas encore pu mettre en évidence, la nacelle s'est déplacée et les deux travailleurs ont été coincés entre le pont et le rebord de leur nacelle. L'un des deux est mort d'écrasement au niveau de la ceinture. Le deuxième s'en est sorti, après un coma d'une journée.

Ce jour-là, il n'y avait personne d'autre dans l'atelier chaudronnerie et donc pas de témoins de l'accident. Quelques instants après celui-ci, trois autres travailleurs de l'entreprise Potain revenant sur les lieux, ont été alertés par les cris de leurs camarades. Ils ont alerté l'atelier mécanique voisin. Les appels aux pompiers et au SAMU ont été faits. Les chefs et le personnel ont cherché à décoincer la nacelle. Pour cela, il leur fallait une des deux clefs de contact des tableaux de commande. Or la première était dans la poche d'une des deux victimes (ce qui était prévu



L'usine Creusot-Loire à Saint-Chamond.

par les procédures de travail) mais la deuxième n'a été trouvée qu'une heure et quart après. Elle était à sa place dans un bureau de l'Entretien, mais le seul responsable à connaître cette place n'a pas pu être joint tout de suite.

Les travailleurs de Mécanique n'osaient pas entreprendre de tentatives de déplacement du pont, tous ignorant comment le manœuvrer dans la bonne direction. La maîtrise, elle, semble avoir manifesté seulement un grand affolement.

Finalement, la clef ramenée,

les deux hommes ont pu être dégagés. L'un d'eux était mort, donc, et l'autre sans connaissance.

L'émotion était très forte parmi les travailleurs présents. S'en apercevant, l'encadrement fit sortir tout le monde à 8 h 30.

Une enquête judiciaire a été ouverte.

Le sentiment général dans l'usine est le besoin de connaître la vérité, de mettre au grand jour les responsabilités de la direction.

Correspondant LO.

BOIS DEROULES OCEAN (ROCHEFORT)

Menaces sur l'emploi

Lors de la campagne électorale, notre camarade candidate sur la circonscription de Rochefort, a été contactée par le syndicat FO de l'entreprise des Bois Déroulés Océan. C'est bien volontiers que nous informons nos lecteurs des problèmes qui se posent aux travailleurs de cette entreprise desquels nous nous sentons pleinement solidaires, tout en ne partageant pas toujours le point de vue du syndicat FO sur les solutions à apporter. Mais nous sommes bien d'accord que la lutte à mener pour refuser les licenciements, est un des principaux problèmes de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Car il s'agit effectivement de refuser que ce soient les travailleurs qui fassent les frais de la crise.

Après 143 licenclements en / 1975 et de valnes promesses de notre direction, où en est-on aux Bois Déroulés Océan ?

« Depuis 1975, depuis trois ans maintenant, nous sommes toujours dans l'incertitude quant à la garantie de notre emploi. La direction n'a pas hésité à employer tous les moyens pour faire partir les ouvriers. En décembre 1977, 9 salariés étaient désignés pour aller travailler dans les Landes, sous la menace du licenciement en cas de refus. Par la suite en janvier 1978, 50 ouvriers étaient convoqués individuellement, de nuit comme de jour. (De quel

courage notre directeur ne feraitil pas preuve quand il s'agit de menacer les ouvriers!)

Suite à ces pressions, nous avons réagi : des pétitions ont été faites, des lettres adressées à la direction dont la réponse évasive ne donne pas satisfaction aux ouvriers. Ces messieurs pensent avant tout aux bénéfices de leur société acquis sur le dos des travailleurs et se moquent pas mal de notre gagne-pain.

Depuis la réunion du comité central d'entreprise à Paris le 15 juin, la menace de 121 et peutêtre 150 personnes en trop plane toujours sur l'usine.

La fermeture de notre entreprise (700 personnes) serait une véritable catastrophe et entraînerait de graves répercussions sur l'économie locale.

Quelle conclusion en tirer?
Nos camarades pensent que seule la nationalisation de notre entreprise peut apporter la solution
et trouver des diversifications de
production, mais vite.

Une chose est sûre, il faudra se battre et fort pour que notre usine continue à vivre et à nous faire vivre.»

> Syndicat F0 Bols Déroulés Océan Rochefort

"Sept ans auprès de Léon Trotsky"

DE JEAN VAN HEIJENOORT

En octobre 1932, Jean Van Heijenoort, jeune militant de l'organisation française de l'opposition de gauche internationale, arrivait à Prinkipo, petite île turque où Trotsky exilé d'URSS vivait depuis 1929. Durant sept ans, Van Heijenoort allait vivre dans l'entourage immédiat du vieux révolutionnaire russe, à Prinkipo d'abord, puis en France, en Norvège et au Mexique, remplissant en même temps les fonctions de secrétaire, de traducteur et de garde du corps.

Mais le fait d'avoir participé si étroitement à la vie et aux derniers combats politiques de Trotsky ne fait que rendre plus décevant le livre de Jean Van Heijenoort. Il est en effet d'un vide politique complet. Van Heijenoort, qui a rompu depuis trente ans avec le marxisme révolutionnaire, mais qui n'a pas essayé non plus de développer ses propres conceptions politiques d'aujourd'hui, s'est borné dans son livre à témoigner des faits. « Mon récit sera assez souvent fait de détails - écrit-il dans son introduct'on — parce que je suis le seul à connaître ces détails et que je ne veux pas qu'ils disparaissent avec moi ».

Tout le livre est donc constitué par le souvenir de petits événements vécus par Van Heijenoort, voire de vagues impressions, ou pire de ragots rapportés (en spécifiant il est vrai qu'il s'agit de on-dit). Cela pourra intéresser les historiens désireux de reconstituer au plus près l'emploi du temps de Trotsky durant ces sept années (le livre comprend même une annexe relevant un certain nombre d'erreurs de faites dans la littérature consacrée aux dernières années de la vie de Léon Trotsky). Il pourra aussi intéresser les amateurs de petite histoire et de petits ragots sur la vie sentimentale de Trotsky, mais certainement pas les révolutionnaires désireux de mieux connaître le combat politique de Trotsky et de le continuer.

Sept ans auprès de Léon Trotsky de Jean Van Heijenoort - Coll. Les Lettres Nouvelles - Maurice Nadeau - 45 F.

"Le meunier d'Angibault"

DE GEORGE SAND

Dans la collection Marabout vient de reparaître Le meunier d'Angibault de George Sand. Ses romans les plus connus, La mare au diable ou La petite Fadette, très émouvants, vantant le retour à la nature, la vie champêtre, le folklore du Berry, décrivant de façon très idéalisée les rapports sociaux à la campagne entre des paysans empreints de simplicité et de délicatesse morale, paraissent aujourd'hul assez conventionnels et désuets.

Le meunier d'Angibault n'échappe pas à la règle mais il appartient à la période socialiste de George Sand, comme Le compagnon du Tour de France, et fut publié sous forme de feuilleton en 1845 dans le journal de Louis Blanc, La Réforme.

Il nous raconte une double histoire d'amour, toutes deux contra. riées par la fortune, mais où l'argent sera le moins fort. Telles étalent du moins les convictions de George Sand, qui pensait que la richesse est cause de tous les malheurs mais qui comptait sur la force des grands sentiments et sur la générosité pour réformer la société.

Le roman finit bien donc et les principaux héros pourront vivre leur bonheur en formant une petite communauté égalitaire. La téministe George Sand a fait d'une femme le principal personnage du roman. Cette femme, une noble, apprend sa ruine avec jole. Elle a rencontré l'amour et avec lui le désir de tourner le dos à sa classe sociale d'origine pour rejoindre le peuple. C'est là l'exemple que George Sand a voulu donner à toute son époque.

Comme un certain nombre d'intellectuels vers 1848, influencée par les idées socialistes, elle a voulu « aller au peuple », le comprendre, le peindre. Le meunier d'Angibault en est une sorte de témoignage.

Dominique LEGER

Le meunier d'Angibault de George Sand - Collection Marabout - 13.50 F.

GEORGE SAND Le meunier d'Angibault

« La vraie vie des Français »

DE JANICK ARBOIS ET JOSHKA SCHIDLOW

La vrale vie des Français, c'est ainsi qu'une équipe de journalistes de la revue Télérama présente le fruit d'une longue enquête menée avec le concours de l'IFOP. Et il est vrai que le bilan de cette enquête est non seulement d'une lecture agréable et intéressante, mais encore significatif de la vie que la plupart des gens mènent dans le monde où nous vivons.

Ce bilan est le produit d'un sondage du même type que ceux auxquels nous sommes habitués dans la vie politique, et aussi d'un large échantillonnage de lettres reçues à **Télérama**, en ré-

ponse à la question « Dites-nous ce qu'est pour nous la vraie vie ». Il a bien entendu ses limites, comme toute enquête, et en particulier dans ce cas le fait que le public de Télérama soit pour une large part de religion catholique et très souvent composé de familles nombreuses. Ce-la explique par exemple la relative importance accordée à la question de l'éventuelle vie spirituelle des Français.

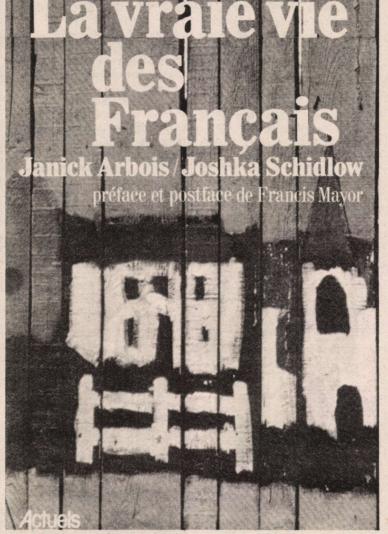
Mais l'ensemble des questions posées sont de celles qui intéressent et concernent directement tout un chacun : quelles sont les aspirations les plus vives des Français, de quoi estiment-ils manquer le plus, que craignent-ils, que pensent-ils du travail, de la famille, des loisirs, quelle place accordent-ils à l'amitié et à l'amour, etc.

Ce qui s'exprime peut-être avec le plus de force au travers de ces témoignages, c'est le dégoût de la plupart pour la vie telle qu'elle est faite aux habitants des grands centres urbains, le désir de vivre davantage en contact avec la nature, selon un rtyhme plus paisible, le désir aussi de voyager, de découvrir le monde - tout cela enfoui, refoulé par la nécessité de gagner sa vie, de travailler. Les très nombreuses lettres dont La vraie vie des Français donne de larges extraits témoignent presque toutes de la tristesse, de l'insatisfaction profondes de la plupart des gens, qui manquent d'argent et de temps pour vivre comme ils le souhaiteraient, qui craignent l'avenir pour leurs enfants et voient dans le progrès technique la cause possible de maux nouveaux, qui voudraient se sentir plus utiles dans la société mais ne voient bien souvent dans leur travail - et à juste titre qu'une ennuyeuse contrainte.

A vrai dire, tout cela, qui ne le sait déjà? Mais le grand mérite de cette enquête est d'être restituée avec beaucoup de chaleur et de fraternité, et de s'intéresser surtout aux couches populaires, aux ouvriers, aux cultivateurs, à des catégories sociales que la littérature dans son ensemble ignore.

Les auteurs semblent conclure que ce qui manque aux Français serait d'ordre métaphysique : ils ne s'expliquent guère. Mais, de toute façon, point n'est besoin d'aller chercher si loin, tant il est clair que la société du profit et de l'argent est bien incapable de créer les conditions nécessaires à l'équilibre et à l'épanouissement de ses membres.

Christiane LEGUERN
La vraie vie des Français de
Janick Arbois et Joshka Schidlow - Ed. du Seuil - Coll. Actuels



« Les lâches »

DE JOSEF SKYORECKY

C'est le quatrième roman de l'écrivain tchèque Josef Skvorecky qui est traduit en français. Datant de 1948, Les lâches raconte la dernière semaine précédant l'arrivée de l'armée soviétique dans une petite ville tchèque en 1945.

En une semaine, et 379 pages, on va assister à l'effondrement du protectorat allemand, la tentative de quelques nationalistes de lever une armée, armée d'opérette qui ne fera pas le poids à l'arrivée de l'armée russe, qui à la fin du roman prend les choses en main.

La jaquette de la couverture, pour allécher le lecteur, parle du « brave soldat Chveik ». Mais il n'y a guère dans ce livre de l'humour corrosif du Soldat Chveik. L'ironie de Skvorecky

n'est pas celle de la critique sociale mais plutôt de la désinvol-

L'affaire est tout entière relatée à travers la conscience d'un jeune petit bourgeois, amateur de jazz, et dont l'intérêt pour les filles est une véritable idée fixe. Et comme l'auteur préfère s'étendre sur les états d'âme de son principal héros, les espoirs et les illusions du peuple tchèque n'ont plus droit qu'à une plume sceptique et blasée.

Ce refus de prendre au sérieux ce qui n'est pas le petit moi de l'auteur en rend la lecture bien agaçante.

Jacques FONTENOY

Les lâches de Josef Skvorecky - Ed. Gallimard - Colli. Du monde entier - 59 F.

Les Françaises face au chômage

DE GUILLEMETTE DE SAIRIGNE

Paru dans la collection Femme, dirigée par Janick Jossin chez Denoël, Les Françaises face au chômage de G. de Sairigné dresse un tableau assez complet du chômage féminin en France.

Les femmes représentent 53 % des chômeurs, alors qu'elles ne forment que 39 % de ce que I'on appelle la population active,



catégorie qui regroupe ceux qui ont une activité professionnelle quelconque. Elles sont aussi les deux-tiers des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Viennent en première ligne les ouvrières et les employées. Alors que depuis 1958 la proportion des femmes exerçant une profession n'avait cessé d'augmenter, depuis l'apparition de la crise elles ont été le plus lourdement touchées. Si les taux de chômage masculins

Le petit soldat de paille

PAR LE THEATRE DU GALION

ont doublé sur huit ans, les taux féminins, eux, ont presque triplé! Les premières touchées, elles le sont plus et plus longtemps : un mois supplémentaire en moyenne avant de pouvoir retrouver un emploi. Sans parler de toutes les femmes, chômeuses non déclarées, qui cherchent à entrer dans la vie professionnelle après la naissance des enfants et qui attendent en vain un moyen de réinsertion sociale. Aucune statistique, aucune enquête ne peut arriver à comptabiliser ce besoin de nombreuses femmes à vouloir sortir de chez elles. Qu'est-ce qui les pousserait à s'inscrire à l'ANPE, puisqu'elles ne sont pas indemnisées, bénéficiant de la Sécurité sociale de leur mari? Cela ne peut pas être la seule envie d'avoir à pointer tous les

Le bilan est donc lourd. Il constitue la partie la plus intéressante de ce livre, avec toute une série de témoignages de femmes : des jeunes filles n'arrivant pas à décrocher le premier emploi, des provinciales ne voulant pas se résigner à s'expatrier, des femmes approchant de la cinquantaine, des cadres ayant derrière elles des années passées à des postes de responsabilité licenciées pour raisons économiques. G. de Sairigné est allée les interviewer. Toutes, même celles qui se sont trouvées des activités temporaires (bénévolat, garde d'enfants, formation professionnelle), toutes ressentent, en plus des difficultés matérielles, un poids moral de se retrouver des inutiles, des assistées, souvent des « mal

Mais G. de Sairigné ne se contente pas de faire un bilan. Elle essaie de proposer des remèdes. Et elle nous inflige un flot de « Il faudrait, on pourrait », en allant chercher des avis et des citations chez Mme Pasquier, secrétaire à la Condition féminine, quand ce n'est pas au CNPF, beaucoup plus souvent qu'auprès des organisations syndicales, parmi lesquelles jamais à la CGT, ce qui ferait douter de ses bonnes intentions. Outre qu'elle n'apporte bien sûr pas de remède original, elle fait miroiter les possibilités de nombreux stages de formation payés pour les chômeurs. Il en ressort que pour elle, le chômage féminin et sa gravité sont avant tout l'effet des préjugiés et de la mentalité qu'il faut d'abord combattre.

Il est vrai que l'inégalité des femmes est aussi un problème de mentalité. Mais ne pas dire que la société tout entière est faite de ces inégalités-lià et qu'il ne suffira pas de combattre les préjugés et d'insuffler aux femmes de l'énergie et des qualités d'initiative pour s'en sortir, a quand même quelque chose de cho-

Dominique LEGER

Les Françaises face au chômage de Guillemette de Sairigné -Denoël-Gonthier - 36 F.

par manque de vigilance, nous

Comme la plupart des pièces contestataires, Le petit soldat de paille n'échappe pas au défaut de vouloir tout dire et trop dire en une seule pièce. La troupe a voulu faire un « spectacle sur l'éducation » : « Ce que nous avons voulu dénoncer, c'est le rôle des parents que nous croyons devoir tenir, l'image type de l'enseignant que l'école perpétue, ce qui est condamnable chez nous adultes. parents ou professeurs, c'est le ment la démonstration est un peu reflet de l'idéologie qu'on nous

véhiculons ».

Pourtant la forme choisie (des acteurs de cirque se proposent de raconter l'histoire de Petitjean et de son éducation) fait qu'il y a tout de même quelque plaisir à voir ce spectacle de poésie, de mime et de chanson où parents, professeurs, conseillers d'orientation, etc., sont caricaturés allègrement. C'est un spectacle alerte, même si par mopesante. Et Petitjean, l'enfant rêa inculquée et qu'à notre tour, veur, poète, que l'école et puis

THEATRE DITCALTON l'armée vont transformer en un homme comme les autres, est joué par le clown de façon particulièrement émouvante.

Jérôme LUTHIER

Au TNP, 16, rue Georgette-Agutte 75018 Paris - M° Guy-Moquet.

Pour la huitième FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE APPEL **AUX ARTISTES**



Dans un peu moins de deux mois, les 13, 14 et 15 mai, à la Pentecôte, la huitième fête de Lutte Ouvrière aura lieu à Mériel-Vililers-Adam, dans le Val-d'Oise.

Cette fête, qui réunit pendant trois jours depuis plusieurs années des milliers de militants, de sympathisants et d'amis venus de toutes les régions de ce pays, est sans doute l'un des plus importants rassemblements politiques de l'extrême-gauche.

Mais c'est aussi une grande manifestation artistique : pendant trois jours, un spectacle et une animation presque permanents se déroulent sur plusieurs scènes spécialement aménagées et sonorisées, ainsi que dans plusieurs aires d'animation. Et ce sont plus de trois cents artistes, connus ou moins connus, chanteurs, troupes de théâtre, musiciens, ensembles de musique classique, orchestres de jazz, groupes de musique folk ou pop, mimes, etc., qui l'an dernier ont participé à cette fête. Nous espérons qu'ils seront encore plus nombreux cette année.

Si nous pouvons réaliser un tel que de très nombreux artistes y participent bénévolement. C'est

pourquoi nous lançons ici un appel à tous les artistes qui souhaitent nous prêter leur concours - ceux qui nous connaissent déjà, comme ceux qui ne nous connaissent pas — pour qu'ils prennent contact avec nous rapidement. Et nous nous adressons bien sûr tout particulièrement à tous ceux qui, parmi eux, se sentent solidaires de notre combat, du combat des révolutionaires.

Grâce à eux, la fête de Lutte Ouvrière sera, cette année encore, une vraie fête pour tous, riche en spectacles de tous genres. Et nous sommes sûrs que tous ceux qui nous prêteront leur concours ne le regretteront pas. Car c'est un public de plusieurs mililers de personnes, un public enthousiaste et chaleureux de jeunes et de travailleurs, qui accueille tous ceux qui veulent bien participer à l'animation de

Alors, nous sommes sûrs que nombreux seront ceux qui répondront à notre appel.

Pour nous contacter, écrire à : **Boîte Postale 233** 75865 PARIS CEDEX 18

12345678910

HORIZONTALEMENT. faire plébisciter. — II. La Jota, c'est ca. - III. Traiter les blessures par le temps. - IV. Démonstratif - Chemin de Tarzan. - V. Pour tirer les marrons du feu. - VI. Ce n'est pas parce qu'il ne dit mot qu'il consent - Entre peau et cuir. - VII. Ennemi du bœuf - Basque ou grecque. - VIII. Plisser de joie - D'un auxiliaire. - IX. Tout en longueur - Thème de conjugaison pour Devos. - X. Bon pour la mobi-

des fils ou des amis. - 2. Lac indien - A la Saint-Jean. — 3. Pour que les étudiants se concentrent - Sortent du pétrin. - 4. Partisan du nivellement. - 5. Pour tresser des meubles - Frontière allemande. - 6. Profondément implanté. - 7. Toute petite - Ne connaît plus guère que des échecs. -8. Ouvre l'appétit et ferme les oreilles - Pratiques. - 9. Qui a beaucoup servi - Appréciait du palais ou de la main. - 10. Ne sert que pour l'argent.

SOLUTION										
	D	U	PRO		EME		REC	CED	ENT	_
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	14 A. W. 15 S.
	P	A	T	E	N	0	T	R	E	T
11	E	D	1	T	0	R	1	A	1	1
III	R	0	1	A	N	D		7	E	
IV	F	U	Š		V	0	1		H	201
V	0	R	1	G	1	N	A	1	E	
VI	R		7	R	0	N	C	0	N	1979
VII	M	A		1	1	E		4	ナ	20112
VIII	A	M	U	S	E	R		V	A	N. P. S. S.
IX	N	E	R	0	N		5	0	1	
X	C		B	11	7	T	0	1	R	
XII	E	p	1		E	11	5	S	E	

« Panique »

DE J.-C. LORD

Malgré son titre, Panique n'est pas un film-catastrophe qui vise bas en cherchant à faire peur au spectateur. Il émeut et provoque des sentiments de révolte plus qu'il ne terrifie.

Panique raconte l'histoire d'une petite ville au Canada où, à cause de la pollution des eaux, les animaux domestiques meurent et les enfants arivent par centaines à l'hôpital, certains pour y mourir peu après. Le responsable : une compagnie géante américaine d'exploitation forestière. Elle vient de trouver un procédé de fabrication d'un « papier miracle » qui se vend bien et elle déverse, en toute connaissance de cause, ses eaux chargées de produits toxiques dans le fleuve.

La compagnie a des appuis puissants au sein même du gouvernement. Elle a de l'argent, qu'elle utilise avec un parfait cynisme, entre autres à des campagnes publicitaires contre la

pollution. Elle emploie des centaines d'ouvriers, dans la ville où plane la menace du chômage en cas de fermeture. C'est ce qui fera voter les ouvriers contre la grève à neuf sur dix.

Et les enfants continuent à arriver en masse dans les hôpitaux.

C'est Minamata, c'est Seveso, ou combien d'autres encore, où le capital ne craint pas de frapper des populations entières pourvu que vive le profit.

La révolte s'empare d'un petit groupe de citoyens, parents des victimes, à la tête duquel se met une femme, la secrétaire du directeur de la compagnie qui, après avoir été un témoin passif de tout ce que le trust a fait pour masquer sa responsabilité, prend conscience de l'horreur de la situation au cours d'une visite à l'hôpital.

Pour pouvoir crier leur indignation à toute la population, le petit groupe organise un coup de force avec prise d'otages dans les studios de télévision.

" Dites dans quel monde vous voulez vivre! ". C'est sur ce cri que le film s'achève. Même si la fin héroïque nous laisse sceptiques sur son efficacité à résoudre les problèmes de la pollution — ils nécessitent plus une mobilisation de masse que des coups de mains isolés pour réveiller la population — nous nous sentons entièrement du côté de ce petit groupe qui, les armes à la main, veut faire entendre sa révolte et sa détresse.

La vérité des personages, leur simplicité, leur sincérité, nous touchent profondément. Comme l'histoire elle-même d'ailleurs, par son réalisme et son actualité.

Louis GUILBERT

La Clef (5°) - Lord Byron (8°) - Bergère (9°) - Français (9°) - Studio Raspail (14°) - Clichy Pathé (18°).

« Les déracinés »

DE LAMINE MERBAH



Ce film algérien montre comment, à partir des années 1880, l'administration française en Algérie expropria brutalement les paysans par tous les moyens possibles. Les pancartes Terre expropriée, désormais communale fleurissaient sur les parcelles des paysans et les gendarmes venaient en renfort, quand ceux-ci n'en croyaient pas leurs yeux et ne comprenaient pas qu'on puisse leur réclamer des titres de propriété écrits pour une terre que leur grand-père et arrièregrand - père avaient labourée. L'administration, pour un oui ou un non, infligeait des amendes et acculait les paysans à la misère. Elle protégeait par ailleurs les colons français qui venaient s'installer en les aidant à soudoyer quelques paysans parmi les plus riches, qui leur servaient alors d'hommes de paille pour racheter à un prix dérisoire les terres des paysans endettés qu'ils avaient toujours refusé de vendre aux Français.

Le film retrace le poignant iti-

néraire d'un village exproprié qui fut prospère, dont chaque membre a gardé sa dignité et sa fierté : mais femmes et enfants en sont désormais réduits à errer avec les hommes à la recherche de travail de grands domaines en grands domaines. La communauté, encore intacte, finit par arriver dans une ville, dernier recours, où cette fois elle se désagrège : chacun doit trouver du travail pour son propre compte. Un fier paysan, qui a femme et enfants à nourrir, accepte avec répugnance une place de « crieur public » de l'administration française. Le désespoir mais aussi la révolte s'accumulent dans le cœur de chacun. Et c'est sur un geste qui annonce les luttes futures que ce termine ce beau film.

Une accusation sobre, qui vise toujours juste et qui soulève l'indignation contre la colonisation française à ses débuts.

Huguette CHEVIREAU

Palais des Arts Paris (3°).

" Betsy "

DE DANIEL PETRIE

Tiré d'un roman à succès de Harold Robbins, Betsy retrace la grandeur et la décadence d'une grande famille de l'automobile.

C'est le petit-fils du fondateur de la compagnie qui dirige l'affaire, quand le grand-père octogénaire, tranquillement à la retraite en Floride, décide une dernière fois de s'en mêler et de faire construire une nouvelle voiture populaire qu'il nommera « Betsy », du nom de son arrière-petite-fille.

Il est difficile de raconter l'intrigue. Tout y est : l'amour, l'inceste, les traîtrises et les haines familiales, sans compter les adultères et l'homosexualité. Les scènes plus que suggestives ne nous sont pas épargnées!

Ce ne sont pas les descriptions de la ville de Detroit, la capitale américaine de la voiture, dont le film ne montre que la banlieue chic ou quelques ateliers d'usines remarquablement coquets, ni celle de la famille Hardeman, fondatrice et gestionnaire de l'empire créé par le premier Hardeman, qui offrent beaucoup d'intérêt — quoique quelques petits passages sur les rapports des puissances d'argent et du pouvoir, d'un côté, de la maffia de l'autre soient bien suggestifs. Il

n'y a pas de scrupules à avoir quand on veut gagner de l'argent!

Il reste dans ce film un bon numéro d'acteur : celui de Laurence Oliver qui, à 71 ans, joue le rôle d'un vieitlard de 86 ans (avec des flash-backs on le voit beaucoup plus jeune). Cela ne suffit pas à faire un bon film!

Sylvie FRIEDMAN

Capri (2°) - Studio Alpha (5°) - Publicis Saint-Germain (6°) - Mercury (8° - Paramount Opéra Montparnasse (14°) - Convention St-Charles (15°) - Paramount Maillot (17°).

SELECTION CINEMA

Films récents

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT ? de Coline Serreau.

Des femmes, paysannes, ouvrières, intellectuelles ou bourgeoises, racontent leur vie et leurs problèmes; des témoignages directs, sincères qui ne peuvent laisser indifférents.

Bonaparte (6°) - Marbeuf (8°).

ROMANCES ET CONFIDEN-CES de Mario Monicelli.

La vie sentimentale d'un couple dans les milieux ouvriers à Milan. Un bilan un peu désabusé et sans illusion sur le bonheur conjugal où l'humour l'emporte.

Paramount Marivaux (2°) Paramount Odéon (6°) - Biarritz (13°) - Paramount Montparnasse (14°).

L'INCOMPRIS, de Luigi Comencini.

Un enfant perd sa mère, et, muré dans son désespoir, ne parvient pas à se faire comprendre de son père. Un film très émouvant.

Impérial (2°) - Quintette (5°) - Montparnasse 83 (6°) - Monte Carlo et St-Lazare Pasquier (8°) - Nation (12°) - Convention (15°).

LE TOURNANT DE LA VIE, de H. Ross.

Une histoire un peu «mélo», mais un spectacle de danse et de ballets qui vaut la peine.

Quartier latin (5°) - Concorde (8°) - Lumière (9°) - Nation (12°) - Montparnasse Pathé 74 (14°) - Olympic (14°).

L'AMOUR VIOLE, de Yannick Bellon.

Un film bouleversant qui, bien plus que tous les discours, fait ressentir l'horreur du viol. Un film de combat.

UGC Opéra (2°) - Quintette (5°) - Elysées Lincoln (8°) - 14 Juillet (11°) - PLM Saint-Jacques (14°).

ANGELA DAVIS, L'EN-CHAINEMENT, de J.D. SImon. La caméra suit une partie de l'itinéraire d'Angela Davis, militante du Parti Communiste Américain, championne de la cause des Noirs aux USA. En suivant son arrestation, sa détention, son procès, on découvre aussi des images très fortes sur les ghettos, les manifestations noires, l'hystérie haineuse des racistes blancs.

La Clef (5°).

BRANCALEONE AUX

CROISADES, de Mario Monicelli.

Une satire de l'intolérance par la bouffonnerie.

Marais (4*).

ELLES DEUX, de Marta

Meszaros.

Deux femmes hongroises avec leurs problèmes et leur amitié. Un film émouvant. (En version originale). La Clef (5°) - Saint-Andrédes-Arts (6°).

HARO I, de Gilles Béhat. Un fait divers dans un village d'Auvergne, au lendemain de la Première Guerre mondiale, reconstitué dans un esprit libertaire bien sympathique.

Panthéon (5°).

JULIA, de F. Zinnemann L'amitié profonde qui lie deux femmes restées longtemps séparées et qui se retrouvent alors que le nazisme est déjà, en Europe, une horrible réalité.

Impérial (2°) - Saint-Germain Village (5°) (v.o.) - Colisée (8°) v.o.) - Montparnasse Pathé 74 (14°) - Cambronne (15°).

POURQUOI PAS?, de Coline Serreau.

Une histoire de « ménage à quatre », qui est un sympathique plaidoyer pour la tolérance.

UGC Opéra (2°) - Cluny Ecoles (5°).

LA VOIX DE SON MAITRE, de G. Mordillat et N. Philibert.

Un montage qui évoque les patrons, tels qu'ils sont. Pagode (7°).

VOYAGE A TOKYO, de Y. Ozu.

Deux vieux époux rendent visite à leurs enfants qui habitent Tokyo, et réalisent que la famille s'est désagrégée et que la vieillesse est synonyme de solitude. Un bon film.

Saint-André-des-Arts (6°) - Ollympic (14°).

Films plus anciens

HIROSHIMA, MON AMOUR, d'Alain Resnais. Odéon (6°).

PAIN ET CHOCOLAT, de F. Brusati.

Lucernaire (6°) - Dominique (7°).

UNE JOURNEE PARTICU-LIERE d'Ettore Scola.

Contrescarpe (5°).

UN VRAI CRIME D'AMOUR
et A CHEVAL SUR LE TIGRE

de Luigi Comencini. La Pagode (7°). LE PIGEON, de M. Moni-

celli.
Templiers (3°).

Aux Dossiers de l'écran:

"A quel âge peut-on choisir son destin?" a-t-on demandé aux cinquantenaires

« A quel âge peut-on choisir son destin? ». Telle était la question posée, à la suite de la projection du film de Cayatte Mourir d'aimer, aux invités et télespectateurs des Dossiers de l'écran du 21 mars. Comme en témoignèrent le nombre et le contenu des coups de téléphone reçus - entre autres de personnes ayant vécu directement ou indirectement des sitations analogues à celle du film - la question intéressait vivement, et chacun, en fait, pouvait se sentir concerné, ou du moins aurait pu l'être.

Mais le débat fut décevant, académique et pontifiant; un débat hypocrite entre « adultes » paternalistes, tout sclérosés dans leur carapace de « pédagogues » de profession ou de vocation. Seul parlait avec un peu moins d'assurance sentencieuse et un peu plus de sensibilité à l'égard des problèmes concrets l'écrivain Raymond Jean, mais sans pour autant parvenir à réanimer le vrai débat.

Première chose profondément choquante : l'histoire racontée par le film de Cayatte fut rejetée comme un cas d'exception. Que la Morale avec un grand « M » ét la Justice avec un grand « J » acculent deux êtres qui s'aiment, un jeune de motns de 18 ans, mais apparemment déjà responsable de ses choix, et une femme plus âgée, son professeur, le premier à l'internement par ses parents en clinique psychiatrique et la seconde au suicide, cela fut jugé en quelques phrases comme « incroyable », « impossible », « inconcevable » aujourd'hui.

Certes, on ne peut reprocher à Armand Jamot, l'animateur du débat, d'avoir ommis de rappeler que le drame évoqué avait réellement eu lieu, qu'il fut vécu en 1968-69... jusqu'à la mort, par Gabrielle Russier, et que Cayatte s'inspira directement de cette lamentable affaire : en effet, sur l'intervention des parents de l'ex-ami de Gabrielle Russier - qui avaient demandé l'interdiction pure et simple de la projection du film -, le tribunal civil de Paris avait interdit aux responsables de l'émission d'évoquer en quoi que ce soit l'affaire passée.

Cela dit, cela n'excuse en rien l'hypocrisie de ceux qui ont affirmé préremptoirement lors de l'émission : « Il est inconcevable de voir dans la vie ce qu'on a vu dans le film, l'opinion publique ne comprendrait pas ».

Aujourd'hui encore, et même si entre-temps l'âge de la majorité a été avancé de 21 ans à 18 ans, les relations amoureuses entre personnes e'âges, sensiblement différents choquent bien des sentiments et aussi des préjugés. Mais force est de constater, et là est toute l'hypocrisie sociale, qu'ils ne choquent pas de la même façon selon que le mineur est garçon ou fille et, surtout, selon le milieu social.

En 1968-69, l'affaire Russier a fait scandale dans les milieux bien-pensants. Mais la même opinion bien-pensante en accepte bien d'autres, voire en commet bien d'autres, de tels « détournements de mineurs » qui sont, eux, réellement odieux, même s'ils restent impunis.

Combien d'hommes riches, d'hommes appartenant aux milieux de la bourgeoisie ontils des relations amoureuses avec des files jeunes, légalement ou illégalement ? Combien de patrons ou autres chefs abusent-ils de leurs employées ou de leurs ouvrières ? Combien de filles de 18, 17 ou même 15 ou 13 ans sont-elles condamnées par cette société à la prostitution, au mépris de toute loi ? Combien de gens, des hommes surtout, parce qu'ils ont la fortune, l'argent, le pouvoir, passent-ils outre aux « bonnes mœurs » ?

Où commence le détournement de mineur et où l'application de la loi, de son côté, enfreint-elle à la liberté d'un jeune de choisir lui-même sa vie? L'essentiel du débat a tourné autour de l'efficacité ou non de la loi à résoudre même partiellement la question. Mais là n'est pas le problème. Aucune loi, en fait, n'est à même de résoudre le problème et de réglementer harmonieusement des relations entre individus, dès lors que celles-ci naissent et se développent sur un terrain social pourri, fait d'injustices et de rapports de force.

Mais il y a, à coup sûr, l'hypocrisie criante d'une société qui édicte des lois censées protéger la jeunesse, mais qui protègent surtout un certain ordre social et moral qui est celui des riches et des possédants.

Et, autre chose choquante dans ce débat : il a été discuté de la liberté des jeunes de « choisir leur destin », sans discuter de la liberté de tous et de chacun dans cette société. Il n'a pas été dit ni dénoncé que, si les jeunes ne sont pas libres d'une multiplicité de choix — celui de leurs études, de leur activité professionnelle et sociale, de

leurs relations personnelles, et de bien d'autres —, c'est que la grande majorité de ceux que l'on dit « adultes » ne le sont pas non plus. Nous vivons dans une société d'injustice et d'exploitation, où la marge de « liberté » de chacun est à la mesure de son seul rang dans la société, de

sa seule fortune.

Alors bien sûr, le débat des Dossiers de l'écran n'aurait pu à lui tout seul résoudre cet immense problème de société. Mais il aurait pu l'aborder de façon plus honnête, de façon p'us vivante et concrète, si les participants avaient été les réels intéressés, si la parole avait été donnée aux jeunes, comme l'a d'ailleurs rappelé Bertrand Boulin, membre de l'association « SOS Enfants » et co-rédacteur de la « Char-

te des Enfants » récemment publiée.

« A quel âge peut-on choisir son destin »? N'est-ge pas à ceux qui ont 18 ans, 17 ans, 14 ans ou même 8 ans qu'il aurait fallu le demander? Y a-t-il un âge pour faire des choix? Chaque âge, même le plus jeune, ne pourrait-il pas iui-même, dans une autre société, fixer les siens propres ? A coup sûr, c'était bien à l'image des « droits » et des « libertés » que notre société refuse aux jeunes, bien à l'image de l'état de « mineur » auquelle elle les condamne, que les seuls qui aient eu le a droit à la parole et aient péroré sur la question aient été des gens ayant pour la plupart atteint la bonne cinquantaine.

Michelle VERDIER



Sélection TV

Samedi 25 mars

TF1 - 20 h 30 - Numéro 1 : Alain Souchon, avec aussi Julien Clerc, Yves Duteil.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Madame la juge. Des êtres pitoyables entraînés dans une histoire de vol et de prise d'otage. Avec Simone Signoret dans le rôle du juge.

FR3 - 20 h 30 - Opérette : Le baron tzigane de Johann Strauss, avec entre autres Ivan Rebroff. Une musique vive et joyeuse. Une réalisation habile.

Dimanche 26 mars

ANTENNE 2 - 11 h 15 - Concert : Concerto pour piano n° 1 en ut majeur de Beethoven, par l'orchestre philharmonique de Radio-France.

FR3 - 21 h 35 - L'homme en question : Jean Bernard, médecin, spécialiste du traite-

ment des maladies du sang.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - Un homme, un jour... Cette émission, dont on ignore au moment où nous écrivons le nom de l'invité, est consacrée à l'affaire du Watergate qui a conduit à la chute de Nixon le 9 août 1974.

ER3 - 22 h 40 - Cinéma de

FR3 - 22 h 40 - Cinéma de minuit. Hommage à Clark Gable : La courtisane. Un mélodrame qui date de 1931, interprété par Clark Gable et Greta Garbo.

Lundi 27 mars

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film :
Le joueur de flûte de Hamefin de Jacques Demy, avec
Donavan. Inspirée d'une légende médiévale, l'histoire de
ce joueur de flûte qui, au son
de son instrument, entraîne
derrière lui tous les enfants
du village est pleine d'un en-

chantement naïf.

FR3 - 20 h 30 - Film : Le Gitan de José Giovanni, avec Alain Delon, Paul Meurisse, Annie Girardot. De l'action, mais beaucoup d'invraisemblances

TF1 - 20 h 30 - Film: F comme Flint de Gordon Douglas, avec James Coburn. De l'action à la James Bond.

Mardi 28 mars

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Le monde paysan avant la Révolution. Pour introduire ce débat, un film TV de M. Failevic intitulé 1788.

FR3 - 20 h 30 - Le territoire des autres. Film documentaire réalisé patiemment pour montrer, tel qu'ils vivent, les animaux sauvages d'Europe.

Mercredi 29 mars FR3 - 20 h 30 - Film : Avec la Deray, avec Lino Ventura et Jean Bouise. Un film d'action, mais il n'y a vraiment que cela dans ce film.

peau des autres de Jacques

Jeudi 30 mars

TF1 - 20 h 30 - Concert : Huitième symphonie et Troisième symphonie et Troisième symphonie dite « Héroïque » de Ludwig Van Beethoven, interprétées par l'Orchestre de Radio-France dirigé par Lorin Maazel. La Troisième symphonie fut composée à la gloire de Bonaparte, considéré par Beethoven comme un héros révolutionnaire. Le compositeur, révolté par le sacre de Napoléon, débaptisera sa symphonie pour l'intituler « Eroï-

FR3 - 20 h 30 - Film : L'innocent de Luchino Visconti. Le dernier film de Visconti, mais peut-être le pire.

TF1 - 22 h - Feuilleton : Jean-Christophe. Cinquième épisode de l'œuvre inspirée du livre de Romain Rolland.

Vendredi 31 mars

TF1 - 20 h 30 - Théâtre : Un ennemi du peuple d'Ibsen. Deux frères : l'un est médecin, l'autre le maire d'une ville thermale norvégienne. Le médecin s'aperçoit que les conduites qui desservent l'établissement thermal passent par une tannerie. Les eaux sont polluées. Le médecin veut dénoncer la chose, le maire s'y refuse, car cela provoquerait la fermeture de l'établissement thermal pendant de longs mois. Le médecin est contraint de quitter la ville. Une pièce qui date de 1882, mais qui reste d'une brûlante actualité.

Ruée sur le tapis vert

A peine les élections terminées Georges Séguy avait annoncé que la CGT était prête pour la négociation. Son offre avait été suivie de près par celle d'Edmond Maire au nom de

Mais dans la course à l'Elysée ou à Matignon, l'un comme l'autre se sont fait coiffer au poteau par André Bergeron, qui aura été le premier à être reçu par Giscard d'Estaing. Il est vrai que le secrétaire de FO est, dans ce genre de sport, un champion imbattable.

Avant comme après les élections, donc, rien de changé pour FO. On ne peut en dire autant en ce qui concerne la CFDT. Edmond Maire reconnaît maintenant un rôle particulier au président de la République. La collaboration qu'il s'apprêtait à mener avec un gouvernement de gauche, s'il avait été élu, il la mènera donc avec un gouvernement de droite. Cela n'est d'ailleurs pas fondamentalement différent pour la CGT; et Séguy, sans faire de demande officielle, a tout de même fait savoir qu'il ne voulait pas être de reste et qu'il irait lui aussi à l'Ely-

Si la CGT et la CFDT avaient boudé un certain nombre de réunions autour du tapis vert dans les mois précédant les élections, ce n'est certes pas parce qu'elles avajent retrouvé le goût de la lutte de classes. C'est seulement parce qu'elles cultivaient l'espoir d'une collaboration de classes plus substantielle pour leurs appareils, avec un éventuel gouvernement de gauche, et que, pour préparer sa venue, il était nécessaire de manifester plus démonstrativement leur opposition au gouvernement en place.

Aujourd'hui, la nouveauté réside surtout dans le fait que la CFDT qui ne faisait pratiquement plus un pas sans la CGT depuis des mois, sinon

des années, semble là bien décidée à essayer de doubler la CGT sur sa droite et à prendre ses distances, tout en faisant retomber la responsabilité de l'échec électoral de la gauche sur le PCF et la CGT. Mais ce ne sera pas facile, car Séguy suivra de près Maire à l'Elysée.

Alors, le « 3° tour social » sera remplacé par le tête-àtête avec Giscard dans les salons de l'Elysée. Négocier, négocier, tel est le maître mot de tous les dirigeants syndicaux. Mais les travailleurs doivent savoir que, si négociation il y a, ce ne sera qu'une comédie destinée à faire mousser ce que patrons et gouvernement sont déjà prêts à lâcher dans l'espoir d'une paix sociale. Pour les revendications indispensables, il faudra lutter avec - ou malgré - les dirigeants syndi-

Louis GUILBERT



Après Bergeron et avant Séguy, Maire sera reçu par Giscard : les dirigeants syndicaux se pressent sur le perron de

Les girouettes tournent avec le vent

A peine les résultats du second tour connus, le dirigeant national des Radicaux de Gau-che, Robert Mabre, déclarait : « Je me considère comme délié des engagements pris en 1972 ». Mais ce qu'il oubliait de dire, c'est que ses engagements en 1972, il les avait confirmés moins de huit jours auparavant, en parafant l'accord des partis de l'Union de la gauche du lundi 13 mars, au lendemain du pre-mier tour. On savait ce que valent les propos d'apothicaire, on peut vérifier ce que vaut la signature d'un pharmacien radical-socialiste.

A dire vrai, cette attitude ne nous surprend pas, ni celle de Fabre, ni celle de l'ensemble du mouvement radical. Car elle n'est pas nouvelle. Ces gens-là ne se disent de gauche que lorsqu'ils espèrent que la soupe y sera plus abondante qu'à droite. Témoin

Maurice Faure, l'ami de Fabre, qui, candidat député de droite au premier tour des législatives de 1967, a tourné sa veste entre les deux tours, car il avait besoin des voix de gauche pour être élu.

Aujourd'hui si les radicaux se montrent apparemment divisés, ce n'est pas tant sur le fond que sur la fonme. Certains comme Fabre ou Gennesseaux rompent avec l'Union de la gauche, d'autres comme Crépeau, préparent leur reclassement au sein du PS. Tous sont en position d'attente, le temps de faire les calculs afin de voir quelle situation leur sera plus avantageuse.

On voulait nous faire croire que nos intérêts, nos revendications dépendaient de tels hommes! On nous expliquait qu'il était décisif de voter pour eux ou leurs alliés, alors même qu'ils n'ont pas la pudeur d'attendre

ne serait-ce qu'une journée pour tourner leur veste.

Mais si le virage est brusque, la leçon que les travailleurs en tireront en sera d'autant plus évidente. Car si la gauche avait eu la majorité, des hommes comme Fabre auraient été ministres de Mitterrand. Auraient-ils été différents du ministre qu'il sera peut-être dans quelque temps dans un gouvernement que l'on baptisera « gouvernement de réconciliation nationale »? Certainement pas. Tout compte fait, il est profitable pour les travailleurs que les choses soient claires.

Les radicaux ne sont certes pas fidèles à leur signature, mais reconnaissons leur la fidélité à une tradition radicale riche en retournements. Mais sont-ils si différents des politiciens comme Mitterrand ou Marchais?

La liberté pour Ceyrac

François Ceyrac, président du CNPF n'y va pas par quatre chemins. Une fois les élections passées, il revendique : « les Français ont voté pour la liberté, a-t-il déclaré, il faut que cela soit vrai aussi dans le domaine économique ». En clair, il réclame la liberté des prix en invoquant le vote des électeurs.

Une telle revendication patronale n'est pas nouvelle; les patrons l'avaient formulée aux assises du CNPF, il y a quelques semaines. Ils n'a-

vaient d'ailleurs pas attendu le 19 mars pour la mettre en pratique.

Mais Ceyrac ne perd pas de temps pour faire entendre sa voix au gouvernement... et pour interpréter à sa façon le résultat du vote.

Un certain nombre de petites gens qui ont cru se protéger en votant à droite, doivent être surpris d'apprendre qu'ils avaient voté pour que les gros patrons soient autorisés à augmenter leurs prix.

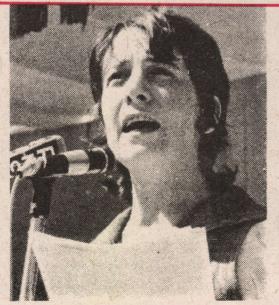
Meetings de Lutte **Ouvrière**

PARIS

VENDREDI 31 MARS à 20 H 30 **AVEC**

Ariette LAGUILLER

à la Mutualité 24, rue Saint-Victor.



BORDEAUX

VENDREDI 31 MARS à 20 H 45

Salle de l'Aiglon - Place Puy-Paulin

Paris 5° (Métro : Maubert- « Après les élections, quelles perspectives pour les travailleurs?

Antenne 2... La majorité

Les journalistes d'Antenne 2 ont fait voulu protester ainsi contre un cas flagrant de manque d'objectivité du journal télévisé, survenu entre les deux tours des

Le mardi 14 mars, le lendemain de l'accord pour le deuxième tour des partis de gauche, le journal de 20 heures diffusait une rétrospective d'environ quatre minutes sur la désunion de la gauche. Le soir même des journalistes se prononçaient à l'unanimité contre le contenu de ce journal et demandaient qu'une rétrospective identique sur les divisions de la majorité soit préparée et diffusée les jours suivants. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information, donna son accord.

Le sujet fut préparé, mais les jours passèrent et il n'était pas passé à l'antenne, sous prétexte que les journaux étaient déjà trop chargés. Finalement le vendredi 17 mars, les journalistes tinrent une assemblée générale et exigèrent la projection le soir même.

Elkabbach refusa, et le P-DG d'Anten-Ulrich, rejeta la demande d'entrevue de l'inter-syndicale.

Un préavis de grève fut alors déposé pour jeudi 23 mars.

Il est flagrant que la droite, en un an et demi de campagne électorale, a eu bien plus de temps d'antenne, ses hommes s'exprimant tantôt en tant que candidats, tantôt en tant que ministres, ou président de la République! La gauche. elle, était souvent montrée sous les aspects qui lui nuisaient le plus. Quant à l'extrême-gauche, elle a été quasiment absente des écrans.

L'objectivité de l'information télévisée n'est pas pour demain, car les chaînes de télévision constituent un trop bon instrument de propagande pour la droite au pouvoir.

Mais les journalistes doivent avoir le soutien de tous les téléspectateurs lorsqu'ils agissent pour tenter de rétablir un peu la balance.

Philippe NATIER